

VILLE DE TOURNAI

Procès-verbal du Conseil communal du 1^{er} juin 2015

Présents : M. R. DEMOTTE - Président d'assemblée, M. P.-O. DELANNOIS - Echevin délégué à la fonction maïorale,
M. R. DELVIGNE, Mme L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. V. BRAECKELAERE, A. BOITE, ~~T. BOUZIANE~~ - Echevins;
Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, A. PESIN, J.-M. VANDENBERGHE, C. MICHEZ, Mmes ~~M.-C. MARGHEM~~, M.-C. LEFEBVRE, M. G. LECLERCQ, Mme M. WILLOCQ, MM. J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, D. SMETTE, B. MAT, Mme H. CLEMENT-COUPLET, M. J. DEVRAY, ~~Mme S. LIETAR~~, MM. B. LAVALLEE, ~~G. HUEZ~~, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISSSET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSSSENS, MM. X. DECALUWE, L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, Mme C. LADAVID, MM. A. MELLOUK, ~~G. DENONNE~~ - Conseillers communaux;
M. T. LESPLINGART - Directeur général adjoint, ~~M. D. COUPEZ - Directeur général~~

Monsieur le Directeur général D. COUPEZ, absent, est remplacé par Monsieur le Directeur général adjoint T. LESPLINGART, conformément à l'article L1124-17 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Le Conseil communal est réuni sur convocation du Collège communal remise à domicile le jeudi 21 mai 2015.

La séance publique fait l'objet, pour la première fois, d'un enregistrement sur support numérique.

SEANCE PUBLIQUE

1. Communications.

* Le **Président** de séance ouvre la séance publique à 19 heures 37. Il dépose sur le bureau du Conseil communal le procès-verbal de la séance du 27 avril 2015, en précisant que si aucune observation n'est formulée au cours de la présente séance, il sera considéré comme adopté en fin de séance.

D'emblée, Monsieur le Conseiller communal cdH, **Xavier DECALUWE**, demande que les explications de Monsieur l'Echevin Tarik BOUZIANE au sujet des subsides attribués aux fanfares, harmonies et chorales (Point 14 du Conseil communal du 27 avril 2015) soient ajoutées au procès-verbal de la séance du 27 avril 2015. Ces explications sont les suivantes :

"La Royale harmonie des sapeurs-pompiers de Tournai renonce aux jetons de présence dès cette année. Les partitions seront mises à disposition de toutes les harmonies, fanfares et chorales de l'entité. A titre d'information, les subsides attribués aux fanfares et chorales étaient de 7.800,00€. Désormais, on y ajoute les 8.000,00€ qui ne seront plus attribués à l'harmonie des pompiers. Donc, on double les subsides à partir de l'année prochaine, ce qui n'est pas négligeable. "

Selon la volonté du Conseil communal, le Directeur général adjoint les ajoutera au procès-verbal de la séance du 27 avril 2015.

Le **Président** de séance informe ensuite le Conseil communal des projets retenus pour la prochaine programmation européenne, tout en précisant qu'une commission spécifique pourra être convoquée pour présenter ces projets en détail :

"Mesdames, Messieurs,

C'est une excellente nouvelle pour Tournai et nous pouvons nous en réjouir !

Elle est tombée jeudi dernier : 46 millions d'euros seront directement investis dans la revitalisation urbaine, sur Tournai, grâce aux projets déposés par la Ville ou déposés par la Ville et IDETA.

Nous sommes d'autant plus fiers que le contexte, vous le savez, était plus difficile qu'en 2007.

Avant de concevoir ces fiches, un important travail a été réalisé avec les acteurs de terrain déjà en 2012 pour l'élaboration de la déclaration de politique communale.

Les projets qui ont été déposés s'inscrivent dans la stratégie dégagée à l'époque et se sont construits à partir de cette ligne de conduite.

Nous avons également clairement priorisé nos projets.

Lorsqu'elle a présenté notre portefeuille à la «task force», Laetitia LIENARD a pointé ceux auxquels la ville pouvait renoncer, le cas échéant.

Par exemple, le projet de construction d'un centre de formation le long des quais qui pourrait se concrétiser ultérieurement.

Face à une baisse des fonds européens de près de 15%, Tournai engrange 16 millions de plus que lors de la programmation précédente.

Ces résultats s'expliquent aussi par la dynamique wallonne picarde, au cœur de laquelle Tournai se trouve et qui fait que la Région puisse obtenir quelque 102 millions d'euros pour les projets déposés.

Ici aussi, cohésion et vision stratégique territoriale sont à l'origine de ce succès.

Comme vous le savez, pour constituer notre portefeuille de projets, nous nous sommes associés à différents partenaires.

Pour Tournai, nous avons fait le choix de déposer quatre projets phares mais qui entrent dans la logique évoquée à l'instant.

Quels sont les projets retenus ?

Dans le portefeuille SmarTournai (porté par la Ville) :

«Réenchanter» la rue Royale, en faire une artère durable, attractive, pilote en matière de mobilité: c'est le renforcement de la liaison du plateau de la gare, place Crombez, rue Royale au quartier cathédral : 8,5 millions d'euros.

Un autre gros projet, le centre d'interprétation des Anciens Prêtres doublé d'un Smart Center : 12,4 millions d'euros. Les magnifiques collections physiques, matérielles, bénéficieront d'une mise en contexte recourant aux nouvelles technologies mais aussi d'une vitrine de l'innovation et des technologies «smart cities».

1,2 million d'euros permettront de concrétiser le projet Tournai Unesco Expérience. Avec les nouvelles technologies, les mappings et autres, on va valoriser l'espace urbain.

Tournai-Expo a besoin d'être réaménagé, moins énergivore. Il doit être davantage adapté aux attentes: 6,9 millions d'euros.

La Ville a également déposé conjointement avec l'intercommunale IDETA, un projet qui vise la construction et l'aménagement d'un centre de formation (pôle d'excellence) NTIC sur Tournai Ouest 1 : 9,1 millions d'euros. Ce projet sera complété par la création d'une voirie d'accès à Tournai Ouest 3 (Froyennes) : 2,3 millions d'euros.

Enfin, avec le soutien de la Ville, l'IDETA a déposé le projet «Technicité». Dans le quartier de Saint-Piat, ce projet bénéficiera de 11,4 millions d'euros soit 8 millions d'euros pour les infrastructures et 3,4 millions pour l'animation. Intégré au cœur de la ville, c'est le point de départ d'un nouveau quartier créé avec des fonds publics et privés.

Lors de la programmation 2007-2013, plus de 30 millions d'euros ont été investis pour la rénovation du quartier Unesco : aménagement de voiries, façades,...

A cela, nous pouvons également ajouter les quelque 28 millions d'euros déjà consentis dans l'accord-cadre relatif à la restauration de la Cathédrale.

D'où plus de 100 millions d'euros investis à ce stade pour l'embellissement de notre cœur de ville !"

Pour le cdH, le Conseiller communal, **Jean-Marie VANDENBERGHE**, félicite les acteurs de ce succès. Il annonce que sa famille politique soutiendra ces projets. Il espère que leur mise en oeuvre permettra la création de nombreux emplois.

Le **Président** de séance informe ensuite le Conseil communal que le règlement fixant les conditions d'accès aux grades de directeur général, de directeur général adjoint et de directeur financier a été approuvé par l'autorité de tutelle, à l'exception de la condition d'ancienneté de 5 ans dans le niveau A permettant d'accéder aux emplois dont question par promotion et des mots "d'une catégorie au moins équivalente à celle de Tournai" des conditions d'accès par mobilité. Voici les termes de l'arrêté ministériel :

"Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L3111-1 à L3151-1;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juillet 2014 fixant la répartition des compétences entre les ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 juillet 2014 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement;

Vu la délibération du 23 mars 2015, reçue complète le 31 mars 2015, par laquelle le Conseil communal de Tournai décide d'adopter le règlement fixant les conditions d'accès aux grades de directeur général, directeur général adjoint et directeur financier;

Considérant que parmi les conditions d'accès par promotion, le règlement exige d'avoir une ancienneté de service à titre statutaire définitif dans le niveau A d'au moins 5 ans dans la commune, ce qui est contraire aux dispositions de l'article 7, §2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013 fixant les conditions de nomination aux emplois de directeur général, de directeur général adjoint et de directeur financier communaux qui est libellé comme suit : "Lorsqu'il y a plus de deux agents de niveau A au sein de l'administration locale, l'accès aux fonctions de directeur n'est ouvert qu'aux agents de niveau A...";

Considérant que parmi les conditions d'accès par mobilité, le règlement prévoit que la commune ou le centre public d'action sociale (CPAS) d'où viennent les directeurs qui postulent par cette voie soit d'une catégorie au moins équivalente à celle de Tournai, en méconnaissance de l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013 précité qui stipule que : "sont dispensés de l'épreuve visée à l'article 3, §2, 1°, et de la condition prévue à l'article 4, §1er, 2°, les directeurs généraux, directeurs généraux adjoints et directeurs financiers d'une autre commune ou d'un centre public d'action sociale (CPAS) nommés à titre définitif lorsqu'ils se portent candidat à une fonction équivalente...";

Considérant que pour le surplus, la décision du Conseil communal de Tournai du 23 mars 2015 susvisée est conforme à la loi et à l'intérêt général;

ARRETE :

Article 1er : la délibération du 23 mars 2015 par laquelle le Conseil communal de Tournai décide d'adopter le règlement fixant les conditions d'accès aux grades de directeur général, directeur général adjoint et directeur financier EST APPROUVEE A L'EXCEPTION DE la condition d'ancienneté de 5 ans dans le niveau A permettant d'accéder aux emplois dont question par promotion et des mots "d'une catégorie au moins équivalente à celle de Tournai" des conditions d'accès par mobilité.

Article 2 : un recours en annulation est ouvert contre cette décision devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat.

A cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée au Conseil d'Etat (rue de la Science, 33 à 1040 Bruxelles), par lettre recommandée, à la poste, dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification qui vous est faite de la présente.

La requête peut également être introduite par voie électronique sur le site internet du Conseil d'Etat : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

Article 3 : mention de cet arrêté est portée au registre des délibérations du Conseil communal de Tournai en marge de l'acte concerné.

Article 4 : le présent arrêté est publié par extrait au Moniteur belge.

Article 5 : le présent arrêté est notifié au Collège communal de Tournai. Il sera communiqué par le Collège communal au Conseil communal et au directeur financier communal conformément à l'article 4, alinéa 2, du règlement général de la comptabilité communale."

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Coralie LADAVID**, intervient comme suit à propos de cette communication :

"Le règlement relatif à l'accès aux grades de directeur général, de directeur général adjoint et de directeur financier a été réformé par l'autorité de tutelle. Est-ce que la tutelle demande de faire revoter le point au Conseil communal ou a-t-elle apporté d'office les modifications nécessaires?"

Le **Président** de séance lui répond que ce règlement a été approuvé par la tutelle, qui a apporté unilatéralement deux modifications. Ce règlement ne doit donc plus être soumis au vote du Conseil communal.

2. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Kain, rue Gualbert : création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées. Approbation

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant la demande d'un riverain qui sollicite la création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées face à son domicile, rue Gualbert, 5 à 7540 Kain;

Considérant que l'intéressé est dans les conditions imposées par le Service public de Wallonie;

Considérant l'avis favorable du service de police;

Vu le plan de situation ci-joint;

Considérant que la mesure s'applique à la voirie communale;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : dans la rue Gualbert, face au n°5, un emplacement de stationnement est réservé aux personnes handicapées.

Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal E9a avec pictogramme des handicapés et flèche montante "6m". L'emplacement sera délimité au sol par des lignes blanches avec reproduction du sigle.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du Service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

<p>3. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, Vieux chemin d'Ere : création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées. Approbation.</p>
--

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant la demande d'un riverain qui sollicite la création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées face à son domicile situé 84 Vieux chemin d'Ere à 7500 Tournai;

Considérant que l'intéressé est dans les conditions imposées par le Service public de Wallonie;

Considérant le rapport favorable du service de police;

Considérant le plan de situation joint;

Considérant que la mesure s'applique à la voirie communale;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er: au Vieux chemin d'Ere à Tournai, face au n° 84, un emplacement de stationnement est réservé aux personnes handicapées.

Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal E9a avec le pictogramme des handicapés et la mention de distance (6m). L'emplacement sera délimité au sol par des lignes blanches avec reproduction du sigle.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du Service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

<p>4. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, rue du Crampon : création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées. Approbation.</p>
--

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant la demande d'un riverain, qui sollicite la création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées face à son domicile situé 132 rue du Crampon à 7500 Tournai;

Considérant le rapport favorable du service de police;

Considérant que l'intéressé est dans les conditions imposées par le Service public de Wallonie;

Considérant le plan de situation joint;

Considérant que la mesure s'applique à la voirie communale;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er: dans la rue du Crampon, face au n°132, un emplacement de stationnement est réservé aux personnes handicapées.

Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal E9f avec pictogramme des handicapés et la mention de distance (6m). L'emplacement sera délimité au sol par des lignes blanches avec reproduction du sigle.

Article 2: le présent règlement sera soumis à l'approbation du Service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

<p>5. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, boulevard Léopold : création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées. Approbation.</p>

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant la demande d'un riverain qui sollicite la création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées face à son domicile situé n°12 boulevard Léopold à 7500 Tournai;

Considérant que l'intéressé est dans les conditions imposées par le Service public de Wallonie;

Considérant le rapport favorable du service de police;

Considérant que la mesure s'applique à la voirie régionale;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er: au boulevard Léopold à Tournai, face au n°12, un emplacement de stationnement est réservé aux personnes handicapées.

Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal E9a avec pictogramme des handicapés et flèche montante «6m». L'emplacement sera délimité au sol par des lignes blanches avec reproduction du sigle.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du Service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

<p>6. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, rue du Bas-Follet : suppression d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées. Approbation.</p>
--

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant que, vu le décès du bénéficiaire, l'emplacement de stationnement réservé aux personnes handicapées face au n°10 de la rue du Bas-Follet à 7500 Tournai n'a plus lieu d'être;

Considérant le rapport de police;

Considérant le plan de situation joint;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : dans la rue du Bas-Follet, face au n°10, l'emplacement de stationnement réservé aux personnes handicapées est supprimé.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du Service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

<p>7. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, boulevard Lalaing : création d'une zone de chargement/déchargement. Approbation.</p>
--

D'emblée, Madame la Conseillère communale ECOLO, **Coralie LADAVID**, intervient comme suit :

"Nous voterons contre cette proposition parce qu'elle ne s'inscrit pas dans un cadre général. Est-ce que chaque commerçant va pouvoir à l'avenir demander sa petite dérogation pour avoir une zone de chargement/déchargement devant chez lui ? Quels sont les critères d'acceptation ? Comment cela va-t-il être lisible pour les citoyens puisque les périodes sont limitées ? Il faudra mettre des panneaux spéciaux avec des heures bien lisibles. Cela paraît être une gestion au culot et à l'opportunité, pas une réflexion cohérente."

Pour le **Président** de séance, ce type de demande ne peut être traité qu'au cas par cas :

"Nous ne sommes pas devant des établissements dont la nature permet une prévisibilité et donc une réglementation générique", précise-t-il.

L'Echevin délégué à la fonction maïorale, **Paul-Olivier DELANNOIS**, rappelle la procédure mise en place. La police examine la situation sur place et établit un rapport qui se conclut par un avis favorable ou défavorable. Ceci permet de faire coïncider au maximum la décision avec la réalité de terrain.

Par 32 voix pour et 2 voix contre, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, A. PESIN, J.-M. VANDENBERGHE, C. MICHEZ, G. LECLERCQ, Mme M. WILLOCQ, MM. J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, D. SMETTE, B. MAT, Mme H. CLEMENT-COUPLET, MM. J. DEVRAY, B. LAVALLEE, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSSENS, MM. X. DECALUWE, L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, A. MELLOUK, M. R. DELVIGNE, Mme L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM V. BRAECKELAERE, A. BOITE, M. P.-O. DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale et M. R. DEMOTTE, Président d'assemblée.

Ont voté contre : Mmes M.-C. LEFEBVRE, C. LADAVID

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant la demande d'une société qui sollicite une zone de chargement et déchargement face au numéro 30 du boulevard Lalaing à 7500 Tournai;

Considérant l'avis favorable du service de police;

Considérant que la mesure s'applique à la voirie régionale;

Par 32 voix pour et 2 voix contre;

DECIDE :

Article 1er : au boulevard Lalaing, du côté pair, face au n°30, sur une distance de 6m, le stationnement est interdit du lundi au vendredi, entre 7 heures et 13 heures.

Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal E1 avec flèche montante "6m" et additionnel "du lundi au vendredi, de 7 heures à 13 heures".

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du Service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1131-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il

entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

8. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Kain, rue Albert: règlementation du stationnement

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Considérant la demande d'une riveraine de la rue Albert à Kain qui souhaite améliorer la visibilité à la sortie de sa propriété qui sert de parking à sa clientèle;

Considérant qu'après s'être rendu sur place, le service de police du district de Kain a constaté que plusieurs riverains se trouvaient dans la même situation;

Considérant qu'il serait, par conséquent, judicieux de réglementer le stationnement du côté pair de la chaussée, entre les immeubles portant les n°46 et 72, par du marquage indiquant formellement les emplacements de stationnement autorisé, à distance suffisante des entrées carrossables, de façon à augmenter la visibilité lors des sorties de véhicules;

Considérant le plan ci-joint;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1: dans la rue Albert à Kain, le stationnement est délimité au sol, du côté pair, entre les numéros 46 et 72.

Cette mesure sera matérialisée par les marques appropriées au sol.

Article 2: le présent règlement sera soumis à l'approbation du Service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

9. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Havinnes, rue de l'Echelle. Béclers, Couture du Bois: réglementation de la circulation.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant la demande d'un citoyen qui souhaite que l'accès à la rue de l'Echelle à Havinnes, à la Couture du Bois et au chemin de la Rosière à Béclers soit interdit à tout véhicule, à l'exception des convois agricoles, de façon à éviter le passage intempestif des 4x4;

Vu la décision du Conseil communal du 22 septembre 2014 interdisant la circulation à tout véhicule, à l'exception de l'usage agricole, dans le chemin de la Rosière à Béclers;

Considérant que, dans ses rapports des 15 et 17 décembre 2014, le service de police du district de Gaurain (rapport du 15 décembre 2014) a constaté que ces chemins sont effectivement fort endommagés par le passage de véhicules de type 4x4 et que cela les rend, d'ailleurs, presque impraticables pour les promeneurs et les cavaliers;

Considérant les plans ci-joints;

Considérant que la mesure s'applique à des voiries communales;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1: dans la rue de l'Echelle à Havinnes, la circulation est interdite à tout conducteur à l'exception de l'usage agricole.

Cette mesure sera matérialisée par le placement de signaux C3 avec panneaux additionnels "excepté usage agricole".

Article 2: dans la Couture du Bois à Béciers, la circulation est interdite à tout conducteur à l'exception de l'usage agricole.

Cette mesure sera matérialisée par le placement de signaux C3 avec panneaux additionnels "excepté usage agricole".

Article 3: le présent règlement sera soumis à l'approbation du Service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

10. Plan communal cyclable. Bilan et perspectives. Information.

Le **Président** de séance invite Madame Christine BERNARD, conseillère en mobilité, à exposer le bilan et les perspectives du plan communal cyclable.

Madame Christine BERNARD illustre son exposé de diapositives électroniques projetées sur écran.

"Je vous présente, en bref le bilan et les perspectives du plan communal cyclable :

1. Contexte

Déclaration de Politique Régionale 2009-2014

Objectifs

Développer significativement la pratique du vélo au quotidien dans quelques communes wallonnes de taille variée

Identifier les meilleures stratégies pour augmenter le nombre de cyclistes quotidiens et occasionnels

Développer une image positive, moderne et dynamique du vélo en ville comme à la campagne

Historique

24 septembre 2010: appel à candidature

18 novembre 2010: candidature de Tournai

16 décembre 2010: présélection

Obtention d'une subvention de 175.647,00 € pour:

- Aménagement de sens uniques limités (SUL) en centre-ville
- Fourniture et pose de 20 arceaux vélos
- Sécurisation et aménagement d'une liaison cyclable des quais Taille-Pierres et des Poissonsceaux

19 septembre 2011: le Conseil approuve le plan communal cyclable

1er décembre 2011: Tournai est «Commune pilote Wallonie cyclable»

1er septembre 2012 (Conseil communal du 26 mars 2012): une convention est conclue entre la Wallonie et la Ville de Tournai relative à la mise en œuvre de son plan communal cyclable

Article 8 : constat des manquements éventuels et conséquences

... non-respect des arrêtés des subventions ...

- la perte du statut de Commune pilote «Wallonie cyclable»

- la perte de tout ou partie du bénéfice des subventions non encore échues

2. Principes généraux

Ambition

Rendre la pratique du vélo agréable et sûre dans la ville afin d'arriver à l'horizon 2020 à un taux d'utilisation du vélo équivalant à celui d'une ville comparable en Flandre, comme Courtrai.

Se base sur un réseau cyclable structurant, cohérent et continu constitué par:

- Une circulation intra-muros en tous sens, facilitée par la mise en sens unique limité (SUL) des sens uniques, une pression automobile pacifiée (zones 20 et 30 km/heure)
- Une traversée de l'intra-muros par des itinéraires rapides et clairs avec une mise en évidence de la visibilité des cyclistes et une attention particulière au carrefour
- Une circulation rapide grâce à l'aménagement des boulevards afin de desservir les pôles générateurs de déplacements et les faubourgs
- Des radiales branchées sur les boulevards rendus perméables par l'aménagement des carrefours: desserte des faubourgs
- Un réseau de parkings vélos

Champs d'actions

ROULER A VELO

- Aménager un réseau cyclable primaire reliant les principaux pôles d'éducation, de formation, d'emplois, culturels, sportifs et administratifs dans un périmètre de 5 km autour de l'intra-muros
- Développer et favoriser l'usage du vélo dans les quartiers et les centres de village
- Sécuriser, entretenir et baliser le réseau cyclable existant et futur

LE VELO A L'ARRET

- Développer un stationnement vélo sûr et confortable dans le centre-ville et son agglomération
- Développer l'intermodalité vélo/transports en commun
- Développer un stationnement vélo sûr et efficace dans les établissements scolaires

ENCOURAGER LA PRATIQUE DU VELO

- Créer et développer un système de communication entre la ville et le citoyen
- Développer et promouvoir l'usage du vélo et son image auprès des associations, des administrations, du monde culturel et du monde de l'entreprise
- Développer l'usage du vélo à des fins de tourisme
- Faire du vélo un évènement

ANCER LA POLITIQUE CYCLABLE

- Ancrer la politique cyclable dans les textes
- S'assurer le personnel suffisant et les moyens pour ancrer la politique cyclable dans le développement communal
- Evaluer la politique cyclable

En découlent des actions reprises dans les programmes annuels de travail

3. Subside sur l'ensemble de la période et état de consommation

	2011	2012	2013	2014	2015	Total
Subside	381.367,00 €	474.358,00 €	474.358,00 €	474.358,00 €	92.991,00 €	1.897.332,00 €
Avance	247.888,55 €	308.332,70 €	94.871,60 €	94.871,60 €	0,00 €	745.964,45 €
Liquidé	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Part ville	114.410,00 €	142.307,00 €	142.307,00 €	142.307,00 €	27.897,00 €	569.228,00 €

4. Etat d'avancement

• Arrêté de subside 2011 : délais 15 février 2016

Pour boucler cet arrêté en terme d'adjudication, seul reste à présenter le projet :

Articles	Libellé		emprunts	subsidés	Fonds de réserve	recette	Conseil
421/741-52	Commune pilote «Wallonie cyclable»,	15.000,00		15.000,00			01/06/2015

	fourniture et pose balisage						
--	-----------------------------------	--	--	--	--	--	--

• **Arrêté de subside 2012 : délais 15 février 2016**

Pour boucler cet arrêté en terme d'adjudication, doivent encore être présentés les dossiers suivants sur le budget 2015 :

Articles	Libellé		emprunts	subsidés	Fonds de réserve	recette	Conseil	
421/743-51	Commune pilote «Wallonie cyclable», acquisition matériel	3.500,00			3.500,00		01/06/2015	Acquisition de 3 vélos électriques de service
4218/731-60	Commune pilote «Wallonie cyclable», aménagements	154.000,00		134.000,00	20.000,00		01/06/2015	Liaisons cyclables Quai Donat Casterman et avenue d'Audenaerde
4218/731-60	Commune pilote «Wallonie cyclable», aménagements	135.000,00		80.000,00	55.000,00		01/06/2015	Liaison cyclable chaussée Romaine, chemin Vert et avenue des Peupliers
421/741-52	Commune pilote «Wallonie cyclable», fourniture et pose d'arceaux	40.000,00		40.000,00			01/06/2015	Fourniture et pose d'arceaux vélos et abris vélos
4218/731-60	Commune pilote «Wallonie cyclable», aménagement quai Donat Casterman	255.000,00		255.000,00				

4218/731-60	Commune pilote «Wallonie cyclable», aménagements : M.B.	40.000,00			40.000,00		01/06/2015	SUL (Tournai extra-muros + Templeuve)
-------------	--	-----------	--	--	-----------	--	------------	---------------------------------------

• **Arrêté de subside 2013 : délais 15 février 2017**

Adjudications prévues sur le budget 2015 :

Articles	Libellé		emprunts	subsidés	Fonds de réserve	recette	Conseil	
421/741-52	Commune pilote «Wallonie cyclable», marché de services	7.000,00		7.000,00			21/09/2015 ou 26/10/2015	Itinéraire cyclo-pédagogique : conception et réalisation de fiches/vidéos pédagogiques
4218/731-60	Commune pilote «Wallonie cyclable», aménagement point vélo	10.000,00		10.000,00				
421/743-51	Commune pilote «Wallonie cyclable», aménagement atelier MELIVELLO : M.B. (?)	10.000,00		10.000,00			21/09/2015 ou 26/10/2015	Acquisition de matériel pour l'atelier MELIVELLO

• **Arrêté de subside 2013 : délais 15 février 2017**

Adjudications à prévoir sur le budget 2016 :

Articles	Libellé		emprunts	subsidés	Fonds de réserve	recette	Conseil	
4218/731-60	Commune pilote «Wallonie cyclable», aménagement	430.000,00		320.000,00	110.000,00			Liaison cyclable pont des Roulages, quai Donat

	ments							Casterman et rue Lefebvre-Caters
4218/731-60	Commune pilote «Wallonie cyclable», aménagements	25.000,00			25.000,00			Quartier cyclable – Vert Bocage : zone 30 km/h et effets de porte
4218/731-60	Commune pilote «Wallonie cyclable», aménagements	40.000,00		30.000,00	10.000,00			Assurer un entretien du réseau et des aménagements cyclables
421/741-52	Commune pilote «Wallonie cyclable», fourniture et pose balisage	15.000,00		15.000,00				Signalisation et balisage des itinéraires cyclables
4218/731-60	Commune pilote «Wallonie cyclable», aménagement	25.000,00		25.000,00				SUL (Kain-Gaurain)
421/741-52	Commune pilote «Wallonie cyclable», fourniture et pose d'arceaux	40.000,00		40.000,00				Fourniture et pose d'arceaux vélos et abris vélos
421/743-51	Commune pilote «Wallonie cyclable», acquisition matériel	14.000,00		14.000,00				Acquisition et mise à disposition de 20 vélos (auberge de jeunesse, tourisme, camping,.

								..)
?	Commune pilote «Wallonie cyclable», conception et réalisation	5.000,00		5.000,00				Conception et impression cartes itinéraires cyclables
421/741-52	Commune pilote «Wallonie cyclable», marché de services	3.500,00		3.500,00				Formation vélo-éducation

A l'issue de cet exposé, le **Président** de séance invite les Conseillers communaux à s'exprimer.

Le Conseiller communal cdH, **Jean-Marie-VANDENBERGHE**, constate des discordances dans les chiffres présentés.

Le **Président** de séance demande au Directeur général adjoint de rectifier, le cas échéant, cette erreur technique.

Madame **BERNARD** précise que cette discordance est liée à une erreur d'inscription des subsides.

Ceux-ci sont dégressifs. Le subside prévu en 2015 est de 92.991,00€ et pas de 474.000,00€ comme la première année.

Ce point fera l'objet d'une correction dans le dossier.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme de politique générale approuvé par le Conseil communal du 18 décembre 2012 par lequel la majorité a décidé de la poursuite du projet-pilote de communes cyclables dans le cadre du plan Wallonie cyclable afin, notamment, d'améliorer la sécurisation des usagers de mode doux (page 33 de la déclaration de politique communale);

Vu le programme stratégique transversal (PST);

Vu sa décision du 19 septembre 2011 d'approuver le plan communal cyclable;

Considérant que, suite à la sélection de Tournai comme commune pilote "Wallonie cyclable", le soutien financier de la Wallonie s'élève à un montant de 1.897.332,00€ réparti de 2011 à 2015 pour la mise en oeuvre de son plan communal cyclable sur base d'un programme annuel de travail;

Considérant qu'à ce montant, la Ville ajoute une part minimale s'élevant à 569.228,00€, répartie également de 2011 à 2015;

Considérant que pour pouvoir bénéficier des subventions de la Région wallonne, la Ville doit présenter annuellement au comité d'accompagnement régional un programme de travail ainsi qu'un état d'avancement des programmes de travail antérieurs validés par sa commission consultative communale vélo;

Considérant que, suite à des difficultés, les délais de mise en oeuvre des programmes de travail 2012, 2013 et 2014 n'ont pas été respectés et que des prolongations de délais ont été sollicitées;

Considérant qu'afin d'optimiser le calendrier de mise en oeuvre de chaque subvention et de limiter les prolongations de délais, le comité d'accompagnement régional a accepté que les différents

programmes d'actions annuels soient adaptés en fonction de l'état d'avancement des projets, de façon à s'inscrire au mieux dans les échéances successives prévues par les arrêtés annuels;
Considérant que c'est dans ce cadre que la responsable du service mobilité a présenté au Collège communal en séance du 10 avril 2015 le bilan et les perspectives du plan communal cyclable;
Considérant la décision du Collège communal de soumettre au Conseil communal ce point relatif au bilan et aux perspectives du plan communal cyclable;

PREND CONNAISSANCE:

du bilan et des perspectives du plan communal cyclable en date du 1er juin 2015:

1. CONTEXTE:

Déclaration de politique régionale 2009-2014 avec comme objectifs:

- Développer significativement la pratique du vélo au quotidien dans quelques communes wallonnes de taille variée
- Identifier les meilleures stratégies pour augmenter le nombre de cyclistes quotidiens et occasionnels
- Développer une image positive, moderne et dynamique du vélo en ville comme à la campagne

Historique:

- 24 septembre 2010: appel à candidature
- 18 novembre 2010: candidature de Tournai
- 16 décembre 2010: présélection et obtention d'une subvention de 175.647,00€ pour l'aménagement de sens uniques limités dans le centre-ville, la fourniture et la pose de 20 arceaux vélos, sécurisation et aménagement de la liaison cyclable quais Taille-Pierre et des Poissonsceaux
- 19 septembre 2011: le Conseil communal approuve le plan communal cyclable
- 1er décembre 2011: **Tournai "Commune pilote Wallonie cyclable"**
- 1er septembre 2012 (Conseil communal du 26 mars 2012): convention entre la Wallonie et la Ville de Tournai relative à la mise en oeuvre de son plan communal cyclable

Article 8 : constat en manquements éventuels et conséquences: ... non-respect des arrêtés de subventions... la perte du statut de Commune pilote "Wallonie cyclable" et la perte de tout ou partie du bénéfice des subventions non encore échues.

2. PRINCIPES GENERAUX

Champs d'actions

Rouler à vélo

- Aménager un réseau cyclable primaire reliant les principaux pôles d'éducation, de formation, d'emplois, culturels, sportifs et administratifs dans un périmètre de 5 km autour de l'intramuros
- Développer et favoriser l'usage du vélo dans les quartiers et les centres de village
- Sécuriser, entretenir et baliser le réseau cyclable existant et futur

Le vélo à l'arrêt

- Développer un stationnement vélo sûr et confortable dans le centre-ville et son agglomération
- Développer l'intermodalité vélo/transport en commun
- Développer un stationnement vélo sûr et efficace dans les établissements scolaires

Encourager la pratique du vélo

- Créer et développer un système de communication entre la Ville et le citoyen
- Développer et promouvoir l'usage du vélo et son image auprès des associations, des administrations, du monde culturel et du monde de l'entreprise
- Développer l'usage du vélo à des fins de tourisme
- Faire du vélo un événement

Ancrer la politique cyclable

- Ancrer la politique cyclable dans les textes
- Assurer le personnel et les moyens pour ancrer la politique cyclable dans le développement communal
- Evaluer la politique cyclable

En découlent des actions reprises dans les programmes annuels de travail

3. SUBSIDE SUR L'ENSEMBLE DE LA PERIODE ET ETAT DE CONSOMMATION

	2011	2012	2013	2014	2015	Total
Subside	381.367,00 €	474.358,00 €	474.358,00 €	474.358,00 €	92.991,00 €	1.897.432,00 €
Avance	247.888,55 €	308.332,70 €	94.871,60 €	94.871,60 €	0,00 €	745.964,45 €
Liquidé	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Part ville	114.410,00 €	142.307,00 €	142.307,00 €	142.307,00 €	27.897,00 €	569.228,00 €

4. ETAT D'AVANCEMENT

- **Arrêté de subsidiation 2011: délais de mise en oeuvre 15 février 2016**

Pour boucler cet arrêté en terme d'adjudication, seul reste à présenter le projet:

Articles	Libellé		emprunts	subsidés	Fonds de réserve	recette	Conseil
421/741-52	Commune pilote "Wallonie cyclable", fourniture et pose balisage	15.000,00		15.000,00			01/06/2015

- **Arrêté de subsidiation 2012: délais de mise en oeuvre 15 février 2016**

Pour boucler cet arrêté en terme d'adjudication, doivent encore être présentés les dossiers suivants sur le budget 2015:

Articles	Libellé		emprunts	subsidés	Fds de réserve	recette	Conseil	
421/743-51	Commune pilote "Wallonie cyclable", acquisition matériel	3.500,00			3.500,00		01/06/2015	Acquisition de 3 vélos électriques de service
4218/731-60	Commune pilote "Wallonie cyclable", aménagements	154.000,00		134.000,00	20.000,00		01/06/2015	Liaison cyclable quai Donat Casterman et avenue d'Audenaarde
4218/731-60	Commune pilote "Wallonie cyclable", aménagements	135.000,00		80.000,00	55.000,00		01/06/2015	Liaison cyclable chaussée Romaine, chemin Vert et avenue des Peupliers

421/741-52	Commune pilote "Wallonie cyclable", fourniture et pose arceaux	40.000,00		40.000,00			01/06/2015	Fourniture et pose d'arceaux vélos et abris vélos
4218/731-60	Commune pilote "Wallonie cyclable", aménagements (MB)	40.000,00			40.000,00		01/06/2015	SUL (Tournai extra-muros +Templeuve)

- **Arrêté de subside 2013: délais de mise en oeuvre 15 février 2017**

Adjudications prévues sur le budget 2015:

Articles	Libellé		emprunts	subsidés	Fonds de réserve	recette	Conseil	
421-741-52	Commune pilote "Wallonie cyclable", marché de services	7.000,00		7.000,00			21/09/2015 ou 26/10/2015	Itinéraire cyclo-pédagogique: conception et réalisation de fiches/vidéos pédagogiques
421/743-50	Commune pilote "Wallonie cyclable", aménagement atelier MELVELO (MB)	10.000,00		10.000,00			21/09/2015 ou 26/10/2015	Acquisition de matériel pour l'atelier MELVELO

Adjudications prévues sur le budget 2016:

Articles	Libellé		emprunts	subsidés	Fonds de réserve	recette	Conseil	
4218/731-60	Commune pilote "Wallonie cyclable", aménagements	430.000,00		320.000,00	110.000,00			Liaison cyclable pont des Roulages, quai Donat Casterman et rue

								Lefebvre-Caters
4218/731-60	Commune pilote "Wallonie cyclable", aménagements	25.000,00			25.000,00			Quartier cyclable - Vert Bocage: zone 30 km/h et effets de porte
4218/731-60	Communes pilote "Wallonie cyclable", aménagements	40.000,00		30.000,00	10.000,00			Assurer un entretien du réseau et des aménagements cyclables
421/741-52	Commune pilote "Wallonie cyclable", aménagements, fourniture et pose balisage	15.000,00		15.000,00				Signalisation et balisage des itinéraires cyclables
4218/731-60	Commune pilote "Wallonie cyclable", aménagements	25.000,00		25.000,00				SUL (Kain-Gaurain)
421/741-52	Communes pilote "Wallonie cyclable", aménagements	40.000,00		40.000,00				Fourniture et pose d'arceaux vélos et abris vélos
421/743-51	Commune pilote "Wallonie cyclable", acquisition matériel	14.000,00		14.000,00				Acquisition et mise à disposition de 20 vélos (auberge de jeunesse, tourisme, camping, ..)
?	Commune pilote	5.000,00		5.000,00				Conception et

	"Wallonie cyclable", aménagements							impression cartes itinéraires cyclables
421/741-52	Commune pilote "Wallonie cyclable", aménagements	3.500,00		3.500,00				Formation vélo-éducation

11. Tournai, commune pilote Wallonie cyclable. Signalisation et balisage, liaisons cyclables, arceaux vélos et abris sécurisés, sens uniques limités et vélos électriques. Modes et conditions de passation des marchés.

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Marie-Christine LEFEBVRE**, intervient comme suit :

"Nous sommes interpellés par la situation actuelle du plan cyclable.

«Suite à des difficultés, les délais de mise en œuvre des programmes de travail 2012, 2013 et 2014 n'ont pas été respectés et des prolongations de délais ont été sollicitées», dites-vous ?

Le plan communal cyclable développé par la Région wallonne était ambitieux :

Déclaration de politique régionale 2009-2014 avec comme objectifs :

- Développer significativement la pratique du vélo au quotidien dans quelques communes wallonnes de taille variée
- Identifier les meilleures stratégies pour augmenter le nombre de cyclistes quotidiens et occasionnels
- Développer une image positive, moderne et dynamique du vélo en ville comme à la campagne.

En décembre 2011, Tournai a été reconnue ville pilote et les ambitions ne se concrétisent pas ou pas encore (version optimiste !) sur le terrain tournaisien.

La Région wallonne a assuré Tournai d'une aide de près de 2 millions d'euros, somme importante à ne pas négliger en cette période de disette. Mais la Ville doit aussi mettre sa part, 500.000,00€. Est-ce là que le bât blesse ? La Ville aurait-elle d'autres voies politiques prioritaires ? Nous déplorons aujourd'hui, comme nous l'avons déjà fait, que la Ville n'ait pas engagé le temps plein comme il était prévu pour suivre le plan ainsi que le mi-temps technique pour l'atelier Méli-vélo. A ce titre, pouvez-vous nous dire quand va rouvrir l'atelier Méli-vélo et quelle sera la coordination avec les autres ateliers de la Ville? Il faut faire attention de ne pas se disperser.

Aujourd'hui, nombre de cyclistes quotidiens sont déçus de l'avancement des projets après les belles promesses annoncées. Beaucoup d'aménagements de sécurité aux abords de la Ville, nombre de pistes «juste carrossables» manquent à l'appel et découragent les cyclistes même les plus téméraires. De plus, beaucoup de jonctions manquent, ce qui crée beaucoup d'insécurité.

Pour les aménagements réalisés, quelle communication est prévue vis-à-vis de la population ?

Est-ce que les nouveaux panneaux cyclables sont prévus ?

Quelles sont les suites positives des brevets cyclistes attribués chaque année aux jeunes de 12 ans ?

Après avoir reçu une solide formation, combien d'entre eux iront à l'école à vélo ?

Très peu en fin de compte. On peut comprendre le souci des parents : envoyer leurs enfants sur des routes sûres et carrossables, ce qui est loin d'être réalisé à Tournai.

De plus, le nombre de vols de vélos est toujours très important. Des cyclistes quotidiens renoncent à ce mode de déplacement car on leur a déjà volé deux, trois, quatre bicyclettes ? Il y a un manque de volonté de s'attaquer au problème, sans doute de la part de la Ville, mais aussi d'autres acteurs comme la Société nationale des chemins de fer belges (SNCB) où le manque de places sécurisées pour vélos est très important.

Sur les investissements qu'on nous demande de voter aujourd'hui, nous restons avec quelques interrogations :

- les itinéraires cyclables ne font-ils pas double emploi avec les signalisations touristiques mises en place l'année dernière ?
- quel aménagement complémentaire avenue d'Audenarde ?
- où les arceaux et abris sécurisés seront-ils localisés ?
- achat de vélos électriques. Est-ce que la demande vient des employés communaux et comment l'utilisation de ceux-ci va être encouragée ?

Nous n'avons plus l'occasion de discuter de tous ces points en commission cycliste et il semble que la commission cycliste accompagnant la réalisation du plan cyclable se réunit rarement et ne discute que très peu des options choisies.

Au vu de cette situation et pour nous rassurer sur l'avenir du plan communal cyclable à Tournai, nous demandons la réunion d'une commission du Conseil communal sur le sujet avec la commission cycliste. Ainsi, nous pourrions suivre la situation de plus près et rassurer les Tournaisien(ne)s sur l'avenir de la mobilité douce dans notre commune."

Monsieur le Conseiller communal cdH, **Xavier DECALUWE**, s'exprime ensuite :

"Mon intervention va dans le même sens. Nous avons noté deux choses. Tout d'abord, une question, voire deux. La première : pourquoi ces lenteurs? Pourquoi des projets initiés en 2011 ne sont-ils toujours pas clôturés? Qui peut expliquer ces lenteurs? Notre deuxième question concerne les commissions cyclistes : pourquoi, apparemment, ne sont-elles pas convoquées? Je pense faire partie de l'une de ces deux commissions, la commission cycliste ou la commission consultative communale du vélo. J'aurais voulu savoir si ces commissions avaient été réunies et si on avait tenu compte de leurs avis. Pourquoi n'a-t-on pas utilisé ces commissions? Elles peuvent être des stimulants pour aller de l'avant dans ces projets!"

Monsieur l'Echevin MR, **Armand BOITE**, répond comme suit à ces interventions :

"La commission consultative vélo a émis un avis sur tous les projets qui ont été présentés. Certains d'entre vous n'étaient peut-être pas présents quand ces avis ont été sollicités. D'autre part, les aménagements font partie d'itinéraires dits scolaires. Ils sont issus des printemps de la mobilité. Tous ces itinéraires ont été bien réfléchis. Je ne crois pas que les services communaux proposent des projets sans avoir eu un minimum de réflexion avec des pôles scolaires importants comme Kain ou Tournai, par exemple. Une étude technique accompagne tous les dossiers. Nous avons eu un problème l'année dernière lors de la mise en adjudication du projet d'aménagement dans le centre-ville. Ce projet a commencé à se concrétiser à l'avenue Bozière. Des aménagements cyclables sont également en cours à l'avenue de Maire. Nous allons prochainement réaliser la pose des arceaux vélos. On peut toujours dire que c'est lent, mais 2015 verra pas mal de projets se réaliser. Je vous invite à les découvrir en vélo, ou en tandem. Un certain nombre de projets se réaliseront en 2015-2016. Je ne crois pas, dès lors, que ce plan communal mérite autant de critiques.

Dans le dossier qui vous est proposé, les plans devaient être joints. Pour ceux qui le souhaitent, je les tiens à disposition. Les lieux où seront posés les arceaux à vélo comme la maison de la culture, l'Hôtel de Ville ou l'office de tourisme, sont clairement définis. D'ici quelques semaines, les premiers seront placés.

Je reconnais que le dossier "Méli-vélo" est un dossier compliqué. Vous avez récemment voté l'acquisition de matériaux pour réaliser ces aménagements. Vous devez savoir que nous avons un problème de disponibilité pour y affecter un agent qui peut réparer les vélos.

Mais à l'heure actuelle, le point vélo à la gare propose une alternative dans ce domaine. Une collaboration existe également avec le CPAS. Nous avons espéré qu'un agent aurait pu être détaché

du CPAS. Malheureusement, cela n'est pas possible à l'heure actuelle. Mais nous ne désespérons pas pour l'avenir."

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale, **Paul-Olivier DELANNOIS**, complète ces propos :
"Les statistiques montrent à certains moments une recrudescence du vol de vélos. Quand c'est le cas, des actions de prévention sont menées avec le SAIS. Deux problèmes sont constatés fréquemment : la distraction et l'oubli de poser un cadenas. Nous y sommes attentifs, soyez-en convaincus, notamment lorsque se posent également des problèmes de recel. La prévention est importante."

La Conseillère communale ECOLO, **Marie-Christine LEFEBVRE**, reprend la parole au sujet des abris sécurisés : quelle forme auront-ils ? Où seront-ils situés ?

Monsieur l'Echevin MR, **Armand BOITE**, signale qu'un abri est prévu notamment à l'arrière de l'Hôtel de Ville. Il ne peut en dire plus pour le moment.

Monsieur le Conseiller communal cdH, **Xavier DECALUWE**, souhaite obtenir les procès-verbaux des réunions des commissions cyclistes depuis 2012.

Plus personne ne souhaitant s'exprimer sur ce point, le **Président** de séance remercie Madame Christine BERNARD pour son exposé et relativise le retard allégué par certains intervenants dans la mise en oeuvre de ce plan :

"La plupart des villes qui ont introduit des plans pour ne pas dire toutes, ont des retards liés à des complexités multiples. Nous ne sommes pas dans une situation exceptionnelle!" conclut-il.

Par 32 voix pour et 2 abstentions, le Conseil communal prend la délibération suivante :
Les deux Conseillères communales ECOLO justifient leur abstention par leur souhait que la mise en oeuvre du plan soit accélérée. Elles dénoncent, par ailleurs, le manque d'information au sujet de ce plan.

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, A. PESIN, J.-M. VANDENBERGHE, C. MICHEZ, G. LECLERCQ, Mme M. WILLOCQ, MM. J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, D. SMETTE, B. MAT, Mme H. CLEMENT-COUPLET, MM. J. DEVRAY, B. LAVALLEE, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSSENS, MM. X. DECALUWE, L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, A. MELLOUK, M. R. DELVIGNE, Mme L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. V. BRAECKELAERE, A. BOITE, M. P.-O. DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale et M. R. DEMOTTE, Président d'assemblée.

Se sont abstenues : Mmes M.-C. LEFEBVRE, C. LADAVID.

Vu le programme de politique générale approuvé par le Conseil communal du 18 décembre 2012 par lequel la majorité a décidé de la poursuite du projet-pilote de communes cyclables dans le cadre du plan Wallonie cyclable afin, notamment, d'améliorer la sécurisation des usagers de mode doux (page 33 de la déclaration de politique communale);

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services notamment les articles 23, 24 et 26, §1er, 1° a;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5, §2;

Considérant que par ses courriers des 19 janvier 2012, 7 janvier 2013 et 10 février 2014, le Service public de Wallonie - direction générale opérationnelle de la mobilité et des voies hydrauliques – Direction générale opérationnelle 2 (DGO2), a informé la Ville de la notification de subventions par Monsieur Philippe HENRY, ministre de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de la mobilité, dans le cadre des "Communes pilotes Wallonie cyclable";

Considérant que ces subventions représentent respectivement un montant de 381.367,00€ (numéro de visa 11/51073, engagement sur l'article 01.11.02 de la division organique 14 du budget 2011 de la Région wallonne), 474.358,00€ (numéro de visa 12/49980, engagement sur l'article 01.11.02 de la division organique 14 du budget 2012 de la région wallonne) et 474.358,00€ (n° de visa 13/24264, engagement sur l'article 01.11.02 de la division organique 14 du budget 2013 de la Région wallonne);

Considérant que le bureau d'études communal a établi le projet définitif relatif aux travaux d'aménagement cyclable et piéton relatifs à ces subventions, ventilés comme suit :

- DIVISION 1 : travaux de signalisation et de balisage des itinéraires cyclables - phase 2
- DIVISION 2 : Kain : avenue d'Audenarde : amélioration de la liaison cyclable
- DIVISION 3 : fourniture et pose d'arceaux vélos et abris sécurisés - phase 2
- DIVISION 4 : aménagement d'une liaison cyclable chaussée Romaine, chemin Vert et avenue des Peupliers
- DIVISION 5 : aménagement des sens uniques limités sur Blandain, Froyennes, Kain, Tournai extra-Muros
- DIVISION 6 : aménagement d'une liaison cyclable quai Donat Casterman;

Considérant que le devis estimatif des travaux s'élève à 577.211,44€ hors TVA, soit 698.425,85€ TVA comprise;

Considérant que le service mobilité a établi le projet définitif relatif à l'acquisition de vélos électriques pour le personnel communal;

Considérant que le devis estimatif de cette fourniture s'élève à 2.892,56€ hors TVA, soit 3.500,00€ TVA comprise;

Considérant que les crédits nécessaires sont prévus à concurrence de :

- 13.900,00€ (par fonds de réserve) sous l'article 421/743-51 : 3.900,00€ au budget extraordinaire 2015 + 10.000,00€ prévu en modification budgétaire extraordinaire de 2015;
- 845.000,00€ (subsidés 730.000,00€ et fonds de réserve 115.000,00€) sous l'article 421/731/60 : 805.500,00€ au budget extraordinaire 2015 + 115.000,00€ prévus en modification budgétaire extraordinaire de 2015;
- 62.000,00€ (par subside) sous l'article 421/741-52 : 62.000,00€ au budget extraordinaire 2015;

Sur proposition du Collège communal;

Par 32 voix pour et 2 abstentions;

DECIDE :

Article 1er : il sera passé deux marchés dans le cadre de l'opération "Communes pilotes Wallonie cyclable" ayant pour objet :

- les travaux d'aménagement cyclable et piéton, estimés à 577.211,44€ hors TVA, soit 698.425,85€ TVA comprise;
- la fourniture de vélos électriques pour le personnel communal, estimés à 2.892,56€ hors TVA, soit 3.500,00€ TVA compris.

Ces montants ont valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ces marchés seront passés :

- par adjudication ouverte conformément aux articles 23 et 24 de la loi du 15 juin 2006;
- par procédure négociée conformément à l'article 26, §1er, 1^{er} de la loi du 15 juin 2006.

Article 3 : les clauses contractuelles administratives générales et particulières à ces marchés seront celles contenues dans l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant le cahier général des marchés publics de travaux, de fournitures et de services et ce, sous réserve des dérogations contenues dans le cahier spécial des charges et les plans y relatifs.

Article 4 : les critères de sélection qualitative consisteront à fournir pour le marché passé par adjudication ouverte :

- un certificat d'agrément en catégorie C – classe 4;
- une déclaration implicite sur l'honneur du soumissionnaire attestant que par le seul fait de déposer une offre, l'entreprise ne se trouve dans aucun des cas visés aux articles 61 à 63 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures, de services et aux concessions de travaux publics.

Article 5 : les crédits nécessaires relatifs à ces marchés sont prévus à concurrence de :

- 13.900,00€ (par fonds de réserve) sous l'article 421/743-51 : 3.900,00€ au budget extraordinaire 2015 + 10.000,00€ prévus en modification budgétaire extraordinaire de 2015;
- 845.000,00€ (subsidés 730.000,00€ et fonds de réserve 115.000,00€) sous l'article 421/731/60 : 805.500,00€ au budget extraordinaire 2015 + 115.000,00€ prévus en modification budgétaire extraordinaire de 2015;
- 62.000,00€ (par subside) sous l'article 421/741-52 : 62.000,00€ au budget extraordinaire 2015.

12. Tournai en fête 2015. Envol des Cités. Convention entre la province de Hainaut et la Ville de Tournai. Ratification.

D'emblée, le **Président** de séance précise que ce point est soumis à la ratification du Conseil et pas à son approbation, l'évènement "L'envol des cités 2015" s'étant déroulé avant cette séance du Conseil communal. Le titre de ce point sera dès lors corrigé.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme de politique générale approuvé par le Conseil communal du 18 décembre 2012 par lequel la majorité a décidé de structurer la politique événementielle, notamment, en fédérant certains événements afin de renforcer leur visibilité et d'élargir le rayonnement de Tournai ;

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que l'Envol des Cités, événement soutenu par la Ville depuis son origine, consiste en une opération artistique et interculturelle, dont le but est de promouvoir la créativité et la diversité musicale sous la forme d'une tournée sillonnant certaines villes dans toute la Province de Hainaut et acceptant divers styles de musique (pop, rock, R'nB, ethnique, variétés, etc.).

Considérant que le budget prévisionnel de l'événement à charge de la Ville est établi comme suit:

	montant	Article budgétaire
Catering artistes	500,00 €	7631/123-16
Groupe électrogène	250,00 €	763/124-06
AIB VINCOTTE SA - Contrôle des installations électriques	200,00 €	763/124-06
SCRL SABAM - droits d'auteur	500,00 €	763/122-04
Poste de secours	500,00 €	763/124-06
Quote-part Hainaut Culture	5.000,00 €	763/124-06

(selon convention)		
TOTAL	6.950,00 €	

Considérant que la somme de 5.000,00€ TVA comprise sera facturée par l'ASBL HAINAUT CULTURE et correspond à la quote-part du coût du personnel et du surplus de matériel pour la technique son et lumière, ainsi qu'à la coproduction du groupe ou artiste professionnel;

Considérant que l'événement a eu lieu sur la Grand Place de Tournai le vendredi 22 mai 2015;

Considérant qu'une convention entre la Province de Hainaut et la Ville de Tournai définit les obligations de chacune des parties;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

de ratifier les termes de la convention entre la direction générale des Affaires culturelles de la province de Hainaut (secteur audiovisuel) et la Ville de Tournai, dont les termes suivent:

"CONVENTION ENVOL DES CITES 2015

"Entre :

La province de Hainaut - HCT (Hainaut culture tourisme-secteur audiovisuel) portant le projet "l'envol des cités" (siège administratif : place de Hestre, 19 à 7170 La Hestre) et l'ASBL Hainaut.Culture (siège social : rue Arthur Warocqué, 83 à 7100 La Louvière) représentée par Madame Fabienne CAPOT, députée provinciale et présidente de l'ASBL et Madame Nathalie BRASSART, inspectrice générale et administratrice déléguée de l'ASBL.

Ci-après dénommées : l'envol des cités/province de Hainaut

Et la Ville de Tournai, représentée par Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale Paul-Olivier DELANNOIS et Monsieur le Directeur général adjoint Thierry LESPLINGART, dont le siège social est établi à la rue Saint-Martin, 52 à 7500 Tournai.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : dans le cadre du projet musical "l'envol des cités", la Ville s'engage à accueillir le spectacle "l'envol des cités" le 22 mai 2015.

Lieu : Grand Place

Article 2 : le spectacle sera composé d'une dizaine de groupes et chanteurs de styles différents (rock, pop, hip hop, chanson française...) émanant des quatre coins du Hainaut, ainsi que du concert d'un groupe ou artiste professionnel de renommée nationale /internationale (Quentin MOSIMANN).

Article 3 : la Ville s'engage à organiser l'accueil dudit spectacle dans les meilleures conditions techniques possibles en collaboration avec le responsable technique de l'envol des cités chargé d'assurer la régie son et lumière.

L'organisation de l'accueil comprend :

- la sécurité (police) ainsi que le matériel y afférent (barrières Nadar, signalisation,...)
- la prise en charge d'un service de secours (Croix Rouge, sprint médical,...)
- la fourniture de la puissance électrique pour la technique son et lumière (soit triphasé 400 V 4 X 63A ou au moins 120 kva via un point d'accès direct, un comptoir forain, un groupe électrogène,...)
- la prise en charge du contrôle électrique par une société agréée (VINCOTTE, BTV,...)
- la promotion de la soirée sur le territoire de la ville
- la prise en charge d'un catering pour les artistes et organisateurs en fin de spectacle et en journée pour les artistes (boissons non alcoolisées, café,...)
- la Sabam;

Article 4 : la Ville de Tournai s'engage à verser la somme de 5.000,00€ TVA comprise représentant la quote-part du coût du personnel et du surplus de matériel technique son et lumière ainsi que la coproduction du groupe ou artiste professionnel, somme qui sera facturée par l'ASBL Hainaut Culture.

Article 5 : la Ville prendra toutes les assurances nécessaires pour l'organisation du spectacle, en ce compris les assurances liées à l'accueil du groupe ou artiste professionnel. L'envol des cités/province de Hainaut décline toute responsabilité en cas d'accident sauf dans l'hypothèse où cet accident trouverait son origine dans un manquement à ses obligations telles que stipulées à l'article 7 des présentes.

Article 6 : l'entrée au spectacle sera gratuite.

Article 7 : en contrepartie, l'envol des cités/province de Hainaut s'engage à prendre en charge les aspects suivants :

- la livraison du spectacle complet à la date convenue, spectacle qui représente une valeur de minimum 25.000,00€ par date
- le cachet complet du groupe ou artiste professionnel
- la réalisation d'une promotion générale de l'événement dans toute la province de Hainaut
- la mise à disposition des affiches, flyers, produits dérivés de la manifestation
- la mise à disposition d'un complément en matériel, régisseurs son et lumière (minimum trois)
- la sécurisation par une entreprise privée de tout l'arrière-scène (backstage), en ce compris la sécurité des artistes et de leur matériel
- la prise en charge d'une assurance "Responsabilité civile" exploitation.

Article 8 : le présent contrat ne peut être résilié par les deux parties par lettre recommandée qu'en cas de retard dans le planning ou de dysfonctionnement grave. La résiliation produira ses effets à la date du courrier recommandé.

Article 9 : en cas de litige concernant la présente convention, seuls les tribunaux de Mons sont compétents.

Article 10 : La province de Hainaut et l'ASBL Hainaut Culture s'engagent de manière solidaire et indivisible quant à l'exécution des obligations qui leur incombent aux termes des présentes.

Fait à La Louvière en 3 exemplaires, le 2015

Pour la Ville de Tournai,
Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale,
Paul-Olivier DELANNOIS
Monsieur le Directeur général adjoint,
Thierry LESPLINGART

Pour Hainaut-Culture Tourisme et l'ASBL Hainaut-Culture,
Madame Fabienne CAPOT,
députée provinciale
Madame Nathalie BRASSART,
inspectrice générale."

13. "Les (rencontres) Inattendues, musiques et philosophies" . Création d'une ASBL. Statuts. Approbation.

Monsieur le Conseiller communal **D. SMETTE** sort de séance.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme de politique générale approuvé par le Conseil communal du 18 décembre 2012 par lequel la majorité a décidé de renforcer la coordination culturelle afin de tirer le meilleur parti des nombreuses initiatives portées en évitant la multiplication des structures et la dispersion des énergies

afin de calibrer les événements en fonction des différentes échelles pertinentes : locale, régionale, eurométropolitaine ou internationale;

Vu le Programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'ambition du programme de politique générale en matière de politique culturelle;

Considérant que la Ville de Tournai est partenaire du festival "Les Inattendues" qui se déroule depuis 4 ans chaque dernier week-end du mois d'août;

Considérant que la Ville de Tournai contribue au financement de cet événement, par l'intermédiaire de culture.wapi et que depuis la création de ce festival, la Maison de la Culture de Tournai sert notamment d'intermédiaire administrative pour son organisation;

Considérant la volonté de pérenniser ce festival et de lui assurer les conditions lui permettant de fonctionner;

Considérant qu'il a dès lors été proposé de créer une ASBL à cette fin;

Considérant la décision du Collège communal du 30 janvier 2015 de marquer son accord de principe quant au fait que la Ville de Tournai soit membre fondateur de cette ASBL;

Considérant qu'en ce qui concerne la Province de Hainaut, les statuts de l'ASBL et la représentation provinciale ont été validés en séance du Conseil Provincial du 24 février 2015;

Considérant que cette résolution du Conseil Provincial a été approuvée par la Région Wallonne le 30 mars 2015;

Considérant qu'il revient aujourd'hui aux autorités politiques de la Ville de Tournai de marquer leur accord sur la version définitive du projet de statuts de cette ASBL et sur la qualité de membre de droit de la Ville de Tournai;

Considérant que les principales caractéristiques du projet de statuts peuvent se résumer comme suit :

- en vertu de l'article 5 de ce projet, la Ville de Tournai et la Province de Hainaut sont membres de droit de l'ASBL; par ailleurs, conformément au point 5.1 de cet article, la Ville de Tournai et la Province de Hainaut disposent d'autant de voix au sein de l'assemblée générale qu'elles ont de représentants au sein de celle-ci, conformément aux dispositions prévues aux articles L-1234-2 et L2223-14 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.
- les principaux objets sociaux de l'ASBL sont : stimuler l'intérêt du grand public pour les activités musicales et philosophiques par l'organisation d'un festival hennuyer à Tournai; valoriser le patrimoine de la Province de Hainaut et de la Ville de Tournai; promouvoir l'image de la Province de Hainaut, de la Wallonie picarde et de la Ville de Tournai; ouvrir le festival aux portes de l'Orient; concevoir, initier, produire, promouvoir, exploiter l'ASBL Les Inattendues au niveau local, national et international; organiser, mettre en oeuvre toutes les activités favorisant les contacts et la communication qui peuvent promouvoir ces objectifs;
- à l'article 6, il est prévu que les membres peuvent être amenés à payer une cotisation annuelle, dont le montant est fixé par l'assemblée générale sur proposition du conseil d'administration, étant entendu que ce montant ne pourra dépasser 250,00€ par an et par membre;
- au niveau du conseil d'administration, il est prévu que celui-ci soit composé d'au moins trois personnes, dont au moins une élue parmi les candidats présentés par la Ville de Tournai et une autre parmi les candidats présentés par la Province de Hainaut;
- en cas de dissolution de l'association, l'assemblée générale indiquera l'affectation à donner à l'actif net de l'avoir social; cette affectation devra être faite en faveur d'une association ayant un but similaire à l'ASBL les Inattendues et le patrimoine de celle-ci devra être affecté à une fin désintéressée;

Pour le reste, les statuts répondent aux exigences de la loi du 27 juin 1921 sur les ASBL;

Vu l'article L1234-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

- de marquer son accord sur la qualité de membre de droit de la Ville de Tournai;

- d'approuver le projet de statuts de l'ASBL "Les [rencontres] Inattendues, musiques et philosophies" libellé comme suit :

"CONSTITUTION

Les soussignés, membres fondateurs :

- Serge Hustache, Président du Collège provincial représentant la Province de Hainaut, (...);
- Tarik Bouziane, Echevin de la Culture, représentant la Ville de Tournai (...);
- Philippe Deman, Directeur représentant la Maison de la Culture de Tournai ASBL, (...);
- Paul-Valéry Senelle, Président, représentant NoTélé asbl (...);
- Pierre Vandewattyne, Directeur général d'Ideta, (...);
- Régine Vandamme, Directrice, représentant Culture Point Wapi ASBL, (...);
- Yves De Greef, particulier, (...);
- Didier Platteau, particulier, (...);
- Frédéric Mariage, particulier, (...);

déclarent constituer une association sans but lucratif, régie par la loi du vingt-sept juin mil neuf cent vingt et un, modifiée par la loi du deux mai deux mille deux, sur les associations sans but lucratif dont les statuts sont établis comme suit :

TITRE I : DENOMINATION - SIEGE SOCIAL

Article 1 : Dénomination

Il est créé une Association Sans But Lucratif, dénommée en français «Les [rencontres] Inattendues, musiques et philosophies».

Article 2 : Siège social

Le siège social de l'Association est établi en Belgique, dans l'arrondissement judiciaire compétent pour la Ville de Tournai. Il est fixé à 7500 Tournai, Boulevard des Combattants 84.

TITRE II : BUT - DUREE

Article 3 : But

L'association a pour buts, tant en Belgique qu'à l'étranger de stimuler l'intérêt du grand public pour les activités musicales et philosophiques par l'organisation d'un festival hennuyer à Tournai, prenant place notamment dans la Cathédrale de Tournai, propriété de la Province de Hainaut et dans d'autres bâtiments patrimoniaux de la province de Hainaut, en particulier, en Wallonie picarde.

A travers l'événement :

- s'inscrire dans le plan de gestion des monuments classés par l'UNESCO, en l'occurrence, ici, la Cathédrale Notre-Dame de Tournai.
- s'inscrire dans le cadre de la politique de supracommunalité et d'insertion de la Ville de Tournai dans les stratégies de développement de la Wallonie picarde, et en particulier dans le projet de Territoire Wallonie picarde 2025.
- promouvoir l'image de la Province de Hainaut, de la Wallonie Picarde et de la Ville de Tournai, en termes de dynamisme, d'attractivité, d'ouverture, de qualité de vie et de tolérance,
- ouvrir le Festival aux portes de l'Orient dans une dimension Euroméditerranéenne, par le biais d'interventions auprès des pouvoirs publics, des institutions internationales et des organismes ou encore d'associations, en vue de faciliter la mise en œuvre de ces objectifs, et ce, dans le cadre de la politique adoptée par la Province de Hainaut en matière de coopération internationale et de culture et ses partenaires.
- concevoir, initier, produire, promouvoir, exploiter, seule ou en partenariat, «Les [rencontres] Inattendues» tant au niveau local que national et international.
- organiser, mettre en œuvre toutes les activités favorisant les contacts et la communication qui peuvent promouvoir ces objectifs.

L'association peut accomplir toutes opérations généralement quelconques, commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières se rapportant directement ou indirectement à son objet.

Elle peut s'intéresser par toutes voies, dans toutes affaires, entreprises ou sociétés ayant un objet identique, analogue ou connexe.

Article 4 : Durée

L'association est constituée pour une durée illimitée. Elle peut en tout temps être dissoute suivant les dispositions légales.

TITRE III : Composition de l'association : membres effectifs

Article 5 : Membres

L'association est composée de membres effectifs, ci-après dénommés «membres». Leur nombre est au minimum de quatre personnes. Le nombre de membres doit toujours être supérieur au nombre d'administrateurs.

5.1. Les membres fondateurs sont les premiers membres de l'association.

Sont membres de droit la Ville de Tournai et la Province de Hainaut lesquelles disposent d'autant de voix au sein de l'assemblée générale qu'elles ont de représentants au sein de l'assemblée générale, conformément aux dispositions prévues aux articles L-1234-2 et L2223-14 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

5.2. Deviennent membres les personnes qui souhaitent aider l'association ou participer à ses activités et qui s'engagent à respecter les statuts et le règlement d'ordre intérieur de l'association. La personne qui souhaite devenir membre adresse au conseil d'administration une demande écrite dans laquelle elle exprime clairement son intention de devenir membre. Les admissions de nouveaux membres sont décidées souverainement par l'Assemblée générale sur proposition du CA.

Le président du conseil d'administration peut interdire jusqu'à la date de la prochaine réunion du conseil d'administration la participation d'un membre aux activités et réunions organisées par l'association quand ce membre a porté gravement atteinte aux intérêts de l'association ou des membres qui la composent ou perturbe sérieusement le bon déroulement des activités ou réunions organisées par l'association. Le président du conseil d'administration informe le conseil d'administration de sa décision provisoire. L'exclusion des membres fera l'objet d'une délibération de l'Assemblée générale.

Article 6 : Cotisations

Les membres peuvent être amenés à payer une cotisation annuelle dont le montant est fixé par l'Assemblée générale sur proposition du Conseil d'administration. Ce montant ne pourra pas dépasser 250 euros par an et par membre.

Article 7 : Démissions

Les membres peuvent se retirer de l'association en adressant une lettre de démission au conseil d'administration. Cette démission sera présentée lors de la toute prochaine séance de l'Assemblée générale.

Toutefois, si le membre s'est vu confier un mandat par un organe de l'association, il est tenu d'assurer la poursuite de son mandat jusqu'à ce qu'il soit pourvu à son remplacement sauf décision contraire de l'organe mandant ou du conseil d'administration.

Article 8 : Démission d'office - exclusions

Sont réputés démissionnaires d'office :

- les membres qui auraient été portés absents aux réunions de l'asbl trois fois consécutivement sans s'être fait représenter ou excuser;
- les membres qui ne paient pas la cotisation qui leur incombe dans les 3 mois du rappel qui leur est adressé par lettre recommandée à la poste.

Article 9 : Perte de la qualité de membre

La qualité de membre se perd automatiquement par le décès ou s'il s'agit d'une personne morale, par la dissolution, la fusion, la scission, la nullité ou la faillite.

Pour tout membre de l'association, la perte de la fonction professionnelle ou du mandat politique dont dépend le mandat exercé au sein de l'association entraîne la perte de la qualité de membre de l'association. Néanmoins, le renouvellement intégral des mandats doit avoir lieu lors de la première assemblée générale qui se tient dans le courant du premier semestre afin que ceux-ci puissent approuver les comptes et le rapport d'activités qui se rapportent à leur mandat.

Article 10 : Registre des membres

Le conseil d'administration tient au siège de l'association un registre des membres. Ce registre reprend les noms, prénoms et domicile des membres, ou si lorsqu'il s'agit d'une personne morale, la dénomination sociale, la forme juridique et l'adresse du siège social. En outre, toutes les décisions d'admission, de démission ou d'exclusion des membres sont inscrites dans ce registre par les soins du conseil d'administration endéans les huit jours de la connaissance que le conseil a eue de la décision. Tous les membres ainsi que les personnes, occupant ou non une fonction de direction, qui sont investies d'un mandat au sein ou pour le compte de l'association peuvent consulter au siège de l'association le registre des membres, ainsi que tous les procès-verbaux et décisions de l'assemblée générale, du conseil d'administration de même que tous les documents comptables de l'association.

Article 11 : Les membres démissionnaires, exclus ou sortants pour cause d'interdiction ainsi que les héritiers du membre décédé n'ont aucun droit sur le fonds social de l'association. Ils ne peuvent réclamer aucun compte, faire apposer des scellés, requérir le remboursement des cotisations versées ou requérir l'inventaire.

Article 12 : Action judiciaire

Toute action judiciaire, même les actions en nullité de l'association, ne peut être introduite par les membres contre l'association ou contre les administrateurs sans que leur objet et leurs motifs aient été portés à la connaissance du conseil d'administration par lettre recommandée adressée au président du conseil dans des conditions telles qu'elle lui parvienne au moins huit jours avant la signification de l'exploit introductif d'instance.

TITRE IV : ASSEMBLEES GENERALES, COMPOSITION, COMPETENCES, RESOLUTION

Article 13 : Composition

L'assemblée générale est le pouvoir souverain de l'association, elle est composée de tous les membres qui disposent d'une voix chacun.

Elle est présidée par le membre qu'elle aura désigné pour cette tâche, ou, à défaut par le président du conseil d'administration.

Article 14 : Compétences

Sont réservées à sa compétence :

1. la modification des statuts;
2. la nomination et la révocation des administrateurs;
3. la nomination et la révocation de(s) commissaire(s);
4. la décharge à octroyer aux administrateurs et aux commissaires;
5. l'approbation annuelle des budgets et des comptes;
6. la dissolution volontaire de l'association,
7. l'admission d'un nouveau membre effectif sur proposition du CA,
8. l'exclusion d'un membre effectif sur proposition du CA,
9. la transformation de l'association en société à finalité sociale;
10. toutes décisions dépassant les limites des pouvoirs légalement ou statutairement dévolus au conseil d'administration;
11. tous les cas où les statuts l'exigent.

Article 15 : Assemblées

L'assemblée générale se réunit au moins une fois par an dans le courant du premier semestre de l'année civile et aussi souvent que les intérêts de l'association l'exigent, par décision du conseil d'administration ou à la demande d'un cinquième des membres au moins.

Les convocations aux assemblées générales sont adressées à chacun des membres au moins huit jours avant la réunion par lettre ordinaire ou par mail et contiennent l'ordre du jour et un modèle de procuration.

Article 16 : Vote - Décisions

Sous réserve de ce qui est prévu à l'article 5.1, tous les membres ont un droit de vote égal à l'assemblée générale. Un membre ne peut recevoir qu'une seule procuration. Les membres ne pourront toutefois participer au vote que s'ils sont en règle de cotisation.

Les résolutions sont prises à la majorité simple des voix des membres présents ou représentés, sauf dans les cas où il en est décidé autrement par la loi ou les présents statuts.

Article 17 : Droit de consultation

Les décisions de l'assemblée générale sont consignées dans un registre/une farde de procès-verbaux signés par le président et un administrateur. Ce registre/cette farde est conservé(e) au siège social. Tout tiers justifiant d'un intérêt légitime peut demander des extraits des procès-verbaux signés par l'organe de représentation générale de l'association ou par tout mandataire habilité, en vertu d'une décision du conseil d'administration, à signer un tel document.

Ce registre est conservé au siège social où tous les membres peuvent en prendre connaissance mais sans déplacement du registre, après requête écrite au Président et/ou au Secrétaire du Conseil d'administration avec lequel le membre doit convenir de la date et de l'heure de la consultation.

Les procès-verbaux de l'assemblée générale seront envoyés aux membres de l'assemblée générale.

TITRE V : ADMINISTRATION, GESTION JOURNALIERE

Article 18 : Conseil d'administration-administrateurs

L'association est administrée par un Conseil d'Administration, constitué d'au moins 3 personnes, dont au moins une élue parmi les candidats présentés par la Ville de Tournai et une autre élue parmi les candidats présentés par la Province de Hainaut. Le nombre d'administrateurs doit toujours être inférieur au nombre de membres de l'association.

Le cas échéant, les membres communiquent au Président du conseil d'administration les candidatures en qualité d'administrateur.

Les administrateurs sont nommés par l'Assemblée générale pour un terme de trois ans, et en tout temps révocables par elle. Les administrateurs sortants sont rééligibles. Le mandat d'un administrateur sortant non réélu expirera immédiatement après l'assemblée.

Le mandat d'administrateur sera exercé gratuitement, sauf décision contraire de l'assemblée générale.

Les nomination, démission, révocation d'administrateurs ou des personnes déléguées à la gestion journalière sont versées au dossier de l'Association près du Greffe du Tribunal de Commerce conformément à l'article 26 novies de la loi du vingt-sept juin mil neuf cent vingt et un.

Article 19 : Election

Le conseil d'administration peut élire parmi les administrateurs, un président, deux vice-présidents, un trésorier et un secrétaire. Il se réunit au moins 2 fois par an et chaque fois que l'exigent deux membres du Conseil d'administration.

Article 20 : Convocation

Le conseil d'administration se réunit sur convocation de son président ou, à défaut, d'un vice-président. Les convocations sont adressées à chacun des administrateurs au moins huit jours avant la réunion par lettre ordinaire ou par mail et contiennent l'ordre du jour et un modèle de procuration. Le conseil d'administration ne pourra délibérer valablement que si la majorité des administrateurs est présente ou représentée.

Les décisions seront prises à la majorité des administrateurs présents ou représentés et seront consignées dans les procès-verbaux signés par le président et un vice-président ou le secrétaire.

Article 21 : Compétences

Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour la gestion de l'association.

Il confie des missions rémunérées à des tiers, il fixe les fonctions, salaires et honoraires des prestataires. Il définit les objectifs et le cadre de la programmation. Il présente, chaque année, le rapport d'activités de l'association à l'assemblée générale pour approbation. Il établit l'ordre du jour des assemblées générales et les convoque. Il gère les affaires de l'association, la représente en tant qu'organe dans tous les actes judiciaires et extrajudiciaires sans préjudice d'éventuelles délégations. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration ou de disposition

qui intéressent l'association, et a dans sa compétence tous les actes et pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés à l'assemblée générale ou à d'autres organes par la loi ou les présents statuts.

Article 22 : Actions judiciaires

Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont intentées ou soutenues au nom de l'association par le conseil d'administration.

L'association est représentée dans tous les actes, y compris ceux où intervient un fonctionnaire public ou un officier ministériel et en justice :

- soit par deux administrateurs agissant conjointement ;
- soit, dans les limites de la gestion journalière par le ou les délégués à cette gestion agissant ensemble ou séparément.

Elle est en outre valablement engagée par des mandataires spéciaux dans les limites de leurs mandats.

Article 23 : Délégation – gestion ordinaire et journalière

Le Conseil d'administration peut, sous sa responsabilité, déléguer certains de ses pouvoirs de décision avec éventuellement la représentation afférente à ces pouvoirs à un ou plusieurs administrateurs, à des membres ou à des tiers. Dans ces cas, l'étendue des pouvoirs conférés et la durée durant laquelle ils peuvent être exercés seront précisées.

La démission ou la révocation d'un administrateur mettent fin à tout pouvoir délégué par le conseil d'administration.

Article 24 : Règlement d'ordre intérieur

Un règlement d'ordre intérieur est instauré en vue de réglementer plus précisément le fonctionnement des diverses instances particulières de l'association ainsi que les limites des pouvoirs accordés. Son acceptation et ses modifications ultérieures seront soumises à l'assemblée générale réunissant au moins la moitié des membres et statuant à la majorité absolue des voix des membres présents ou représentés.

L'ordre du jour de l'assemblée générale doit préciser explicitement que ce point est porté à l'ordre du jour. Un exemplaire écrit du projet de règlement ou de ses modifications est joint à l'ordre du jour de cette assemblée et envoyé à chacun de ses membres.

Quand le règlement d'ordre intérieur ou ses modifications sont adoptés, un exemplaire est envoyé à chacun de ses membres.

Chaque membre peut, en tout temps, obtenir gratuitement un exemplaire du règlement d'ordre intérieur en adressant une demande au secrétaire du conseil d'administration.

Article 25 : Responsabilités

Les administrateurs ne contractent, en raison de leurs fonctions, aucune obligation personnelle et ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat, ce qui ne les exonère pas de la responsabilité de droit commun. Le mandat d'administrateur est exercé à titre gratuit, sauf décision contraire de l'Assemblée générale.

Article 26 : Absence

Le président du conseil d'administration, ou en son absence, le secrétaire, est habilité à accepter à titre provisoire ou définitif les libéralités faites à l'association et à accomplir toutes les formalités nécessaires à leur acquisition.

TITRE VI : COMPTES, BILAN

Article 27 : Comptes

L'association tient une comptabilité conforme aux règles imposées par la loi du 27 juin 1921 et ses arrêtés d'application.

L'exercice social commence au premier janvier pour se terminer le trente et un décembre.

Les comptes sont examinés et arrêtés par le conseil d'administration en vue de leur approbation par l'assemblée générale de même que le projet de budget de l'exercice nouveau.

Si l'association n'est pas légalement tenue à la désignation d'un commissaire, l'assemblée générale peut néanmoins confier le contrôle des comptes à un ou plusieurs commissaires ou à un ou plusieurs vérificateurs aux comptes, membres ou non de l'association.

Un contrôle général des comptes annuels et de la situation financière de l'association sera assuré par la Province de Hainaut pour son propre compte et ce, par l'intermédiaire de son service d'audit interne provincial, l'AiP. Sans préjudice d'en communiquer le contenu au Collège provincial, le rapport d'audit sera transmis pour information à l'ASBL qui se chargera annuellement de le diffuser aux membres de l'assemblée générale.

Les formalités de dépôt et de publicité imposées par la loi sont réalisées à l'initiative du Conseil d'administration à la signature du Président et du Secrétaire.

TITRE VII : DISSOLUTION - LIQUIDATION

Article 28 : En cas de dissolution volontaire de l'association, celle-ci ne pourra être prononcée que par l'assemblée générale conformément aux prescriptions de la loi; elle désigne le ou les liquidateurs et en détermine leurs pouvoirs.

Elle indiquera l'affectation à donner à l'actif net de l'avoir social. Cette affectation devra être faite en faveur d'une association ayant un but similaire à la présente association.

Il est précisé que le patrimoine de l'association doit être affecté à une fin désintéressée.

TITRE VIII : DISPOSITIONS GENERALES

Article 29 : Pour l'exécution des statuts, tout membre, administrateur, directeur, liquidateur domicilié à l'étranger fait éllection de domicile au siège de l'association, où toutes les communications, sommations, assignations, significations peuvent lui être valablement adressées.

Article 30 : Pour tous litiges entre l'association, ses membres, administrateurs, directeurs, liquidateurs relatifs aux affaires de l'association et à l'exécution des présents statuts, compétence exclusive est attribuée aux Tribunaux de l'arrondissement judiciaire dont l'ASBL dépend, sur base de son siège social, à moins que l'association y renonce expressément.

Article 31 : Les membres déclarent se conformer entièrement à la Loi sur les Associations Sans But Lucratif.

Article 32 : Tout ce qui n'est pas prévu explicitement aux présents statuts est réglé par la Loi sur les Associations Sans But Lucratif. Le Conseil d'Administration veille à remplir toutes les formalités et assure les publications requises."

14. Service d'aide à l'intégration sociale. Opération "Génération outils". Convention de partenariat entre la Chambre de commerce et d'industrie de Wallonie picarde et la Ville de Tournai. Ratification

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme de politique générale (déclaration de politique communale 2012-2014) adopté par le Conseil communal du 18 décembre 2012 par lequel la majorité a exprimé sa volonté, notamment, d'agir afin de garantir la cohésion sociale et la solidarité en mobilisant l'ensemble des compétences pour répondre aux enjeux sociaux en matière de santé, d'intégration et d'émancipation;

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le plan de cohésion sociale (PCS) 2014-2019 conclu entre la Ville de Tournai et la Région wallonne et approuvé par le Conseil communal le 24 février 2014;

Vu la décision prise par le Collège communal en séance du 28 novembre 2014 autorisant la participation du service d'aide à l'intégration sociale à l'élaboration, la mise en place et l'évaluation de deux actions initiées par le comité subrégional de l'emploi et de la formation, à savoir l'action "Génération outils" et l'action "Wapi cafés";

Considérant la convention de partenariat entre la Ville de Tournai et la Chambre de commerce et d'industrie de la Wallonie picarde définissant le contenu et les modalités de collaboration entre les parties pour la constitution, l'organisation et le fonctionnement du dispositif "Génération outils", action à réaliser au cours de l'année 2015;

Considérant qu'aucune implication financière n'est à prévoir pour la Ville dans la mise en oeuvre de ce projet financé grâce à des fonds récoltés par le comité subrégional de l'emploi et de la formation, auprès, notamment, du Fonds Claire et Michel Lemay;

Considérant l'association à ce projet du conseil consultatif des aînés;

Considérant la nécessité de démarrer la préparation de l'action dès mars 2015 afin de permettre sa réalisation dans le courant de l'année 2015;

A l'unanimité;

RATIFIE

les termes de la convention de partenariat entre la Chambre de commerce et d'industrie et la Ville de Tournai, via le plan de cohésion sociale, relative à l'opération "Génération outils" :

Convention relative au partenariat concernant l'organisation de dispositifs intergénérationnels "Génération outils"

Entre :

1. la Chambre de commerce et d'industrie de la Wallonie picarde, représentant le comité de pilotage "Génération outils" composé du comité subrégional de l'emploi et de la formation de Tournai-Ath-Lessines, de la Chambre de commerce et d'industrie de la Wallonie picarde, de la Province de Hainaut, du Forem, de l'ASBL Wapi 2025 et du plan de cohésion sociale de Leuze et

2. la Ville de Tournai.

IL EST CONVENU CE QUI SUIVIT :

Déclaration préalable

Le présent partenariat s'inscrit dans le cadre de "Synergies, tous acteurs pour l'emploi".

En 2012 et 2013, les comités subrégionaux de l'emploi et de la formation de Tournai-Ath-Lessines et Mouscron-Comines ont réalisé un diagnostic partagé des besoins du territoire sur base d'interviews de représentants régionaux du monde de l'enseignement, de l'insertion, des entreprises et des animateurs socio-économiques. Ce diagnostic a d'abord été traduit en objectifs prioritaires et a été décliné en un premier plan d'actions pour l'emploi, Synergies, en Wallonie picarde. Douze actions concrètes, à réaliser d'ici 2015, ont été priorisées par les groupes de travail, dont "Génération outils".

"Génération outils" associe le monde économique, le monde sociétal, le patrimoine, l'éducation et la formation.

Article 1er : objet

La présente convention a pour objet de définir le contenu et les modalités de collaboration entre les parties concernant la constitution et l'organisation de la mise en place et du fonctionnement du dispositif "Génération outils".

Article 2 : concept

Le dispositif "Génération outils", dispositif intergénérationnel, se propose d'initier les mercredis après-midi et/ou les samedis des jeunes de 9 à 14-15 ans aux métiers manuels, techniques et du patrimoine. L'initiation et la découverte de métiers techniques se feront au sein d'écoles techniques et professionnelles, d'organismes de formation, de centres de compétences et de technologies avancées ou encore au sein d'ateliers professionnels. Elles seront assurées par des gens de métier et des artisans à la retraite ou proches de la retraite. Il est important pour le territoire que les métiers initiés soient en priorité des métiers en tension ou porteurs d'avenir. Il ne s'agit nullement ici d'initiation aux métiers anciens ni d'ateliers occupationnels.

Les dimensions indispensables à respecter dans le concept "Générations outils" sont :

- la dimension "intergénérationnelle"
- des seniors "bénévoles"
- un groupe de 4 à 5 jeunes maximum par senior
- l'engagement du jeune à s'inscrire à plusieurs ateliers différents (choisis par le comité d'accompagnement) et présence à tous les ateliers
- respect du caractère d'inter-réseaux de la collaboration avec les écoles
- la gratuité du dispositif pour les jeunes

Cette action apportera une contribution aux objectifs suivants :

1. valoriser les métiers manuels, techniques et du patrimoine auprès de jeunes
2. orienter par l'action et la découverte de savoir-faire
3. permettre une rencontre intergénérationnelle aussi bien dans le champ d'une initiation aux métiers manuels que dans le champ d'une communication et d'une écoute hors cadre scolaire et familial
4. permettre à des gens de métier retraités d'être actifs et éducatifs
5. développer chez les jeunes des compétences telles que : dextérité manuelle, sens du concret, de la rigueur, du travail bien fait...
6. donner du sens aux apprentissages (les mains ne travaillant pas sans la tête)
7. transmettre des savoirs et savoir-faire
8. contribuer à l'accrochage scolaire
9. agir à long terme contre les pénuries de certains métiers.

Article 3 : structure et fonctionnement du projet

Ce sont les comités subrégionaux de l'emploi et de la formation (CSEF) de la Wallonie picarde en partenariat avec la Chambre de commerce et d'industrie (CCI) de Wallonie picarde qui sont porteurs et qui initient le dispositif intergénérationnel "Générations outils".

Le projet "Générations Outils" comprend les structures suivantes : comité de pilotage, comité local d'accompagnement, agent relais.

- Le comité de pilotage du dispositif "Générations Outils" est composé du comité subrégional de l'emploi et de la formation, de la Chambre de commerce et d'industrie de la Wallonie picarde, de la province de Hainaut, de l'Asbl WAPI 2025, du Forem (service aux entreprises), de l'Institut du patrimoine wallon (centre des métiers du patrimoine) et du plan de cohésion sociale de Leuze-en-Hainaut. Ce comité de pilotage a comme mission principale d'être le garant du concept du dispositif "Générations Outils".
- Le comité local d'accompagnement du dispositif "Générations Outils" est composé de personne(s) du plan de cohésion sociale de la commune concernée, de l'agent relais, s'il existe, et d'un représentant du comité de pilotage. La mission principale de ce comité local est la mise en œuvre du dispositif "Générations Outils" sur son territoire. Il assistera une fois par trimestre à une réunion du comité de pilotage.
- L'agent relais est une personne "bénévole" dont la mission principale est d'être le relais, sous la responsabilité du plan de cohésion sociale, entre les seniors, les jeunes, leurs parents, les responsables des locaux et le plan de cohésion sociale.

Article 4 : rôles et contributions des partenaires

Chambre de commerce et d'industrie de la Wallonie picarde, représentante du comité de pilotage du projet "Générations outils"	Plan de cohésion sociale	Agent relais
Rôles Coordination du projet Propriétaire et garant du concept	Rôles Respect du concept Planification des ateliers (locaux, jeunes, seniors)	Rôles Etre joignable téléphoniquement le mercredi après-midi

Propriétaire du droit à l'image Animation du réseau des PCS dans la mise en place des ateliers Animation du réseau des seniors Participation aux comités de pilotage ou d'accompagnement PCS locaux (dans le cadre de Générations Outils) Co-recherche de seniors Co-organisation de réunions d'information (parents, partenaires...), de conférences de presse Contributions Argumentation demandes de bénévolat/volontariat Païement des frais de déplacements des seniors et autres bénévoles Réalisation des documents type Recherche de financements Gestion et comptabilité des financements extérieurs Financement au minimum des matières premières nécessaires au bon déroulement des ateliers, des frais de déplacement des seniors et de l'agent relais et des assurances à contracter, via le budget "Générations outils géré par la Chambre de commerce et d'Industrie de la Wallonie picarde et alimenté par des subsides obtenus par le comité de pilotage de "Générations outils" (sous réserve d'un budget alimenté et à destination de tous les PCS partenaires).	Utilisation, gestion et diffusion de documents administratifs types fournis par le comité de pilotage, à destination des jeunes, de leurs parents, des seniors, des locaux... Copie des documents d'inscription, de droit à l'image, de code de bonne conduite à transmettre au comité de pilotage Gestion des présences et absences Achat sur le budget de "Générations Outils", après accord du comité de pilotage, des matières premières et du petit matériel/outil nécessaire au bon fonctionnement des ateliers (sur demande des seniors) Veiller à la bonne marche des ateliers (portes ouvertes, présence de tous les acteurs, régler les petits problèmes d'intendance) et/ou relayer la problématique au comité de pilotage Contributions Co-recherche de seniors, de locaux, de jeunes Co-animation de séances d'info (parents, partenaires...) Dans la mesure du possible, contribution financière et /ou logistique au déploiement de l'action "Générations outils" sur le territoire de la commune	En accord avec le PCS : Veiller à la bonne marche des ateliers Gérer les listes de présence et d'absence à communiquer au PCS Diffusion/réception de documents administratifs
---	---	--

Article 5 : durée

La présente convention prend effet le 1er janvier 2015 et se termine le 31 décembre 2015.

La présente convention pourra en tout ou en partie, être révisée ou dénoncée à la demande d'une des parties signataires, moyennant un préavis d'un mois par courrier recommandé adressé à l'autre partie. La partie, qui prend l'initiative de la révision ou de la dénonciation, doit en indiquer les motifs et, le cas échéant, déposer des propositions d'amendement. L'autre partie s'engage à les examiner et à y répondre endéans le délai d'un mois.

En cas de manquement par l'une des parties aux obligations contractées par ou en vertu de la présente convention, les partenaires examineront la situation au sein du comité de pilotage et tenteront de trouver une solution à l'amiable.

Article 6 : communication

Dans toute communication ou campagne promotionnelle, ainsi qu'à l'occasion de toute communication relative à l'objet de la présente collaboration, les parties s'engagent à respecter l'apposition des logos des partenaires ainsi que du pictogramme du projet "Génération Outils" et l'indication des soutiens et sponsors (variables) du projet susmentionné.

Les logos devant être présents sont au minimum : CSEF, CCI, synergies, tous acteurs pour l'emploi, PCS, logo de la ville dont dépend le PCS.

Le pictogramme est : voir image en annexe.

Pour le comité de pilotage de Génération Outils,
Paul Bertrand, président CCI Wapi

Pour la Ville de Tournai,
Thierry Lesplingart, directeur général adjoint, et Paul-Olivier Delannois, échevin délégué à la fonction maïorale

15. Lutte contre les tags. Mission de détagage. Convention entre l'intercommunale de gestion de l'environnement (IPALLE) et la Ville. Approbation.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme de politique générale (déclaration de politique communale 2012-2018) approuvé par le Conseil communal du 18 décembre 2012 par lequel la majorité a décidé d'agir pour relever le défi de l'attractivité urbaine et rurale, notamment, en collaborant avec l'intercommunale de gestion de l'environnement (IPALLE) pour procéder au nettoyage et à la réparation rapide des lieux publics (par exemple les tags) - (page 36 de la DPC) ;

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que la prolifération de tags visibles de la voie publique, et ce tant sur les propriétés publiques que privées situées sur le territoire de la commune et du centre-ville en particulier;

Considérant que ces tags constituent des actes de vandalisme et que leur multiplication sur des murs et équipements donnant sur la voie publique a pour triple effet d'augmenter le sentiment d'insécurité, d'enlaidir le cadre de vie des Tournaisiens et de nuire à la vocation touristique de la Ville de Tournai;

Considérant qu'un tag en attirant d'autres, un moyen de lutter contre ceux-ci consiste à les faire disparaître le plus rapidement possible;

Considérant que l'autorité communale a décidé de consacrer des moyens financiers à l'enlèvement des tags et d'organiser, à concurrence des crédits budgétaires disponibles, un service d'enlèvement de tags sur les propriétés publiques et privées donnant sur la voie publique;

Considérant que, pour l'année 2015, un crédit de 35.000,00€ consacré à l'enlèvement des tags a été inscrit au budget;

Considérant qu'en vue de limiter le coût de l'enlèvement des tags, il a été décidé de faire appel à l'intercommunale de gestion de l'environnement (IPALLE), laquelle dispose, depuis plusieurs années, d'un service spécialisé en la matière qu'elle met à la disposition de ses membres dans le cadre d'une relation "in house";

Vu l'article 12 de la directive européenne du 15 janvier 2014 autorisant une collaboration entre autorités publiques aux conditions suivantes :

- Le pouvoir adjudicateur doit exercer, le cas échéant conjointement avec d'autres pouvoirs adjudicateurs, sur la personne morale concernée un contrôle analogue à celui qu'il exerce sur ses propres services;
- Plus de 80% des activités de la personne morale contrôlée sont exercées dans le cadre de

l'exécution des tâches qui lui sont confiées par les pouvoirs adjudicateurs qui la contrôlent ou par d'autres personnes morales qu'ils contrôlent;

- La personne morale contrôlée ne comporte pas de participation directe de capitaux privés, à l'exception des formes de participation de capitaux privés sans capacité de contrôle ou de blocage requises par les dispositions législatives nationales, conformément aux traités, qui ne permettent pas d'exercer une influence décisive sur la personne morale contrôlée;

Considérant que le commune exerce, au sens de la théorie "in house", sur l'intercommunale IPALLE un contrôle analogue à celui qu'elle exerce sur ses propres services;

Considérant que l'intercommunale IPALLE réalise l'essentiel de son activité avec les autorités publiques qui la détiennent;

Considérant que la participation de capitaux privés au sein d'IPALLE est limitée aux seuls secteurs d'activités (C "P.M.E." et B "Déchets hospitaliers") portant sur le traitement des déchets industriels banals dans le respect de l'article 5bis du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets qui précise : "une personne morale de droit public ne peut prétraiter, valoriser ou éliminer des déchets industriels que dans le cadre d'un partenariat avec une personne de droit privé.";

Considérant que le service de détagage de l'intercommunale est organisé au sein de son pôle d'activités "EAU" détenu à 100% par des autorités publiques;

Considérant qu'en l'occurrence, les conditions d'une relation "in house" entre la Ville de Tournai et IPALLE sont remplies;

Considérant que dans le cadre des prestations proposées en la matière par IPALLE, la mise à disposition du camion de détagage est gratuite et seules seraient facturées les prestations suivantes :

- main-d'œuvre : 61,00€/heure hors TVA, pour une équipe de deux personnes
- consommables (suivant nécessité de la prestation) : au prix marché obtenu par IPALLE;

Considérant le projet de convention négocié entre IPALLE et la ville en vue de fixer les conditions auxquelles collaboreront Ipalle et la ville dans le souci de lutter contre la prolifération des tags et ce dans le respect des limites budgétaires consacrées à cette mission;

Vu les articles L1222-1 et L1122-30 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

de marquer son accord sur le projet de convention à conclure avec IPALLE portant sur les prestations de nettoyage-détagage et dont les termes sont reproduits ci-après :

"Entre :

d'une part,

La Ville de Tournai, représentée par M. Paul-Olivier DELANNOIS, échevin délégué à la fonction maïorale, et M. Thierry LESPLINGART, directeur général adjoint

Ci-après appelée "la ville" ou "la commune"

et d'autre part

IPALLE, ayant son siège social à 7503 Froyennes, chemin de l'eau vive n°1, inscrite à la B.C.E. sous le numéro 0216.881.904, valablement représentée d'après ses statuts par Monsieur Gonzague DELBAR, directeur général, Madame Ludivine DEDONDER, présidente

Ci-après appelée "IPALLE"

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIIT :

Considérant la prolifération de tags/graffitis visibles de la voie publique, et ce tant sur les bâtiments publics que privés situés sur le territoire de la commune de Tournai et de son centre-ville en particulier;

Considérant que ces tags/graffitis constituent des actes de vandalisme et que leur multiplication sur des murs donnant sur la voie publique a pour triple effet d'augmenter le sentiment d'insécurité, d'enlaidir le cadre de vie des Tournaisiens et de nuire à la vocation touristique de la Ville de Tournai;

Considérant qu'un tag/graffiti sur un bâtiment en attirant d'autres, un moyen de lutter contre eux consiste à les faire disparaître le plus rapidement possible;

Considérant que l'autorité communale a décidé d'organiser, à concurrence des crédits budgétaires disponibles, un service d'enlèvement de tags/graffitis sur des murs donnant sur la voie publique;

Considérant l'intérêt public d'un tel service aux citoyens dont l'objectif est d'assurer la propreté des bâtiments visibles depuis l'espace public; qu'une telle "propreté visuelle" a en effet un réel intérêt en termes de sentiment de "bien-être" et de sécurité et aussi d'attrait touristique;

Considérant que, pour l'exercice 2015, un crédit de 35.000,00€ consacré à l'enlèvement des tags a été inscrit au budget;

Considérant qu'en vue de limiter le coût de l'enlèvement des tags, il a été décidé de faire appel à l'intercommunale de gestion de l'environnement (IPALLE), laquelle dispose depuis plusieurs années d'un service spécialisé en la matière qu'elle met à la disposition de ses membres dans le cadre d'une relation "in house";

Considérant la théorie de la relation "in house" entre deux entités publiques issue notamment de la jurisprudence de la cour de justice des communautés européennes;

Vu l'article 12 de la directive européenne du 15 janvier 2014 autorisant une collaboration entre autorités publiques aux conditions suivantes :

1) Le pouvoir adjudicateur doit exercer le cas échéant, conjointement avec d'autres pouvoirs adjudicateurs, sur la personne morale concernée, un contrôle analogue à celui qu'il exerce sur ses propres services;

2) Plus de 80% des activités de la personne morale contrôlée sont exercées dans le cadre de l'exécution des tâches qui lui sont confiées par les pouvoirs adjudicateurs qui la contrôlent ou par d'autres personnes morales qu'ils contrôlent;

3) La personne morale contrôlée ne comporte pas de participation directe de capitaux privés, à l'exception des formes de participation de capitaux privés sans capacité de contrôle ou de blocage requises par les dispositions législatives nationales, conformément aux traités qui ne permettent pas d'exercer une influence décisive sur la personne morale contrôlée;

Considérant que la commune exerce, au sens de la théorie "in house" sur l'intercommunale IPALLE, un contrôle analogue à celui qu'elle exerce sur ses propres services;

Considérant que l'intercommunale IPALLE réalise l'essentiel de son activité avec les autorités publiques qui la détiennent;

Considérant que la participation de capitaux privés au sein d'IPALLE est limitée aux seuls secteurs d'activités (C "P.M.E." et B "Déchets hospitaliers") portant sur le traitement des déchets industriels banals dans le respect de l'article 5 bis du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets qui précise : "une personne morale de droit public ne peut prétraiter, valoriser ou éliminer des déchets industriels que dans le cadre d'un partenariat avec une personne de droit privé.";

Considérant que le service de détagage de l'intercommunale est organisé au sein de son pôle d'activités "EAU" détenu à 100% par des autorités publiques et auquel est affiliée la Ville de Tournai;

Considérant qu'en l'occurrence, les conditions d'une relation "in house" entre la Ville de Tournai et IPALLE sont remplies;

EN VERTU DE QUOI, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 – Objet

La commune confie à IPALLE, la mission de procéder, aux conditions spécifiées dans la présente convention, au détagage-nettoyage "tags/graffitis" d'immeubles situés sur son territoire, et ce à concurrence du montant budgétaire alloué à ce service par la commune.

Pour l'exercice 2015, le montant alloué à cette mission est limité à 35.000,00€.

Article 2 – Durée du contrat

Le présent contrat prend cours le jour de sa signature et est conclu pour une durée d'une année renouvelable aux conditions suivantes :

Avant l'expiration de la première année du contrat, les parties procéderont à son évaluation.

Le rapport d'évaluation sera soumis au Collège communal lequel décidera de la suite à donner au présent contrat.

Le cas échéant, le Collège communal notifiera à IPALLE, sa décision de renouvellement.

Si, à l'expiration de la première année, le contrat est renouvelé selon la procédure qui précède, le renouvellement pour les années ultérieures s'opèrera tacitement à défaut dans le chef de l'une des parties d'y avoir mis fin moyennant préavis de 1 mois.

Article 3 - Modalités d'exécution

3.1. Demande d'intervention

La commune communique à IPALLE la demande d'intervention établie sur base de la fiche d'intervention jointe en annexe de la présente convention (annexe 1).

Cette demande reprendra au minimum les informations suivantes :

- l'adresse de l'immeuble concerné et la localisation précise du tag/graffiti
- une photo du tag/graffiti
- les coordonnées du propriétaire de l'immeuble.

La commune se sera préalablement assurée de disposer de l'accord du propriétaire de l'immeuble pour l'intervention d'IPALLE sur celui-ci.

3.2. Acceptation et délais d'intervention

Sous réserve de l'hypothèse prévue à l'article 3.5, IPALLE s'engage à intervenir endéans les deux jours ouvrables de la réception de la demande d'intervention communiquée par la commune par mail à l'adresse suivante : thumaide@ipalle.be, à condition de disposer de l'ensemble des éventuelles autorisations requises pour l'intervention.

Dans l'hypothèse où IPALLE estime qu'il lui est impossible de procéder à l'intervention (compte tenu par exemple du type de matériaux ou de la localisation des lieux), elle en fait immédiatement part à la commune. Les parties se concerteront alors en vue de, si possible, tenter de trouver rapidement une solution au problème constaté.

3.3. Conditions d'accès au site d'intervention

Il est spécifiquement précisé que l'intervention d'IPALLE n'est possible qu'à la condition de pouvoir accéder au site avec un camion de 15 tonnes d'une longueur d'environ 10 mètres et d'une largeur d'environ 3,5 mètres.

Un espace de stationnement du camion devra se situer à une distance de maximum 20 mètres du lieu d'intervention.

La commune s'engage à mettre à disposition d'IPALLE l'ensemble des autorisations nécessaires à l'intervention sollicitée (accès aux zones piétonnières, réservation de stationnement, limitation de voiries, etc.).

3.4. Type d'intervention

Le nettoyage des tags et graffitis est possible sur les matériaux suivants : béton/pierre bleue/briques/plastiques.

Pour certains cas particuliers et dans le cas d'un support en bois, il sera préférable de remettre une couche de peinture sur le support. Par ailleurs, aucune garantie ne peut être donnée pour d'autres types de matériaux.

Dans l'hypothèse où, compte tenu du support, IPALLE ne peut procéder au détagage ou qu'une remise en peinture est préférable, les parties se concerteront, le cas échéant avec le propriétaire de l'immeuble, en vue de, si possible, proposer une solution d'intervention.

3.5. Dépassement du budget prévu – information

Chaque année, la ville veillera à informer en temps utile IPALLE du montant budgétaire alloué au service visé à l'article premier.

IPALLE veillera à refuser toute demande d'intervention qui aurait pour effet de dépasser l'enveloppe budgétaire fixée par la ville et en informera sans délai la ville.

A l'expiration de chaque mois, IPALLE enverra à la ville un relevé précis des prestations effectuées dans le mois et de leur coût.

IPALLE communiquera à première demande de la ville toute justification souhaitée quant aux prestations en question.

Article 4 - prix

4.1. Prix

Les parties conviennent des prix suivants :

- main-d'œuvre : 61,00€/heure hors TVA (pour une équipe de deux personnes)
- consommables (suivant nécessité de la prestation) : au prix marché obtenu par IPALLE.

4.2. Indexation

Les prix susmentionnés feront l'objet d'une indexation annuelle sur base de l'évolution de l'indice des prix à la consommation (indice santé); l'indice de départ étant celui du mois précédant celui de la conclusion du présent contrat.

Article 5 - Paiements

Le paiement des prestations réalisées par IPALLE s'effectuera sur base annuelle.

Conformément aux articles 1 et 3.5 qui précèdent, le montant des prestations facturées ne pourra dépasser l'enveloppe budgétaire fixée par la ville pour le service visé par les présentes.

Le paiement sera valablement effectué par virement au compte BE 071999 1463 0166 ouvert au nom d'IPALLE à la CBC.

Le paiement se fera dans les 50 jours calendrier suivant la date de réception par la commune de la facture établie par IPALLE. Toute contestation devra intervenir endéans les 30 jours de la réception de la facture.

En cas de dépassement du délai de paiement et en l'absence de contestation de la facture, IPALLE a droit à un intérêt calculé au prorata du nombre de jours calendrier de retard sur base du taux d'intérêt légal applicable en cas de retard de paiement dans les transactions commerciales. Cet intérêt est dû au simple fait de l'échéance du délai sans qu'aucune mise en demeure ne soit nécessaire.

Article 6 – Cession de la convention

En aucun cas, l'une des parties ne pourra céder à un tiers tout ou partie de la présente convention ou des droits et/ou obligations tirés de la présente convention.

Article 7 – Responsabilité - Assurances

IPALLE garantit la Ville contre toute action en dommages et intérêts intentée par des propriétaires bénéficiaires des prestations visées à l'article 1er ou autres tiers et qui trouverait son origine dans l'exécution par IPALLE du service de nettoyage-détagage visé par la présente convention.

IPALLE s'engage à contracter une police d'assurance accidents corporels et une police d'assurance de responsabilité civile couvrant toutes activités visées par le présent contrat.

L'assurance responsabilité civile doit prévoir une intervention d'au moins 1.000.000,00€ pour les dommages corporels et 1.000.000,00€ pour les dommages matériels et immatériels.

Les polices souscrites ne pourront être ni suspendues ni résiliées et les couvertures qu'elles portent ne pourront être diminuées qu'avec effet à partir du quinzième jour qui suit la signification, par lettre recommandée, de l'assureur à la commune de l'un de ces trois événements.

La commune pourra à tout moment demander à IPALLE la preuve de l'existence de la police dont question ci-dessus et de l'étendue des couvertures qu'elle accorde.

Article 8 – Personnes de contact

Les personnes de contact pour l'exécution du présent contrat sont :

- pour la commune :
- pour IPALLE :

Article 9 - Divers

9.1. Intégralité de l'accord

Les parties conviennent expressément que la présente convention contient l'intégralité de l'accord intervenu entre parties relatif à l'objet décrit. Ainsi, notamment la correspondance, les négociations ou propositions et tous autres documents préalables au présent accord sont considérés comme étant inexistantes.

9.2. Modification de l'accord

Toute modification ultérieure de la convention et tout avenant ou nouvelle convention en lien avec le présent contrat seront uniquement valables s'ils sont stipulés expressément et par écrit par les deux parties. Aucune des parties ne pourra (notamment) se prévaloir d'une modification verbale ou tacite de la convention ou de l'existence d'un avenant ou nouvel accord verbal ou tacite.

9.3. Titres

Les titres des clauses et paragraphes de la présente convention sont à titre indicatif uniquement et ne doivent pas influencer sur leur interprétation.

9.4. Renonciation

Toute renonciation à un droit quelconque découlant du présent contrat devra être expressément constatée dans un écrit émanant de la partie qui renonce à ce droit. Aucune partie ne pourra notamment se prévaloir d'une renonciation verbale ou tacite de l'autre partie à un droit découlant du présent contrat.

9.5. Nullité d'une clause

La nullité ou la caducité d'une clause du présent contrat n'affectera pas la validité des autres clauses sauf si cette clause constitue un élément essentiel de l'accord intervenu entre les parties.

En cas de nullité/caducité d'une clause, les parties s'engagent à négocier de bonne foi la conclusion d'une nouvelle clause qui poursuivra le même objectif que la clause nulle/caduque et aura, dans toute la mesure du possible, des effets équivalents, afin de rétablir l'équilibre contractuel.

Article 10 - Droit applicable et juridiction compétente

La présente convention est régie par le droit belge.

Tout litige naissant dans le cadre ou à l'occasion de la présente convention sera soumis exclusivement aux cours et tribunaux de l'arrondissement judiciaire de Tournai.

Fait à Tournai, le [***], en deux exemplaires, chacune des parties reconnaissant avoir reçu le sien."

16. Service de détagage. Détermination des conditions d'intervention et des critères prioritaires. Approbation.

Monsieur le Conseiller communal **D. SMETTE** rentre en séance.

Madame l'Echevine PS, **Ludivine DEDONDER**, intervient d'emblée :

"Vous semblez tous favorables à ce point. Je m'en réjouis.

Je ne vous apprends rien en disant que ces tags prolifèrent partout à Tournai et surtout en centre-ville. Ce sont des actes de vandalisme qui ont surtout pour effet d'augmenter l'insécurité en centre-ville et de nuire à la vocation touristique de la Ville de Tournai.

Nous avons donc décidé de trouver une solution à ce problème. Les services communaux ne disposaient pas des moyens humains et financiers pour le réaliser. Par contre, IPALLE a une expertise dans ce domaine depuis de nombreuses années. C'est donc une première pour la Ville de Tournai et pour l'intercommunale IPALLE de se voir confier une gestion complète du service de détagage sur les bâtiments publics de la Ville de Tournai, mais aussi sur les bâtiments privés.

Cette dernière est assortie de conditions : il faut que les propriétaires nous autorisent à détaguer leur bâtiment; s'ils ont une assurance, celle-ci doit reverser sa quote-part d'intervention à la Ville. D'une manière générale, on ne peut que se réjouir que tout cela se mette en place. Le challenge est de réagir très rapidement. Une fois que l'ordre aura été donné par la Ville à l'intercommunale, celle-ci s'est engagée à intervenir dans les 48 heures. Pourquoi ? Parce qu'un tag en entraîne un autre. On l'a constaté dans de nombreuses villes françaises qui ont adopté cette politique. Maintenant, il n'y a plus

de tags. Le tagueur se dit que finalement, tant de travail et de matériaux, pour 48 heures, ça n'en vaut pas la peine.

L'objectif est d'être très réactif. Aujourd'hui, la convention vous est proposée dans le cadre d'une relation "in house". Le détagage fait en effet partie du comité de secteur Eau d'IPALLE. C'est un secteur complètement public.

L'intercommunale rend un service à la commune. Il n'y a pas de marge bénéficiaire pour IPALLE."

Monsieur le Conseiller communal Tournai Plus, **Benoît MAT**, demande ce qu'il en est de la répression en matière de tags, les tagueurs se considérant comme des artistes.

Avant de céder la parole à Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale, Paul-Olivier DELANNOIS, Madame l'Echevine PS, **Ludivine DEDONDER**, précise que le nettoyage sera précédé d'un dépôt de plainte auprès de la police selon une formule simplifiée, dont elle explique les modalités.

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale, **Paul-Olivier DELANNOIS**, intervient ensuite pour répondre à la question de Monsieur le Conseiller communal Tournai Plus, Benoît MAT :

"Je rappelle qu'un protocole d'accord a été conclu avec le Procureur du Roi au sujet des sanctions administratives. Aux termes de ce protocole, la Ville s'est engagée à poursuivre certains faits. D'autres devaient être traités en priorité par le Parquet. Le Parquet s'est engagé à poursuivre les tagueurs. Aux termes de ce protocole d'accord, avalisé par le Conseil communal, le Parquet s'engage systématiquement, avec l'accord du Procureur du Roi, à poursuivre ces faits. C'est une excellente chose."

Pour conclure ces interventions, le **Président** de séance fait la synthèse des modalités d'intervention des différentes parties.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Considérant le constat de prolifération de tags, tant sur les propriétés publiques que privées situées sur le territoire de la commune et du centre-ville en particulier;

Considérant que ces tags constituent des actes de vandalisme et que leur multiplication sur des murs et équipements donnant sur la voie publique a pour triple effet d'augmenter le sentiment d'insécurité, d'enlaidir le cadre de vie des Tournaisiens et de nuire à la vocation touristique de la Ville de Tournai;

Considérant qu'un tag en attirant d'autres, un moyen de lutter contre ceux-ci consiste à les faire disparaître le plus rapidement possible;

Considérant qu'il est constaté que les propriétaires sont de moins en moins enclins à procéder à l'enlèvement rapide des tags sur leurs propriétés, cette inaction s'expliquant par le coût que représente ce type d'intervention et un risque élevé de récidive;

Considérant qu'à l'occasion de la modification budgétaire afférente à l'exercice 2015 votée en séance du Conseil communal, il a marqué son accord pour réserver un crédit de 35.000,00€ à la lutte contre les tags;

Considérant qu'à cet effet, il est prévu d'organiser un service d'enlèvement des tags;

Considérant qu'en vue de limiter le coût de l'enlèvement des tags à charge de la Ville, il a été décidé de faire appel à l'intercommunale de gestion de l'environnement (IPALLE) laquelle dispose, depuis plusieurs années, d'un service spécialisé en la matière qu'elle met à la disposition de ses membres dans le cadre d'une relation "in house";

Considérant que le projet de convention négocié entre IPALLE et la Ville fixe les conditions de leur collaboration dans le cadre de la mise en œuvre d'un service d'enlèvement des tags et ce, dans le respect des limites budgétaires consacrées à cette mission;

Considérant que ce projet de convention est soumis à l'accord du Conseil communal en même séance;

Considérant que ce nouveau service vise non seulement les bâtiments et équipements communaux mais également les propriétés appartenant à des tiers;

Considérant qu'afin d'inciter les propriétaires concernés à donner leur accord pour procéder à l'enlèvement des tags sur leurs biens, il est prévu de ne pas réclamer le paiement du coût de l'intervention sauf dans les hypothèses suivantes :

- le bien est assuré contre les dégradations par des tags. Si le propriétaire perçoit une indemnisation, le coût des prestations fournies par la Ville lui sera réclamé sans ce que ce montant ne puisse dépasser le montant de l'indemnisation perçue;
- l'auteur du tag est identifié : le demandeur subroge la Ville dans ses droits à obtenir réparation du préjudice subi à concurrence du coût des prestations fournies par la Ville pour l'enlèvement du/des tag(s) litigieux. Dans cette hypothèse, le paiement du coût de l'intervention sera réclamé auprès de l'auteur du tag.

Le propriétaire ou titulaire des droits requis devra compléter et signer pour accord un formulaire ad hoc.

Ce formulaire contiendra les conditions générales de l'intervention à savoir :

- celles reproduites ci-avant au sujet du coût de l'intervention;
- celles portant sur les conditions techniques de l'intervention; en l'occurrence, il s'agira de celles figurant à l'article 3 de la convention conclue avec IPALLE;
- celles portant sur les limites de l'obligation de la Ville laquelle s'analyse en une obligation de moyen, la Ville s'obligeant à effectuer les prestations dans les règles de l'art;
- celles portant sur le délai d'intervention fixé à 15 jours.

La mise en œuvre de ce service nécessite également que l'on fixe les critères des interventions prioritaires et ce, tant dans le souci de respecter l'enveloppe budgétaire allouée à ce nouveau service que celui de répondre à l'objectif final poursuivi, à savoir préserver l'image de marque de la Ville et son attrait touristique.

Aussi, dans le choix des propriétés qui feront l'objet des prestations d'enlèvement des tags, il est proposé de fixer par ordre décroissant les critères de priorité comme suit :

1. propriétés communales et équipements des espaces publics;
2. constructions autres que communales visibles de la voie publique et situées à proximité immédiate d'un site/monument touristique du centre-ville;
3. constructions autres que communales visibles de la voie publique et situées à proximité immédiate d'un site/monument touristique extérieur au centre-ville;
4. constructions autres que communales visibles de la voie publique et situées dans une rue commerçante;

Vu l'article L1122-30 du code de la Démocratie locale et de la Décentralisation;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

de marquer son accord :

- sur la création par la Ville d'un service d'enlèvement des tags dont la mise en œuvre s'effectuera en collaboration avec l'intercommunale IPALLE dans le respect de la convention conclue à cet effet;
- de fixer comme suit et dans un ordre prioritaire décroissant les critères de choix des propriétés qui feront l'objet de ce nouveau service :

- 1) propriétés communales et équipements des espaces publics;

- 2) constructions autres que communales visibles de la voie publique et situées à proximité immédiate d'un site/monument touristique du centre-ville;
- 3) constructions autres que communales visibles de la voie publique et situées à proximité immédiate d'un site/monument touristique extérieur au centre-ville;
- 4) constructions autres que communales visibles de la voie publique et situées dans une rue commerçante.
- de ne pas réclamer le paiement du coût de l'intervention sauf dans les hypothèses suivantes :
 - a) le bien est assuré contre les dégradations par des tags; si le propriétaire perçoit une indemnisation, le montant des prestations fournies par la ville lui sera réclamé sans ce que ce montant ne puisse dépasser le montant de l'indemnisation perçue;
 - b) l'auteur du tag est identifié; le demandeur subroge la ville dans ses droits à obtenir réparation du préjudice subi à concurrence du coût des prestations fournies par la ville pour l'enlèvement du/des tag(s) litigieux. Dans cette hypothèse, le paiement du coût de l'intervention sera réclamé auprès de l'auteur du tag;
 - de charger le Collège de veiller à la mise en oeuvre de ce nouveau service et à cet effet d'établir le formulaire que le propriétaire ou titulaire des droits requis devra compléter et signer pour accord. Ce formulaire contiendra les conditions générales de l'intervention, à savoir notamment :
 - celles se rapportant au caractère onéreux de l'intervention dans le respect des principes reproduits ci-avant;
 - celles portant sur les conditions techniques de l'intervention lesquelles correspondront à celles imposées par l'aplle notamment au terme de l'article 3 de la convention conclue avec l'APALLE;
 - celles portant sur les limites de l'obligation de la Ville laquelle s'analyse en une obligation de moyen, la ville s'obligeant à effectuer les prestations dans les règles de l'art;
 - celles portant sur le délai d'intervention fixé à 15 jours.

17. Bien-être animal. Nourrissage des chats errants. Charte entre les citoyens partenaires et la Ville. Approbation.

D'emblée, Madame la Conseillère communale ECOLO, **Coralie LADAVID**, intervient :

"Nous ne comprenons pas les motivations de la démarche. Pourquoi doit-on avoir une carte autorisant à nourrir des chats errants? Pouvez-vous recontextualiser les choses?"

Monsieur l'Echevin PS, **Philippe ROBERT**, répond comme suit :

"La loi interdit le nourrissage des animaux sur la voie publique. Pour que les chats errants qui auront été capturés et stérilisés soient remis dans le lieu de capture, il faut reconclure des accords avec des personnes qui puissent les nourrir. Pour rester dans la légalité, nous avons eu l'idée de proposer une charte à certains citoyens et de leur octroyer une carte de nourrisseur, ce qui leur évitera des tracas. D'autres communes utilisent déjà ce système."

Par 32 voix et 2 abstentions, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, A. PESIN, J.-M. VANDENBERGHE, C. MICHEZ, G. LECLERCQ, Mme M. WILLOCQ, MM. J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, D. SMETTE, B. MAT, Mme H. CLEMENT-COUPLET, MM. J. DEVRAY, B. LAVALLEE, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISSSET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSENS, MM. X. DECALUWE, L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, A. MELLOUK, M. R. DELVIGNE, Mme L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM V. BRAECKELAERE, A. BOITE, M. P.-O. DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale et M. R. DEMOTTE, Président d'assemblée.

Se sont abstenues : Mmes M.-C. LEFEBVRE, C. LADAVID.

Considérant l'article 41, §4 du règlement général de police indiquant qu'il est interdit d'attirer, d'entretenir et de contribuer à la fixation de pigeons et autres animaux en leur distribuant de la nourriture, à l'exception des actions menées par l'ASBL CHATS SAUVAGES et VEEWEYDE;

Considérant la circulaire de juin 2014 de la ministre de la santé publique relative au "bien-être animal : chats en excès";

Considérant que les chats bien qu'errants sont des animaux domestiques dépendant de l'homme;

Considérant qu'en séance du 24 octobre 2014, le Collège communal a émis un accord de principe concernant la mise en place d'une campagne de stérilisation des chats sur l'entité;

Considérant que les chats errants stérilisés et replacés sur le terrain doivent pouvoir bénéficier d'un apport de nourriture et d'un abri;

Considérant, dès lors, qu'il y aurait lieu de recruter des citoyens partenaires 'nourrisseurs';

Considérant la nécessité de leur faire signer une charte pour le respect de la propreté publique et le bien-être animal avec octroi d'une carte d'autorisation personnalisée;

Considérant qu'en séance du 8 mai 2015, le Collège communal a émis un accord de principe, sous réserve de l'approbation du Conseil communal, sur les termes du projet de charte à conclure entre la Ville et les citoyens partenaires;

Considérant, dès lors, qu'il serait nécessaire de modifier l'article 41, §4 du règlement général de police;

Sur proposition du Collège communal;

Par 32 voix pour et 2 abstentions;

DECIDE

d'approuver les termes du projet de charte pour le respect de la propreté publique et du bien-être animal à conclure entre les citoyens "nourrisseurs" et la Ville et d'octroyer une carte personnelle d'autorisation de "nourrissage" des chats errants de l'entité :

"En application de la décision du Conseil communal du 1er juin 2015

Je soussigné(e) ...

Certifie la présence d'un abri pouvant protéger le ou les chats des mauvaises conditions climatiques;

M'engage à nourrir les chats errants à Tournai et à respecter les règles de propreté publique et de bien-être animal suivantes :

- nourrir les chats errants avec des aliments adaptés à leurs besoins, respectant leur santé et leur sécurité (pas d'os, de carcasse, d'arête, d'abats crus...)
- déposer la nourriture dans des récipients adéquats et maintenus en bon état de propreté
- retirer la nourriture non consommée qui peut attirer d'autres animaux et insectes
- nourrir les chats de façon régulière
- avertir rapidement la ville (service bien-être animal) en cas d'arrêt de "nourrissage" et, en conséquence, remettre la carte d'autorisation; chercher un remplaçant éventuel et informer le service de ses coordonnées, et ce afin de ne pas laisser les chats sans soin.

Lieux de "nourrissage" : ...

La carte d'autorisation de "nourrissage" des chats errants sera retirée en cas de non-respect de ces dispositions.

A la signature de cette charte, une carte d'autorisation personnelle d'une validité de 3 ans sera remise au citoyen partenaire.

Fait à Tournai, le ...

Lu et approuvé.

(Signature)".

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme de politique générale (déclaration de politique communale 2012-2018) approuvé par le Conseil communal du 18 décembre 2012 par lequel la majorité a décidé de valoriser le potentiel de la couronne verte de Tournai en mettant en oeuvre des politiques visant à tisser ou retisser du lien dans un objectif social mais aussi culturel, touristique et associatif (page 25 de la DPC);

Vu le Programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la décision du Conseil communal du 29 avril 2013 d'approuver les termes du projet de convention-exécution entre la Ville de Tournai et la Région wallonne relative aux modalités de financement du projet d'aménagement d'une maison de village à Thimougies, dans le cadre du programme communal de développement rural (P.C.D.R.);

Considérant que l'enveloppe budgétaire allouée par la Région wallonne pour le projet s'élève à 450.000,00 € TVA comprise pour un budget total de 600.000,00 € TVA comprise, 150.000,00 € étant à charge de la Ville;

Considérant qu'un crédit de 80.000,00 € (dont 64.000,00 € sont financés par subsides) est inscrit au budget extraordinaire 2015 sous l'article 124/733-60 afin de couvrir les frais liés à la désignation d'un auteur de projet chargé de la conception du projet et du suivi des travaux;

Considérant que le projet prévoit l'aménagement d'une nouvelle construction sur l'un des deux terrains de tennis avec déblai préalable, ainsi qu'une placette, une rampe et des réserves à l'arrière de la placette;

Considérant que le montant du marché de services ayant pour objet l'étude et le suivi de l'exécution des travaux est estimé à 80.000,00 € TVA comprise et que cette estimation a valeur d'indication sans plus;

Considérant que ce marché peut être passé par procédure négociée sans publicité après consultation de plusieurs prestataires de services, et ce, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1er, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

1. de passer un marché de services ayant pour objet l'étude et le suivi de l'exécution des travaux pour la construction et l'aménagement des abords d'une maison de village à Thimougies dans le cadre du programme communal de développement rural pour un montant estimé de 80.000,00 € TVA comprise, ce montant ayant valeur d'indication sans plus;
2. de passer ce marché par procédure négociée sans publicité, après consultation de plusieurs prestataires de services, et ce, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1er, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;
3. ce marché sera régi par les règles générales d'exécution des marchés publics, conformément à l'arrêté royal du 14 janvier 2013 et par le cahier spécial des charges établi à cet effet;
4. Un crédit de 80.000,00 € est prévu au budget extraordinaire 2015 sous l'article budgétaire 124/733-60. Ce montant sera financé à concurrence de 64.000,00€ par subsides et 16.000,00€ par fonds de réserve.

19. Bâtiments communaux. Mise en place d'un réseau mutualisé et évolutif pour les projets de vidéosurveillance, de Wi-Fi et d'interconnexion. Analyse complémentaire. Mode et conditions de passation du marché.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu sa décision prise en date du 14 octobre 2013 de passer, par procédure négociée et ce, conformément aux dispositions de l'article 26 §1er 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés

publics de travaux, de fournitures et de services, un marché de services ayant pour objet la réalisation et le suivi d'une étude relative à l'installation d'un réseau de caméras de surveillance sur le territoire communal de la Ville de Tournai;

Vu la décision du Collège communal prise en date du 20 décembre 2013 de désigner la firme AV PROTEC comme prestataire de services dans le cadre du susdit marché de services au montant de son offre négociée s'élevant à 6.900,00€ hors TVA (phase 1) et 8.490,00€ hors TVA (phase 2), soit un montant total de 15.390,00€ hors TVA, soit 18.621,90€ TVA comprise, offre régulière jugée la plus intéressante;

Vu sa décision du 16 décembre 2014 d'approuver l'exécution, par la firme AV PROTEC, de prestations supplémentaires relatives à l'emplacement du futur centre de visionnage et à l'analyse des bâtiments situés au square Bonduelle entre le self du parc et les Amis de Tournai, pour un montant supplémentaire de 2.420,00€ TVA comprise (13% en plus par rapport à la désignation);

Considérant qu'en cours de réalisation de la phase 2, il a été envisagé de mettre en place un réseau mutualisé et évolutif pour les projets de vidéosurveillance, de Wi-Fi et d'interconnexion destiné aux bâtiments de la Ville de Tournai intra-muros;

Considérant que, dans le cadre de cette mutualisation, la configuration du réseau est beaucoup plus complexe et sensible pour la vidéosurveillance et qu'il s'avère indispensable d'effectuer une analyse complémentaire afin d'éviter les risques de rejet de responsabilité;

Considérant que le coût de ces prestations est estimé à 4.961,00€ TVA comprise (26,64% en plus par rapport à la désignation) et que l'ensemble des prestations supplémentaires dépasse donc le seuil des 15% de modifications autorisées conformément aux dispositions de l'article 37 de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics;

Considérant qu'un nouveau marché doit donc être passé selon les dispositions de l'article 26 § 1er 2° a de la loi du 15 juin 2006 qui disposent que des prestations complémentaires, quoique séparables de l'exécution du marché initial - strictement nécessaires à son perfectionnement et n'excédant pas cinquante pour cent du montant de sa valeur - ne peuvent être confiées qu'au prestataire de service du marché principal, à savoir AV PROTEC;

Considérant que les crédits nécessaires à l'exécution de ce marché sont prévus par voie de modification budgétaire extraordinaire 2015 présentée en même séance;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : il sera passé un marché ayant pour objet une analyse complémentaire de la mise en place d'un réseau mutualisé et évolutif pour les projets de vidéosurveillance, de Wi-Fi et d'interconnexion destiné aux bâtiments de la Ville de Tournai intra-muros, estimé à 4.100,00€ hors TVA soit 4.961,00€ TVA 21% comprise.

Le montant repris ci-dessus a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ce marché de services sera passé par procédure négociée sans publicité après consultation de la seule firme AV PROTEC et ce, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1er 2° a de la Loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : le marché sera constaté conformément aux dispositions de l'article 105 §1er 4° de l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques.

Article 4 : les crédits sont prévus au budget extraordinaire 2015 par voie de modification budgétaire n°1 présentée en même séance .

20. Tournai, quartier de la Citadelle. Travaux de voirie et d'égouttage. Convention en matière d'assurances entre la société publique de gestion de l'eau (SPGE) et la Ville. Approbation.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant les travaux conjoints Ville de Tournai - Société régionale wallonne des transports (SRWT) - Société publique de gestion de l'eau (SPGE) ayant pour objet l'aménagement de voirie et de réseaux d'égouttage dans les rues de Barges, de la Citadelle, des Sports et Général Piron à Tournai;

Considérant que la SPGE a passé un marché public relatif aux services d'assurance "tous risques chantiers" pour les travaux qu'elle finance;

Considérant que dans le cadre de ce marché, la SPGE agit en tant que centrale de marchés au profit d'autres entités publiques qui sont dispensées de faire leur procédure au sens de l'article 2, 4° de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services;

Considérant que le but recherché est de permettre aux communes avec lesquelles la SPGE doit coordonner les travaux, de disposer d'une couverture d'assurance "tous risques chantiers" pour les travaux de voirie aux conditions avantageuses du marché;

Considérant qu'il convenait de souscrire, dès le début des travaux, le contrat d'assurance " tous risques chantiers" pour les travaux de voirie dont la Ville de Tournai est maître d'ouvrage;

Considérant que la prime d'assurances du contrat précité s'élève à 5.178,92€;

Vu le projet de convention d'adhésion au marché relatif aux services d'assurance "tous risques chantiers" établi par la Société publique de gestion de l'eau;

Vu les articles L1222-3 et L1122-30 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

d'approuver le projet de convention d'adhésion au marché relatif aux services d'assurance "Tous risques chantiers" à conclure entre la SPGE et la Ville de Tournai, dont les termes suivent :

Entre :

La SOCIETE PUBLIQUE DE GESTION DE L'EAU, en abrégé la SPGE (S.A. de droit public) dont le siège social est établi à 4800 Verviers, rue de la Concorde, 41, inscrite au R.C.V. sous le n° 71.517 et enregistrée à la TVA sous le n° 420 651 980, représentée par Monsieur Jean-Luc MARTIN, président du comité de direction et Monsieur Michel CORNELIS, vice-président du comité de direction,

et

La Ville de Tournai

Hôtel de Ville, rue Saint-Martin, 52 à 7500 Tournai représentée par,
ci-après dénommée le bénéficiaire.

APRÈS AVOIR EXPOSÉ QUE :

La SPGE a passé un marché public relatif aux services d'assurance "tous risques chantiers" (TRC) avec les assureurs Ethias (apériteur pour 40%), Zurich (30%) et Allianz (30%).

Dans le cadre de ce marché, la SPGE agit en tant que centrale de marchés au profit d'autres entités

publiques (lot n°2) qui sont dispensées de faire leur procédure au sens de l'article 2, 4° de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services. Ce qui a pour but de permettre aux communes et impétrants, avec lesquelles la SPGE doit coordonner ses travaux, de disposer d'une couverture d'assurance TRC.

IL EST CONVENU CE QUI SUIVIT :

Article 1. Objet

Le bénéficiaire peut adhérer au marché public relatif aux assurances TRC. Dans ce cadre, il peut bénéficier des prix et des conditions obtenues dans le cadre de ce marché.

Le bénéficiaire doit conclure une police d'assurance avec l'assureur-apéritur et mettre son cahier des charges de travaux en conformité avec la police d'assurance.

Article 2. Commandes – Non-exclusivité

Le bénéficiaire adresse directement ses besoins à l'adjudicataire du marché conclu par la SPGE, conformément aux modalités fixées par le cahier spécial des charges et la présente convention d'adhésion.

Le bénéficiaire n'a pas d'obligation de se fournir auprès de l'adjudicataire désigné par la SPGE.

Article 3. Cautionnement

Vu la nature du marché, il n'y a pas de cautionnement.

Article 4. Modalités de paiement

Le bénéficiaire s'engage à payer la prime conformément à la police (et la prime complémentaire en cas de prolongation ou de modification). Le paiement de la prime couvre également les frais administratifs de la centrale de marchés.

Article 5. Suivi de l'exécution

A. Surveillance de l'exécution

Le bénéficiaire s'engage à désigner une personne chargée de surveiller la bonne exécution des commandes effectuées par ses soins. Les mises à jour de ces informations sont assurées d'initiative et dès que survient un changement, tout au long de l'adhésion au marché.

B. Défaillance de l'adjudicataire

Lorsque l'adjudicataire est en défaut d'exécution au sens de l'article 20 du cahier général des charges, le bénéficiaire s'engage à adresser copie du procès-verbal constatant les manquements à la SPGE avec laquelle il se concerte sur les suites à réserver.

C. Réclamation de l'adjudicataire

Le bénéficiaire adresse à la SPGE toute réclamation émanant de l'adjudicataire afin d'évaluer de commun accord les suites à y réserver.

D. Représentation

La centrale de marchés peut représenter les adhérents bénéficiaires pour le suivi du marché (proposition de prévention, modifications, adaptations,...).

Article 6. Informations et statistiques

Le bénéficiaire reconnaît avoir connaissance des clauses et conditions du marché.

Le bénéficiaire a reçu la note de communication relative à la faculté liée à la TRC 3 lot n°2, son projet de police et le projet de clause à insérer dans le marché de travaux.

La SPGE se réserve le droit de demander à l'adjudicataire du marché qu'il lui communique un récapitulatif en termes de statistiques des différents services (primes et sinistres) commandés ou reçus par le(s) bénéficiaire(s) liés à l'assurance TRC.

La SPGE tient le bénéficiaire informé des éventuels avenants et des modifications qui en découlent.

Article 7. Confidentialité

Le bénéficiaire s'engage à une totale confidentialité quant aux clauses et conditions relatives au marché visé par la présente convention, et en particulier en ce qui concerne les conditions de prix. Cette obligation de confidentialité persiste aussi longtemps que les informations visées ci-dessus gardent leur caractère confidentiel, y compris au-delà de l'échéance de la présente convention.

Article 8. Responsabilité

Le bénéficiaire est responsable de l'exécution de son marché.

Article 9. Durée et résiliation

La présente convention est conclue pour la durée du marché d'assurance. La présente convention peut couvrir plusieurs marchés d'assurance conclus par le bénéficiaire durant la période du marché global passé par la centrale de marché.

En cas de manquement de la part du bénéficiaire à la présente convention, la SPGE se réserve le droit de résilier la convention moyennant un préavis de trois mois notifié par lettre recommandée.

21. Travaux d'égouttage 2015. Tournai, Froidmont, Saint-Maur, Béclers et Melles. Mode et conditions de passation du marché.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services notamment les articles 23 et 24;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics notamment l'article 5 § 2;

Considérant que le bureau d'études communal a établi le projet définitif relatif aux travaux d'égouttage 2015 dans l'entité de Tournai à savoir: la rue Georges Moreau (pie) à Froidmont, rue Ferdinand Desmons (pie) à Saint-Maur, rue du Petit Chemin (pie) à Béclers, rue Basse (pie) à Melles, chaussée d'Audenarde (pie) et Terrasse de la Madeleine (pie) à Tournai.

Considérant que le projet prévoit :

- la démolition de chaussée
- les déblais localisés
- la réalisation d'une fondation en empierrement type IIA
- la réalisation d'une fondation en béton maigre pour éléments linéaires
- la fourniture et pose :
 - d'un hydrocarboné type AC-10 surf 4-1 et AC-14 base 3-1
 - de carreaux de béton pour terre-plein aménagé
 - d'éléments linéaires

- de tuyaux en polypropylène
- de tuyaux en béton

- la réalisation de chambre de visite;

Vu le devis estimatif des travaux s'élevant à 230.254,00€ hors TVA soit 278.607,34€ TVA comprise;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1 : de passer un marché de travaux ayant pour objet les travaux d'égouttage sur le territoire de Tournai 2015 à savoir: la rue Georges Moreau (pie) à Froidmont, rue Ferdinand Desmons (pie) à Saint-Maur, rue du Petit Chemin (pie) à Béclers, rue Basse (pie) à Melles, chaussée d'Audenarde (pie) et Terrasse de la Madeleine (pie) à Tournai pour un montant estimé à 230.254,00€ hors TVA soit 278.607,34€ TVA comprise.

Article 2 : ce marché sera passé par adjudication ouverte.

Article 3 : les clauses contractuelles administratives générales et particulières au marché seront celles contenues dans l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant le cahier général des marchés publics de travaux, de fournitures et de services et ce, sous réserve des dérogations contenues dans le cahier spécial des charges et plans y relatifs.

Article 4 : les critères de sélection qualitative consisteront à fournir un certificat d'agrément en sous-catégorie C1 - classe 2 et une déclaration sur l'honneur attestant que l'entreprise ne se trouve pas dans l'une des situations visées par l'article 61 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011.

Article 5 : des crédits de l'ordre de 300.000,00€ sont inscrits à l'article 877/735-60 du budget extraordinaire 2015.

22. Tournai, rues des Croisiers, de Marvis (pie), Saint-Jean et place Gabrielle Petit. Travaux de voirie et d'égouttage (plan triennal des travaux 2010-2012). Avenant n° 1. Approbation.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant qu'en séance du 9 juillet 2012, il a été décidé de passer un marché de travaux de voirie et d'égouttage, rues des Croisiers, de Marvis (pie), Saint-Jean et place Gabrielle Petit à Tournai (plan triennal des travaux 2010-2012 - point 4, année 2012) estimé à :

- division 1 - Ville de Tournai : 1.013.467,00€ hors TVA, soit 1.226.295,07€ TVA comprise
- division 2 - Société publique de gestion de l'eau (S.P.G.E.) : 536.747,00€ (pas de TVA appliquée)

Total: 1.550.214,00€ hors TVA, soit 1.763.042,07€ TVA comprise;

Considérant qu'en séance du 4 octobre 2012, le Collège communal a décidé de désigner, dans le cadre de ce marché, l'entreprise SA COLAS, rue Nestor Martin, 313 à 1082 Bruxelles, au montant de son offre, régulière et la plus basse s'élevant à 1.396.324,70€ hors TVA, soit 1.578.522,33€ TVA comprise, ventilé comme suit:

- division 1 - Ville de Tournai : 867.607,77€ hors TVA, soit 1.049.805,41€ TVA comprise
- division 2 - S.P.G.E. : 528.716,92€ hors TVA;

Considérant que, dans le cadre de ce dossier, des travaux supplémentaires et/ou modificatifs se sont avérés nécessaires et que l'auteur de projet a établi, en collaboration avec l'entreprise adjudicataire,

un avenant n°1 reprenant l'ensemble de ces travaux s'élevant au montant de 168.807,89€ hors TVA et révisions, soit 204.257,55€ TVA comprise;

Considérant que l'auteur de projet justifie les travaux supplémentaires reconnus nécessaires pour la partie ville comme suit:

Au poste TS1 : paiement du déblai excédentaire (poste E 9110-E), conformément au chapitre E5.3.2.2. et selon le prix hors métré de la province de Hainaut (HMP) n°112 joint aux documents d'adjudication.

A noter que, pour tenir compte de la révision à la date d'adjudication (17 septembre 2012), le prix hors métré province (HMP), adapté par l'entreprise pour le poste TS1, a été corrigé par le pouvoir adjudicateur. En effet, l'avis rectificatif envoyé dans le cadre de ce dossier stipule que les prix HMP à prendre en considération sont ceux de 2012 et non pas 2005.

Le cahier spécial des charges stipule que les avis rectificatifs font partie intégrante des conditions contractuelles.

Si la révision du prix HMP-E9110-E de 10,50€ est calculée de mai 2012 à septembre 2012 (date d'adjudication du présent dossier), elle est de 1,01261, soit $10,50\text{€} \times 1,01261 = 10,63\text{€}$.

Au poste TS2 : pose d'un clapet antiretour sur la canalisation, béton diamètre 1.500, après avoir constaté l'envasement important de la canalisation voûtée à laquelle il se raccorde en aval du projet afin d'éviter tout retour des eaux dans la conduite nouvellement posée.

Au poste TS3 : opérations de percement du pertuis canalisant le ruisseau d'amour afin d'y raccorder l'aqueduc. Le prix remis pour ce poste est un prix convenu dûment justifié qui, après analyse, peut être considéré comme acceptable.

Au poste TS4 : ferrailage de la dalle de béton pour renforcer la voûte du pertuis au droit du percement précité. Le prix remis pour ce poste est un prix hors métré de la province de Hainaut joint aux documents contractuels et peut donc être accepté.

Au poste TS5 : découverte d'un affleurement de sol rocheux dans l'assiette de la tranchée réalisée pour la pose de l'aqueduc à hauteur du carrefour formé par la rue des Croisiers et la rue de Marvis.

Au poste TS6 : par son courrier du 6 février 2015, l'adjudicataire fait valoir sa revendication de paiement pour la démolition d'un sol rocheux compact survenue lors de la pose des canalisations D.1000 et D.400. Pour ce faire, l'entreprise a introduit un poste en travaux supplémentaires reconnus nécessaires dans le dernier état d'avancement des travaux sur base des prix hors métrés de la province de Hainaut (HMP95 à 30,00€/m³ ramené à date d'adjudication, soit 30,38 €/m³). Ceci étant, le prix remis sur cette base s'est révélé insuffisant que pour tenir compte de la nature réelle du sol rencontré. Aussi, l'entreprise réclame-t-elle un supplément au poste HPM95 de 68,49€/m³, établi sur base des prestations réelles et la perte de rendement consécutive dans la pose de l'égouttage. Ce prix est un prix convenu dûment justifié et paraît normal si l'on considère en perspective les prix hors métrés de la province de Hainaut relatifs aux démolitions de maçonnerie et de béton armé, puisque le prix total remis pour la démolition du sol rocheux compact proposé par l'entreprise se situe dans l'intervalle des deux prix précités;

Considérant qu'un crédit de 209.000,00€ nécessaire à l'exécution de cet avenant n°1 est prévu par voie de modification budgétaire extraordinaire 2015 (n°1) présentée en même séance, en exercice antérieur, sous l'article 421/731-60/12;

Considérant que les subsides pour ces travaux supplémentaires imprévisibles au moment de l'élaboration du dossier seront sollicités auprès du ministère subsidiant - Direction générale opérationnelle 1 (DGO1);

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

d'approuver les travaux supplémentaires et/ou modificatifs faisant l'objet de l'avenant n°1 relatif à l'aménagement de voirie et d'égouttage, rues des Croisiers, de Marvis (pie), Saint-Jean et place

Gabrielle Petit à Tournai (plan triennal des travaux 2010-2012 - point 4, année 2012) et s'élevant à 168.807,89€ hors TVA et révisions, soit 204.257,55€ TVA comprise.

23. Objectif Convergence. Programmation 2012. Egouttage quartier cathédral. Travaux supplémentaires à charge de la SPGE. Approbation.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-4;
Vu les dispositions de l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment les articles 7 et 8;
Vu les dispositions de l'article 42 du cahier général des charges;
Vu sa décision du 21 décembre 2012 de désigner comme entrepreneur adjudicataire des travaux d'infrastructure, d'électricité et d'égouttage dans la rue Dame Odile, la rue du Bas-Quartier, la rue de l'Hôpital Notre-Dame – partie circulée de la place Paul-Emile Janson entre les rues de la Cordonnerie et de l'Hôpital Notre-Dame - la rue Soil de Moriamé, la place Paul-Emile Janson, la place du Vieux marché aux Poteries et option rue de Courtrai à Tournai, l'entreprise GALERE SA, au montant de son offre jugée régulière et la plus basse s'élevant au montant rectifié de 5.994.721,61€ TVA comprise;
Considérant que quatre avenants d'un montant global de 366.178,13€ TVA comprise (soit 6,11% en plus par rapport au montant de la désignation) ont déjà été approuvés précédemment;
Vu sa décision du 5 décembre 2014 d'approuver la remise en état à l'identique du parvis du beffroi consécutive à l'effondrement de la voirie, permettant l'intégration du fil d'or;
Vu le courrier daté du 19 mars 2015 émanant de l'intercommunale de gestion de l'environnement SCRL (IPALLE) par lequel elle transmet pour accord l'extrait de leur comité sectoriel et de la société publique de gestion de l'eau (SPGE) relatif à l'approbation de l'avenant n°1 concernant le gainage des tronçons concernés par le susdit effondrement s'élevant à 400.824,73€ hors TVA (travaux non soumis à TVA);
Considérant que le coût de cet avenant est pris en charge, selon les modalités du contrat d'égouttage, par la société publique de gestion de l'eau;
Considérant qu'IPALLE sollicite l'accord de l'administration communale sur cet avenant;
Considérant que le montant total des travaux supplémentaires s'élève donc à 767.002,86€ (366.178,13€ et 400.824,73€), soit 12,79% en plus par rapport au montant initial du marché;
Considérant que la présente délibération sera transmise à l'intercommunale de gestion de l'environnement (IPALLE) et à l'autorité de tutelle;
Sur proposition du Collège communal;
A l'unanimité;

DÉCIDE

d'approuver l'avenant au marché ayant pour objet les travaux d'infrastructure, d'électricité et d'égouttage dans la rue Dame Odile, la rue du Bas-Quartier, la rue de l'Hôpital Notre-Dame – partie circulée de la place Paul-Emile Janson entre les rues de la Cordonnerie et de l'Hôpital Notre-Dame - la rue Soil de Moriamé, la place Paul-Emile Janson, la place du Vieux marché aux Poteries et en option la rue de Courtrai à Tournai, portant sur le gainage des tronçons concernés par l'effondrement de la voirie du parvis du beffroi, s'élevant à 400.824,73€ hors TVA (travaux non soumis à la TVA) et pris en charge, selon les modalités du contrat d'égouttage, par la société publique de gestion de l'eau (SPGE).

24. Tournai. Travaux 2015 de réparation et d'entretien de voiries en dalles de béton. Mode et conditions de passation du marché.

Monsieur le Conseiller communal **B. LAVALLEE** sort de séance.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services notamment l'article 26§1er 1^a;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment les articles 105 et suivants;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5§3;

Considérant que le projet définitif relatif aux travaux 2015 de réparation et d'entretien de voiries en dalles de béton a été établi et qu'il concerne la rue Croix de Pierre (pie) à Froidmont;

Attendu que le devis estimatif des travaux s'élève à 82.559,00€ hors TVA soit 99.896,39€ TVA comprise;

Considérant que le marché peut être passé par procédure négociée après consultation de plusieurs entreprises;

Considérant que des crédits de l'ordre de 100.000,00€ sont inscrits à l'article 42115/731-60 du budget extraordinaire 2015;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1 : il sera passé un marché ayant pour objet les travaux 2015 de réparation et d'entretien de voiries en dalles de béton dans la rue Croix de Pierre (pie) à Froidmont, estimé à 82.559,00€ hors TVA soit 99.896,39€ TVA comprise.

Article 2 : ce marché sera passé par procédure négociée et ce, conformément aux dispositions de l'article 26 §1er 1^a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : ce marché sera régi par les règles générales d'exécution de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 et ce, sous réserve des dispositions des documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : un crédit de 100.000,00€ est inscrit au budget extraordinaire de 2015 sous l'article 42115/731-60.

Article 5 : le présent dossier sera soumis à l'autorité de tutelle conformément aux dispositions relatives à l'exercice de la tutelle des pouvoirs locaux.

<p>25. Tournai, rue Hautem (pie). Travaux d'aménagement de voiries et de trottoirs. Plan d'investissement communal 2013-2016. Mode et conditions de passation du marché.</p>

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services notamment les articles 23 et 24;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5 § 2;

Considérant qu'en séance des 16 septembre et 9 décembre 2013, le Conseil communal a approuvé le plan d'investissement communal 2013-2016 pour un montant de 6.669.611,33€ comprenant notamment la rue Hautem;

Considérant que le projet définitif relatif aux travaux d'aménagement de voiries et de trottoirs dans cette rue a été établi;

Considérant que ces travaux comprennent notamment :

- la démolition des revêtements en voirie
- la démolition de terre-plein aménagé
- la pose d'un nouveau revêtement hydrocarboné
- la pose d'un nouveau revêtement en pavés de béton
- la réalisation de marquage au sol
- la mise à niveau d'éléments divers;

Considérant que le devis estimatif des travaux s'élève à 222.291,00€ hors TVA, soit 268.972,11€ TVA comprise;

Considérant que les crédits nécessaires sont prévus au budget extraordinaire 2015, à concurrence de 1.665.928,00€ sous l'article 421/731-60 (financement : 832.964,00€ par emprunt et 832.964,00€ par subside);

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : il sera passé un marché ayant pour objet les travaux d'aménagement de voiries et de trottoirs dans la rue Hautem (pie) à Tournai, dans le cadre du point 8 du plan d'investissement communal 2013-2016, estimé à 222.291,00€ hors TVA soit 268.972,11€ TVA comprise.
Ce montant a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ce marché sera passé par adjudication ouverte conformément aux articles 23 et 24 de la loi du 15 juin 2006.

Article 3 : les clauses contractuelles administratives générales et particulières au marché seront celles contenues dans l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant le cahier général des marchés publics de travaux, de fournitures et de services et ce, sous réserve des dérogations contenues dans le cahier spécial des charges et les plans y relatifs.

Article 4 : les critères de sélection qualitative consisteront à fournir :

- un certificat d'agrément en catégorie C – classe 2;
- une déclaration implicite sur l'honneur du soumissionnaire attestant que par le seul fait de déposer une offre, l'entreprise ne se trouve dans aucun des cas visés aux articles 61 à 63 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures, de services et aux concessions de travaux publics.

Article 5 : les crédits nécessaires relatifs à ces travaux sont prévus au budget extraordinaire 2015 à concurrence de 1.665.928,00€ sous l'article 421/731-60 (financement : 832.964,00€ par emprunt et 832.964,00€ par subside).

Approbation.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme de politique générale (déclaration de politique communale 2012-2018) approuvé par le Conseil communal du 18 décembre 2012 par lequel la majorité a décidé qu'en matière d'infrastructures sportives, la priorité de la législature sera axée sur la mise à niveau des infrastructures existantes afin de permettre l'accueil des sportifs dans de bonnes conditions (page 27 de la DPC);

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la décision du Collège communal du 14 février 2014, conformément aux articles L1222-3 et L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, de passer un marché de services ayant pour objet une mission d'avis technique préalable ainsi que de contrôle de l'exécution des travaux de renouvellement partiel de la couverture du hall des sports de la caisse d'épargne de la Ville de Tournai, sis avenue de Gaulle, 2 à 7500 Tournai, auprès de l'entreprise SECO SCRL, rue d'Arlon, 53 à 1040 Bruxelles, au montant de son offre s'élevant à 7.538,30€ TVA comprise;

Vu le rapport de l'auteur de projet stipulant :

"Après la dépose du zinc existant dans le cadre des travaux de renouvellement partiel de la couverture du hall des sports de la caisse d'épargne de la Ville de Tournai, il s'est avéré indispensable de raccorder le pare-vapeur à la structure portante du bâtiment pour éviter le passage de l'air et empêcher une éventuelle future condensation intérieure.

Pour ce faire, l'entreprise adjudicataire des travaux a dû procéder à la dépose et à la repose d'une partie du voligeage au niveau des détails de toiture.

Ce travail spécifique a nécessité une prolongation du délai d'exécution d'environ 20 jours ouvrables pour l'ensemble de l'exécution, soit une augmentation de 33% par rapport au délai initial.

Le pouvoir subsidiant avait imposé qu'un marché d'assistance de maîtrise d'ouvrage, en ce compris la vérification de la conception et la vérification de la réalisation, soit passé par l'administration communale auprès d'un bureau de contrôle agréé.

Les visites du chantier du bureau de contrôle SECO pendant les travaux avaient été raisonnablement estimées à quatre et que celles-ci ont été prestées.

Les participations de l'ingénieur de bureau pendant les travaux avaient été estimées à une et celle-ci a été prestée.

Pour mener à bien la fin du chantier, deux visites de chantier supplémentaires du bureau SECO semblent nécessaires.

Le montant de ces prestations s'élève à 900,00€ hors TVA pour deux visites, soit 1.089,00€ TVA comprise.

Il est suggéré au Collège communal de prolonger la mission du bureau de contrôle SECO.";

Considérant que ces prestations supplémentaires dépassent 10% du montant initial du marché sans atteindre 15%;

Considérant qu'il y a lieu de confier ces prestations supplémentaires au bureau de contrôle SECO par voie d'avenant;

Considérant que les crédits prévus sous l'article 7642/733-60/14 s'avèrent insuffisants pour couvrir la totalité des prestations et que ceux-ci sont prévus par voie de modification budgétaire n°1 du budget extraordinaire présentée en même séance;

A l'unanimité;

DECIDE

d'approuver l'avenant n°1 relatif à la prolongation de la mission d'avis technique et de contrôle de l'exécution des travaux de renouvellement partiel de la couverture du hall des sports de la caisse

d'épargne de la Ville de Tournai et de confier ces prestations au bureau de contrôle SECO SCRL, au montant de 900,00€ hors TVA, soit 1.089,00€ TVA comprise.

27. Cimetière de Tournai Sud. Préservation des génies de la tombe Henry Haghe. Mode et conditions de passation du marché.
--

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil Communal;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services notamment l'article 26 §1er 1° a;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment les articles 105 et suivants;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5 §4;

Considérant que la sépulture HENRY-HAGHE est sans conteste l'un des dix plus beaux monuments du cimetière de Tournai Sud, qui ne compte pas moins de 30.000 concessions;

Considérant qu'elle a été conçue par l'architecte néoclassique Alexandre DECRAENE, élève de Bruno RENARD;

Considérant qu'elle intègre deux génies représentant l'un, la peinture et la sculpture, et l'autre, la littérature. Ils ont été taillés par Barthélémy FRISON, l'un des deux sculpteurs tournaisiens majeurs du 19ème siècle;

Considérant que le bâtiment est abîmé dans sa structure et que les deux génies se dégradent progressivement en raison de la qualité intrinsèque du bloc de pierre bleue dans lequel ils ont été taillés;

Considérant que, si aucune intervention n'est envisagée, l'état actuel des génies va se dégrader;

Considérant que les travaux à effectuer consistent dans le traitement des fissures et cassures ainsi que le nettoyage complet et le traitement biologique, dont le coût est estimé à 5.500,00€ hors TVA, soit 6.655,00€ TVA comprise;

Considérant que le comité de gestion du fonds Claire et Michel LEMAY a retenu ce projet et décidé d'octroyer une aide financière de 4.235,00€;

Considérant que la commission des cimetières de Tournai intervient à concurrence de 2.420,00€;

Considérant que ce marché de travaux pourrait être passé par procédure négociée sans publicité lors du lancement de la procédure conformément à l'article 26 §1er 1° a de la loi du 15 juin 2006;

Considérant qu'un crédit de 4.235,00€ est inscrit au budget extraordinaire 2015 sous l'article 878/749-98 et qu'un crédit complémentaire de 2.420,00€ est inscrit en modification budgétaire n°1 présentée en même séance;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er: il sera passé un marché ayant pour objet la restauration des deux génies de la tombe HENRY-HAGHE au cimetière de Tournai Sud, dont le coût est estimé à 5.500,00€ hors TVA, soit 6.655,00€ TVA comprise.

Le montant repris ci-dessus a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ce marché de travaux sera passé par procédure négociée et ce, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1er 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : ce marché, inférieur à 8.500,00€ hors TVA, sera constaté sur simple facture acceptée conformément à l'article 105 4° de l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics.

Article 4 : les crédits de l'ordre de 4.235,00€ sont prévus au budget extraordinaire 2015 sous l'article 878/749-98.

Un crédit complémentaire de 2.420,00€ est inscrit en modification budgétaire n°1.

Le fonds Claire et Michel LEMAY intervient à concurrence de 4.235,00€ et la commission des cimetières de Tournai à concurrence de 2.420,00€.

28. Cimetières de l'entité. Parachèvement des ossuaires. Acquisition de matériaux. Mode et conditions de passation du marché.
--

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services notamment l'article 26 §1er 1° a;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment les articles 105 et suivants;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5 §2;

Considérant qu'afin de parachever les ossuaires des cimetières de l'entité, il est nécessaire de passer un marché à lots de matériaux (acier, plexi, pierre bleue, gravier ornemental et plantations) pour un montant total de ± 36.000,00 € TVA comprise, ce montant ayant valeur d'indication sans plus;

Considérant que ce marché peut être passé par procédure négociée sans publicité, après consultation de plusieurs firmes et ce, conformément aux dispositions de l'article 26 §1er, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

Considérant qu'un crédit de 40.000,00 € est inscrit au budget extraordinaire 2015, sous l'article budgétaire 878/725-60, que ce montant sera financé par fonds de réserve et qu'un crédit de 25.000,00 € est prévu par voie de modification budgétaire n° 1 présentée en même séance;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE:

Article 1er : il sera passé un marché à lots de matériaux destinés à parachever les ossuaires des cimetières de l'entité. Ce marché à lots est estimé et ventilé comme suit :

Lot 1 : acquisition de pierres bleues estimée à ± 8.820,90€ TVA comprise

Lot 2 : acquisition de graviers estimée à ± 2.795,10€ TVA comprise

Lot 3 : acquisition de tôles d'acier estimée à ± 17.179,58€ TVA comprise

Lot 4 : acquisition de plaque en plexi + lettrage estimée à ± 4.591,95 € TVA comprise

Lot 5 : acquisition de plantations estimée à ± 2601,50€ TVA comprise,

soit un montant total de ± 35.989,03 € TVA comprise. Ce montant a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ce marché à lots de fournitures sera passé par procédure négociée, sans publicité lors du lancement de la procédure, après consultation de plusieurs firmes conformément à l'article 26 § 1er, 1° a) de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : les lots 1, 2, 4 et 5 peuvent être constatés par simple facture acceptée conformément aux dispositions de l'article 110 dernier alinéa de l'arrêté royal du 15 juillet 2011.

Article 4 : le lot 3 sera régi, d'une part, par les articles 1er à 9, 13, 17, 18, 37, 38, 44 à 63, 67, à 73, 78, §1er, 84, 95, 127 et 160 des règles générales d'exécution et, d'autre part, par les dispositions des documents du marché établis à cet effet.

Article 5 : un crédit de 40.000,00 € est inscrit au budget extraordinaire 2015 sous l'article budgétaire 878/725-60. Ce montant sera financé par fonds de réserve et un crédit de 25.000,00€ est prévu par voie de modification budgétaire n° 1 présentée en même séance.

29. Service des espaces verts. Remplacement de l'embrayage du tracteur immatriculé 1-ARP-147. Articles L1222-3 et L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Acceptation.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment les articles L1222-3 et L1311-5;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26, §1, 1°c);

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, notamment les articles 105, §1er, 4° et 110, dernier alinéa;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, notamment l'article 5 §4;

Considérant que, suite à une panne, il était indispensable et urgent vu le délai de faire réparer l'embrayage du tracteur immatriculé 1-ARP-147;

Vu le rapport des services techniques communaux stipulant : "*Le remplacement de l'embrayage du tracteur LAMBORGHINI est indispensable pour pouvoir commencer la saison de fauchage d'ici deux semaines. Trois firmes ont été consultées pour la remise d'un devis de réparation (THEYS & FILS SPRL, MOULIN Bernard SA et VAN DE GINSTE Christian). L'offre la moins-disante est l'offre de la firme VAN DE GINSTE Christian, pour un coût de 3.307,53€ TVA comprise.*";

Considérant la décision du Collège communal du 3 avril 2015 prise vu l'urgence et l'impérieuse nécessité, en vertu des dispositions des articles L1222-3 et L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, de passer par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26 §1er, 1°c de la loi du 15 juin 2006, un marché de fournitures ayant pour objet le remplacement de l'embrayage du tracteur immatriculé 1-ARP-147 avec la firme VAN DE GINSTE Christian, au montant de son offre la plus basse s'élevant à 3.307,53€ TVA comprise;

Considérant qu'aucun crédit permettant de supporter la dépense n'est inscrit au budget extraordinaire 2015 et que la régularisation des crédits sera effectuée lors de la première modification budgétaire extraordinaire 2015;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

PREND CONNAISSANCE

de la décision prise par le Collège communal du 3 avril 2015, vu l'urgence et l'impérieuse nécessité et en vertu des articles L1222-3 et L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation:

Article 1er : il est passé un marché de fournitures ayant pour objet le remplacement de l'embrayage du tracteur LAMBORGHINI immatriculé 1-ARP-147.

Article 2 : ce marché est passé par procédure négociée sans publicité conformément aux dispositions de l'article 26, §1er, 1°c de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, avec la firme VAN DE GINSTE Christian, rue de Rosières, 97A à 7532

Béclers, au montant de son offre la plus basse et répondant aux attentes du pouvoir adjudicateur s'élevant à 2.733,50€ hors TVA, soit 3.307,53€ TVA 21% comprise. La commande est passée immédiatement.

Article 3 : le présent marché est constaté sur simple facture acceptée conformément aux dispositions de l'article 110, dernier alinéa de l'arrêté royal du 15 juillet 2011.

Article 4 : de donner connaissance de cette décision au prochain Conseil communal qui délibérera s'il admet ou non la dépense. La régularisation des crédits sera effectuée lors de la première modification budgétaire extraordinaire 2015 sous l'article 766/745-98;

ADMET

la dépense.

30. Service des espaces verts. Reconditionnement du bâtiment à Rumillies. Essais de sol et étude du risque karstique. Mode et conditions de passation du marché.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme de politique générale (déclaration de politique communale 2012-2018) approuvé par le Conseil communal du 18 décembre 2012 par lequel la majorité a décidé d'apporter une attention particulière sur les magnifiques parcs que compte l'entité et à l'instar de la Commune d'Ath que le fleurissement de l'entité soit une priorité sachant que cette dynamique contribue à rendre la commune agréable et incite les citoyens à faire de même (page 29 de la DPC)

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal du 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services notamment l'article 26 §1er 1° a;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment les articles 105 et suivants;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5 §4;

Considérant que le bâtiment du service des espaces verts, sis rue Monseigneur Deschamps à Rumillies, doit être reconditionné (démolition de la grange existante et construction d'un hangar) et que, préalablement à ces travaux, des essais de sol et l'étude du risque karstique sont nécessaires en vue de définir avec exactitude les ouvrages de fondation;

Considérant que les services techniques proposent de s'adjoindre les services d'un bureau d'études spécialisé dans ce type de prestations;

Considérant que ces études sont estimées à 3.305,78€ hors TVA, soit 3.999,99€ TVA comprise;

Considérant qu'au vu de l'estimation, ce marché pourrait être passé par procédure négociée sans publicité lors du lancement de la procédure conformément à l'article 26, § 1er, 1° a de la loi du 15 juin 2006;

Considérant qu'aucun crédit n'est prévu au budget extraordinaire 2015 et que, dès lors, ceux-ci sont inscrits par voie de modification budgétaire (n°1) présentée en même séance sous l'article 766/733-60;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : il sera passé un marché ayant pour objet les études relatives aux essais de sol et risque karstique préalables au reconditionnement du bâtiment du service espaces verts à Rumillies dont le coût est estimé à 3.305,78€ hors TVA, soit 3.999,99€ TVA comprise.

Article 2 : ce marché de services sera passé par procédure négociée sans publicité lors du lancement de la procédure conformément à l'article 26 § 1er 1° a de la loi du 15 juin 2006.

Article 3 : ce marché, inférieur à 8.500,00€ hors TVA, sera constaté sur simple facture acceptée conformément à l'article 105 4° de l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics.

Article 4 : les crédits nécessaires sont prévus par voie de modification budgétaire extraordinaire (n°1) de l'exercice 2015 présentée en même séance, sous l'article 766/733-60.

31. Service des espaces verts. Acquisition de matériel. Articles L1222-3 et L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Acceptation.
--

Monsieur le Conseiller communal **B. LAVALLEE** rentre en séance.

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Coralie LADAVID**, intervient comme suit :

"Deux vols consécutifs. Quelles sont les circonstances de ces vols et où cela a-t-il eu lieu? La Ville n'a-t-elle pas une assurance contre le vol?"

Le **Président** de séance précise d'emblée que la Ville est assurée mais qu'elle ne pourra être indemnisée vu la vétusté des serres communales où était stocké le matériel qui a été dérobé. Ceci justifie la nécessité de prévoir de nouveaux locaux pour les espaces verts.

Il invite ensuite Monsieur l'Echevin PS, Philippe ROBERT, à préciser les circonstances du vol.

Monsieur l'Echevin PS, **Philippe ROBERT**, précise que les voleurs, qui se sont introduits dans la serre communale, n'ont pu être identifiés. Vu la vétusté des locaux, ils n'ont pas eu beaucoup de difficulté à y pénétrer.

Depuis lors, le matériel a été mis en sécurité dans un autre bâtiment. Il précise pour conclure que le personnel communal n'est pas responsable de cette situation.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment les articles L1222-3 et L1311-5;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26 § 1 1°c);

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, notamment les articles 105 § 1er 4° et 110 dernier alinéa;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, notamment l'article 5 § 4;

Considérant qu'une partie du matériel du service des espaces verts a été volée (déclaration auprès des services de police) et qu'il était nécessaire de remplacer ce matériel;

Considérant le rapport du 27 avril 2015 établi par les services techniques communaux, qui stipule notamment : "le service des espaces verts disposait, entre autres, du matériel suivant : 7

débroussailleuses Stihl, 9 souffleurs à dos Stihl, 1 tarière Stihl, 2 taille-haies Stihl et 1 pulvérisateur Birchmeier";

Considérant que ce matériel est indispensable pour entretenir les sentiers, les bordures des gazons, les parcs et avenues et pour tailler les haies;

Considérant que pour faire face à l'urgence et l'impérieuse nécessité de disposer de ce matériel endéans la quinzaine, contact a été pris avec trois firmes susceptibles de livrer ce matériel;

Considérant que, suite à un second vol, il a fallu rajouter deux débroussailleuses et quatre souffleurs à dos supplémentaires;

Considérant que les offres reçues et recalculées s'élevaient à :

- pour la firme PETER MASSCHELEIN : 13.831,51€ TVA comprise
- pour la firme LEFEBVRE MOTOCULTURE : 14.083,35€ TVA comprise
- pour la firme DILLIES : 13.930,38€ TVA comprise;

Considérant que, suite à des négociations auprès des trois entreprises consultées, celles-ci ont déposé une nouvelle offre:

- pour la firme PETER MASSCHELEIN: 13.831,51€ TVA comprise
- pour la firme LEFEBVRE MOTOCULTURE: 13.609,93€ TVA comprise
- pour la firme DILLIES: 13.463,67€ TVA comprise;

Considérant qu'aucun crédit n'était disponible pour faire face à cette dépense;

Considérant la décision du Collège communal du 8 mai 2015 prise vu l'urgence et l'impérieuse nécessité, en vertu des dispositions des articles L1222-3 et L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, de passer par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26 §1er, 1^o de la loi du 15 juin 2006, un marché de fournitures ayant pour objet l'acquisition de matériel d'équipement destiné au service des espaces verts avec la firme DILLIES sa, avenue de Maire, 25-29 à 7500 Tournai, au montant de son offre négociée s'élevant à 13.463,67 € TVA comprise;

Considérant qu'aucun crédit permettant de supporter la dépense n'était inscrit au budget extraordinaire 2015 et que la régularisation des crédits figure dans la première modification budgétaire extraordinaire 2015 présentée en même séance;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

PREND CONNAISSANCE :

de la décision prise par le Collège communal du 8 mai 2015, vu l'urgence et l'impérieuse nécessité et en vertu des articles L1222-3 et L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation:

Article 1er : il est passé un marché de fournitures ayant pour objet l'acquisition de matériel destiné au service des espaces verts.

Article 2 : ce marché est passé par procédure négociée sans publicité conformément aux dispositions de l'article 26, §1er, 1^o de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, avec la firme DILLIES, avenue de Maire, 25-29 à 7500 Tournai, au montant de son offre négociée répondant aux attentes du pouvoir adjudicateur et s'élevant à 13.463,67€ TVA comprise. La commande est passée immédiatement.

Article 3 : le présent marché est régi d'une part, par les articles 1er à 9, 13, 17, 18, 37, 38, 44 à 63, 67 à 73, 78 §1er, 84, 95, 127 et 160 des règles générales d'exécution et, d'autre part, par les dispositions des documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : de donner connaissance de cette décision au prochain Conseil communal qui délibérera s'il admet ou non la dépense. La régularisation des crédits a été effectuée via la modification budgétaire n° 1 de l'exercice 2015 présentée en même séance;

ADMET

la dépense.

32. Ecole Jean Noté. Réfection de la toiture de la véranda et remplacement de la toiture en façade. Mode et conditions de passation du marché.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil Communal;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services notamment l'article 26 §1er 1° a;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment les articles 105 et suivants;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5 §2;

Considérant que la toiture de la véranda de l'école Jean Noté, en ondulé plastique, est vétuste et entraîne une importante déperdition de chaleur;

Considérant qu'il serait souhaitable de remplacer cette toiture, d'environ 100 m², par une toiture en plaques de polycarbonate triple paroi sur une structure en aluminium dont le coefficient de déperdition thermique est nettement inférieur à celui des ondulés plastiques existants et qui, en outre, amènerait davantage de clarté;

Considérant que pour la toiture de la façade avant, avenue De Gaulle, de nombreuses infiltrations sont apparues et qu'il est nécessaire de la remplacer;

Considérant qu'il est proposé de passer un marché de travaux ayant pour objet la réfection de la toiture de la véranda et le remplacement de la toiture en façade avant de l'école Jean Noté, dont le coût est estimé à 61.975,00€ hors TVA, soit 74.989,75€ TVA comprise;

Considérant que ce marché peut être passé par procédure négociée sans publicité lors du lancement de la procédure conformément à l'article 26 § 1er 1° de la loi du 15 juin 2006;

Considérant que les crédits de l'ordre de 75.000,00€ sont inscrits au budget extraordinaire 2015 sous l'article 7227/724-60;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : il sera passé un marché ayant pour objet la réfection de la toiture de la véranda et le remplacement de la toiture en façade avant de l'école Jean Noté, dont le coût est estimé à 61.975,00€ hors TVA, soit 74.989,75€ TVA comprise.

Le montant repris ci-dessus a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ce marché de travaux sera passé par procédure négociée et ce, conformément aux dispositions de l'article 26§ 1er 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : ce marché sera régi par les règles générales d'exécution et ce, sous réserve des dispositions des documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : les crédits de l'ordre de 75.000,00€ sont inscrits au budget extraordinaire 2015 sous l'article 7227/724-60.

33. Ecole du Château. Maintenance 2015. Insonorisation des cours intérieures et du réfectoire. Fourniture et pose de faux plafonds. Mode et conditions de passation du marché.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services notamment l'article 26, §1er, 1°, a;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics notamment l'article 5, §3;

Considérant que, suite à une visite réalisée le 26 mai 2014 à l'école du Château par le service de promotion de la "santé école" de l'intercommunale d'oeuvres médico-sociales des arrondissements de Tournai-Ath-Mouscron et cantons limitrophes (IMSTAM), il a été établi que le bruit est trop important au niveau du réfectoire et des cours intérieures;

Considérant qu'il convient de procéder à l'acquisition et à la pose de faux plafonds afin d'insonoriser les cours intérieures et le réfectoire de l'école du Château;

Considérant que la dépense est estimée à ± 24.789,88€ TVA comprise et que ce montant a valeur d'indication sans plus;

Considérant qu'au vu de l'estimation, ce marché de fournitures peut être passé par procédure négociée sans publicité, après consultation de plusieurs firmes et ce, conformément aux dispositions de l'article 26 §1er, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : il est passé un marché de travaux ayant pour objet la fourniture et la pose de faux plafonds afin d'insonoriser les cours intérieures et le réfectoire de l'école du Château pour un montant estimé à ± 24.789,88€ TVA comprise, ce montant ayant valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ce marché est passé par procédure négociée, sans publicité lors du lancement de la procédure après consultation de plusieurs firmes, conformément à l'article 26 §1er 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : le marché est régi, d'une part, par les articles 1er à 9, 13, 17, 18, 37, 38, 44 à 63, 67 à 73, 78 §1er, 84, 95, 127 et 160 des règles générales d'exécution et, d'autre part, par les dispositions des documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : un crédit de 258.600,00 € est prévu au budget extraordinaire 2015 sous l'article budgétaire 7227/724-60. Le montant relatif au susdit dossier est financé par fonds de réserve.

34. Maison des Associations. Acquisition de matériaux et de mobilier. Mode et conditions de passation des marchés.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme de politique générale (déclaration de politique communale 2012-2018) approuvé par le Conseil communal du 18 décembre 2012 par lequel la majorité a décidé de créer une maison des associations visant à fédérer et coordonner les énergies et la communication autour de projets locaux (page 22 de la DPC);

Vu le Programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que le programme de politique générale a notamment fixé pour objectif la création d'une maison des associations et de l'événementiel afin de mutualiser et d'optimiser les moyens;

Considérant qu'à cet effet, un montant de 80.000,00€ a été inscrit au budget extraordinaire afin de permettre les aménagements utiles pour installer la Maison des associations dans les locaux de l'ancien office du tourisme;

Considérant qu'il s'avère nécessaire de passer deux marchés de fournitures ventilés comme suit:

1. Acquisition de matériaux destinés à l'aménagement de l'ancien office du tourisme en vue d'y accueillir la Maison des associations, estimé à 65.000,00€ TVA comprise.
2. Acquisition de mobilier destiné à la Maison des associations, estimé à 15.000,00€ TVA comprise;

Considérant que les matériaux seront mis en oeuvre par les services techniques;

Considérant que compte tenu des montants, ces marchés peuvent être passés par procédure négociée, après consultation de plusieurs fournisseurs, conformément à l'article 26 - §1er - 1° a) de la loi du 15 juin 2006;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE:

Article 1er : il sera passé, dans le cadre de l'aménagement de l'ancien office du tourisme en vue d'y accueillir la Maison des associations, deux marchés de fournitures estimés et ventilés comme suit:

1. Acquisition de matériaux destinés à l'aménagement de l'ancien office du tourisme en vue d'y accueillir la Maison des associations, estimé à 65.000,00€ TVA comprise,
2. Acquisition de mobilier destiné à la Maison des associations, estimé à 15.000,00€ TVA comprise,

soit un montant total de 80.000,00€ TVA comprise.

Les montants ont valeur d'indication sans plus.

Article 2 : les marchés dont il est question à l'article 1er seront passés par procédure négociée, sans publicité lors du lancement de la procédure après consultation de plusieurs firmes, conformément à l'article 26 §1er 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : les marchés dont il est question à l'article 1er seront régis d'une part par les Règles Générales d'Exécution et ce, sous réserve des dispositions des documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : les crédits sont prévus au budget extraordinaire 2015 sous les articles budgétaires 124/724-60 pour l'acquisition de matériaux et 124/741-51 pour l'acquisition de mobilier. Un montant total de 80.000,00 € est prévu pour ces acquisitions. Les montants seront financés par fonds de réserve.

35. Service propreté publique. Acquisition de deux aspirateurs urbains. Mode et conditions de passation du marché.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le Programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services notamment l'article 26 § 1er, 1°, a;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics notamment l'article 5 § 3;

Considérant qu'il convient d'acquérir deux nouveaux aspirateurs urbains destinés au service propreté publique afin de remplacer ceux endommagés lors de l'incendie au garage communal le 22 mai 2014;
Considérant que le montant de la dépense est estimé à ± 29.995,90€ TVA comprise et que ce montant a valeur d'indication sans plus;

Considérant qu'au vu de l'estimation, ce marché de fournitures peut être passé par procédure négociée sans publicité, après consultation de plusieurs firmes et ce, conformément aux dispositions de l'article 26 §1er, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : il est passé un marché de fournitures ayant pour objet l'acquisition de deux aspirateurs urbains destinés au service propreté publique pour un montant estimé à ± 29.995,90€ TVA comprise, ce montant ayant valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ce marché est passé par procédure négociée, sans publicité lors du lancement de la procédure après consultation de plusieurs firmes, conformément à l'article 26 §1er 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : le marché est régi, d'une part, par les articles 1er à 9, 13, 17, 18, 37, 38, 44 à 63, 67 à 73, 78 §1er, 84, 95, 127 et 160 des règles générales d'exécution et, d'autre part, par les dispositions des documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : un crédit de 30.000,00€ est prévu au budget extraordinaire 2015 sous l'article budgétaire 875/744-51. Ce montant est financé par fonds de réserve.

36. Service informatique. Acquisition du module ROMIO (logiciel Saphir) et maintenance sur 4 ans. Mode et conditions de passation du marché.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26, §1, 1°f;

Considérant que le service des affaires administratives et sociales travaille quotidiennement avec le logiciel Saphir fourni par la firme CIVADIS, mais n'a pas accès au module ROMIO (radiations d'office et mutations internes d'office), car celui-ci est payant et n'a pas été prévu lors de l'achat du logiciel;
Considérant qu'il serait opportun d'acquérir ce module qui offrirait un gain de temps très appréciable aux agents traitant les radiations d'office et permettrait, surtout, de rationaliser le travail, le service

des affaires administratives et sociales fonctionnant à l'heure actuelle en mode "feuille papier et classeurs";

Considérant que le montant estimé du marché, y compris la maintenance sur quatre années, s'élève à 3.100,00€ hors TVA, soit 3.751,00€ TVA comprise;

Considérant que ce module doit être compatible avec le logiciel Saphir existant et que, seule, la firme CIVADIS est capable de le fournir;

Considérant que ce marché pourrait être passé par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26, §1, 1^{er} de la loi du 15 juin 2006;

Considérant que les crédits nécessaires permettant de supporter la dépense liée à cette acquisition sont prévus au budget extraordinaire 2015 sous l'article 104/742-53 et que les crédits relatifs à la maintenance seront prévus aux budgets ordinaires 2016, 2017, 2018 et 2019;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : il sera passé un marché de fournitures ayant pour objet l'acquisition et la maintenance du module ROMIO (radiations d'office et mutations internes d'office) dans le cadre du logiciel Saphir utilisé par le service des affaires administratives et sociales, estimé à 3.100,00€ hors TVA soit 3.751,00€ TVA 21% comprise.

Le montant repris ci-dessus a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : le marché, dont il est question à l'article 1er, sera passé par procédure négociée sans publicité après consultation de la seule firme CIVADIS et ce, conformément aux dispositions de l'article 26 §1er 1^{er} f de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : le marché sera constaté conformément aux dispositions de l'article 105 §1er 4^o de l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques.

Article 4 : les crédits destinés à cette acquisition sont prévus au budget extraordinaire 2015 sous l'article 104/742-53 et financés par emprunt. Pour la partie maintenance, des crédits seront prévus aux budgets ordinaires 2016, 2017, 2018 et 2019.

37. ASBL Maison des sports. Budget 2015. Approbation.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le Programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que, conformément à l'article 8 de la convention établie entre la Ville et l'ASBL Maison des sports, l'ASBL a transmis son budget 2015;

Considérant que ce budget a été approuvé à l'unanimité par l'assemblée générale de l'ASBL Maison des sports du 26 février 2015;

Considérant que les dépenses et recettes s'équilibrent comme suit :

Libellé	Dépenses
Bâtiment	45.300,00€
Administration et bureautique	27.900,00€
Organisationnel et promotion	20.800,00€
Personnel	10.100,00€

Cafétéria	5.200,00€
Total	109.300,00€
Libellé	Recettes
Locations	87.000,00€
Cafétéria	9.800,00€
Sponsoring et subsides	3.000,00€
Psychomotricité	2.500,00€
Recettes diverses et exceptionnelles	2.500,00€
Publicité	2.500,00€
Produits financiers	1.000,00€
Manifestations	1.000,00€
TOTAL	109.300,00€

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

d'approuver le budget 2015 de l'ASBL Maison des sports en rappelant aux instances de l'ASBL l'impérative nécessité d'équilibrer également le compte de l'exercice 2015.

38. Fabrique d'église Saint-André à Chercq. Compte 2014. Approbation.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII,6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 27 mars 2015, parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 2 avril 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-André à Chercq arrête le compte pour l'exercice 2014;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif agréé;

Considérant la modification budgétaire 2014 n°1 de la fabrique d'église Saint-André à Chercq modifiée par le Collège du Conseil provincial du Hainaut en séance du 19 mars 2015;

Vu la décision du 31 mars 2015, réceptionnée en date du 1er avril 2015, par laquelle l'organe représentatif agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du compte et, pour le surplus, approuve sans remarque le reste du compte;

Considérant, au vu de ce qui est précédemment exposé, que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant la recette de 2.000,00€ à l'article 23 des recettes et la dépense de 16.400,00€ inscrite à l'article 53 des dépenses;

Considérant que ces inscriptions peuvent être admises sur base des explications données par le trésorier de la fabrique;

Considérant que, suivant les ajustements internes tels que présentés par le conseil de fabrique dans le compte, aucun dépassement de crédit n'est constaté;

Considérant que le compte susvisé reprend, autant au niveau des recettes qu'au niveau des dépenses, les montants effectivement encaissés et décaissés par la fabrique d'église Saint-André à Chercq au cours de l'exercice 2014 et qu'en conséquence, le compte est conforme à la loi;

Vu l'avis positif du directeur financier du 8 avril 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1 : la délibération du 27 mars 2015 par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-André à Chercq arrête le compte pour l'exercice 2014, est **APPROUVEE** aux chiffres suivants :

Recettes ordinaires totales	36.606,94€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	27.299,32€
Recettes extraordinaires totales	24.055,64€
- dont un boni comptable du compte 2013 de	8.879,80€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	2.388,91€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	31.891,56€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	16.400,00€
Recettes totales	60.662,58€
Dépenses totales	50.680,47€
Résultat comptable	9.982,11€

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Saint-André à Chercq
- à l'organe représentatif agréé.

39. Fabrique d'église Saint-Paul à Tournai. Compte 2014. Approbation.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII,6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;
Vu la délibération du 27 mars 2015 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 30 mars 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Paul à Tournai arrête le compte pour l'exercice 2014;
Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;
Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif agréé;
Vu la décision du 31 mars 2015 par laquelle l'organe représentatif agréé arrête définitivement, sans remarque, les dépenses reprises dans le chapitre I du compte et, pour le surplus, approuve sans remarque le reste du compte;
Considérant, au vu de ce qui est précédemment exposé, que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;
Considérant que, suivant les ajustements internes tels que présentés par le conseil de fabrique dans le compte, aucun dépassement de crédit n'est constaté;
Considérant que le compte susvisé reprend, autant au niveau des recettes qu'au niveau des dépenses, les montants effectivement encaissés et décaissés par la fabrique d'église Saint-Paul à Tournai au cours de l'exercice 2014 et qu'en conséquence, le compte est conforme à la loi;
Vu l'avis positif du Directeur financier du 3 avril 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;
Sur proposition du Collège Communal;
A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1 : la délibération du 27 mars 2015 par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Paul à Tournai arrête le compte, pour l'exercice 2014, dudit établissement cultuel est **APPROUVEE** aux chiffres suivants :

Recettes ordinaires totales	84.381,30€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	66.888,23€
Recettes extraordinaires totales	17.257,22€
- dont un boni comptable du compte 2013 de	17.257,22€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	10.449,99€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	71.716,96€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	0,00€
Recettes totales	101.638,52€
Dépenses totales	82.166,95€
Résultat comptable	19.471,57€

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision sera notifiée:

- à la fabrique d'église Saint-Paul à Tournai
- à l'organe représentatif agréé.

40. Fabrique d'église Saint-Eloi à Froyennes. Compte 2014. Approbation.
--

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII,6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 17 mars 2015, parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 25 mars 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Eloi à Froyennes arrête le compte pour l'exercice 2014;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif agréé;

Vu la décision du 31 mars 2015, réceptionnée en date du 1er avril 2015, par laquelle l'organe représentatif agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du compte et, pour le surplus, approuve sans remarque le reste du compte;

Considérant, au vu de ce qui est précédemment exposé, que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que, suivant les ajustements internes tels que présentés par le conseil de fabrique dans le compte, un dépassement de crédit de 117,47€ est constaté à l'article 31 du chapitre II des dépenses et que, compte tenu des explications apportées par le conseil de fabrique, la dépense peut être admise à titre exceptionnel étant donné l'urgence pour les travaux de sécurisation de l'immeuble;

Considérant que le compte susvisé reprend, autant au niveau des recettes qu'au niveau des dépenses, les montants effectivement encaissés et décaissés par la fabrique d'église Saint-Eloi à Froyennes au cours de l'exercice 2014 et qu'en conséquence, le compte est conforme à la loi;

Vu l'avis positif du directeur financier du 8 avril 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1 : la délibération du 17 mars 2015 par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Eloi à Froyennes arrête le compte pour l'exercice 2014 est **APPROUVEE** aux chiffres suivants :

Recettes ordinaires totales	27.746,73€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	17.212,16€
Recettes extraordinaires totales	6.793,87€
- dont un boni comptable du compte 2013 de	1.793,87€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	5.042,13€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	22.599,30€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	4.840,00€
Recettes totales	34.540,60€
Dépenses totales	32.481,43€

Résultat comptable	2.059,17€
--------------------	-----------

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Saint-Eloi à Froyennes
- à l'organe représentatif agréé.

41. Finances communales : Exercice 2014 - Comptes annuels - Arrêt provisoire.

Monsieur le Conseiller communal **C. MICHEZ** sort de séance.

D'emblée, le **Président** de séance propose de présenter le point 41 avec le point 44. Il précise que ces points ont été examinés en commission et qu'un rapport a été établi par Monsieur le Conseiller communal Amine MELLOUK :

"PREND CONNAISSANCE

du rapport de la première commission relatif à la présentation des modifications budgétaires 2015 (n°1) et du compte 2014:

La 1ère commission du Conseil communal s'est réunie le mardi 26 mai 2015 à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur le Conseiller communal Jacques DEVRAY, en vue d'examiner les modifications budgétaires n°1 et d'assister à la présentation du compte 2014.

Etaient présents : Mmes Laetitia LIENARD, Rita DESENCLOS-LECLERCQ, M. Jean-Marie VANDENBERGHE, Mme Marie-Christine LEFEBVRE, M. Guy LECLERCQ, M. Jacques DEVRAY, Mme Sylvie LIETAR, M. Amine MELLOUK, Mme Coralie LADAVID.

Etait excusé : M. Thierry LESPLINGART.

Madame l'échevine des finances a fait la présentation de ces modifications ordinaire et extraordinaire.

Rappel des montants de l'impôt des personnes physiques (IPP) 2014 et 2015 avec les différences entre les montants inscrits, les diverses estimations fédérales et les montants finalement reçus.

1. Recettes = Dépenses (neutralité budgétaire)

3.262.200,00 € => réductions des charges patronales

377.679,00 € => subside provincial pour la zone de secours

392.200,00 € => récupération traitement du personnel détaché à la zone de secours

4.047.582,00 € => liquidation Centre hospitalier régional de Tournai (CHRT)

350.000,00 € => dividendes CHRT

2. Annulation de recettes

200.000,00 € => crédit recettes pour dépenses non engagées

208.000,00 € => reprise de provisions surcoût zone de police

3. Recettes

+ 64.000,00 € => taxe carrières

+ 40.006,00 € => compensation non-perception du précompte immobilier

- 37.500,00 € => perte 2015 précompte immobilier Belgacom

4. Dépenses

+ 40.000,00 € => pensions des pompiers volontaires

+150.000,00 € => consultation populaire

+ 35.000,00 € => détagage Intercommunale de propreté publique (IPALLE)
+ 30.000,00 € => étude parc naturel des Plaines de l'Escaut
+ 30.000,00 € => asbl Tournai Centre-Ville
+ 53.497,00 € => charge emprunt Centre régional d'aide aux communes (CRAC) Belgacom
+ 12.200,00 € => charge emprunts de la modification budgétaire

- 71.000,00 € => dotation à la zone de secours (fixée par le gouverneur)
- 399.800,00 € => diminution suite à la non-indexation des salaires
- 208.000,00 € => diminution de la dotation à la zone de police
- 39.000,00 € => subside asbl Amis de Tournai
- 38.000,00 € => No Télé

5. Provisions

1.350.000,00 €

Budget extraordinaire

370.000,00 € => sécurisation de la salle Lucas

300.000,00 € => travaux de voiries: avenue des Peupliers (Tournai), rue du Bois de l'Allemont (Havannes) et rampe du Pont de Fer (Tournai)

250.000,00 € => achat d'un bus

65.000,00 € => maison des associations + 15.000,00 € (mobilier)

Les ajustements budgétaires auront pour effet de modifier comme suit les résultats de l'exercice en cours:

Au service ordinaire :

un résultat en boni à l'exercice propre de 750.252,41 €

un résultat en boni aux exercices antérieurs de 5.067.204,86 €

Soit un boni global de 5.817.457,27 €

Au service extraordinaire :

un boni global de 3.237.955,71 €

Après l'exposé de Madame l'Echevine, les membres de la commission ont posé différentes questions :

* + 30.000,00 € => asbl Tournai Centre-Ville ?

Ce montant a été inscrit suite à la demande de l'asbl Tournai Centre-Ville.

* au sujet du crédit non engagé: les explications techniques ont été apportées.

Des questions sont posées concernant les montants inscrits pour la Maison des associations et le parc naturel des Plaines de l'Escaut : les explications ont été données (article, fonction où se trouvent ces différents montants...).

* I P A L L E: les cotisations versées pour l'incinération s'élèvent à 1.013.824,00 € et pour les parcs à conteneurs à 1.055.488,00 € soit un total de 2.069.312,00 €. Au niveau des traitements, aucune indexation n'a été appliquée au 1er janvier de l'exercice 2014.

Le directeur financier a ensuite fait la présentation des comptes annuels de l'exercice 2014 de la Ville de Tournai en commençant par les principaux événements qui ont influencé l'évolution des finances locales en 2014: ristourne emprunts CRAC, boni de liquidation CHRT, boni d'exploitation de l'asbl ORGA EXPO, perception dotation régionale plan MARSHALL, rattrapage perception des additionnels, personnel, dette...

Il a ensuite présenté et expliqué des tableaux et diagrammes reprenant les détails (comparaison, évolutions, impacts, détails des recettes...).

Les comptes annuels de l'exercice 2014 de la Ville de Tournai se clôturent avec les résultats budgétaires suivants :

Service ordinaire - Service extraordinaire

Recettes (Droits nets) : 109.296.620,01 49.622.205,20

Dépenses (Engagements) : 99.735.331,70 41.732.057,87

Résultat budgétaire : 9.561.288,31 7.890.147,33

Les résultats comptables de l'exercice :

Service ordinaire - Service extraordinaire

Droits constatés nets : 109.296.620,01 49.622.205,20

Imputations : 96.678.258,73 18.604.631,12

Excédents : 12.618.361,28 31.017.574,08

Les engagements à reporter à l'exercice suivant :

Ordinaire - Extraordinaire

Engagements à reporter : 3.057.072,97 23.127.426,75

Aucune autre question n'étant posée, le président clôture les travaux de la commission."

Il invite ensuite Madame l'Echevine PS des finances, **Laetitia LIENARD**, à prendre la parole. Celle-ci intervient comme suit:

"Un mot concernant la séance de présentation du compte 2014 et de la première modification budgétaire du budget 2015 qui s'est tenue le mardi 26 mai 2015.

Au niveau du compte, vous aurez constaté que le résultat est assez bon, puisqu'il s'élève à 4.264.397,00€. Ceci est extrêmement positif et appréciable dans le contexte budgétaire actuel.

Ce boni important s'explique au travers de plusieurs éléments, au niveau de nos dépenses et aussi au niveau de nos recettes.

Au niveau des dépenses, qu'est-ce qui explique un boni aussi important?

Il faut savoir qu'on a une variation de l'IPP allant de 19.676.000,00€ (chiffres estimés par le SPF Finances) à 23.674.000,00€ (chiffres définitifs), soit un écart de 3.998.000,00€ entre la prévision de départ et le montant réellement perçu. En conséquence, des variations à chaque MB.

Un deuxième élément, c'est qu'on a aussi maîtrisé les dépenses en termes de masse salariale.

- Maîtrise de la masse salariale. Prévision : 46.500.000,00€ - Dépense : 45.500.000,00€.

Un troisième élément de réponse, c'est aussi la maîtrise des dépenses de fonctionnement. Prévision : 14.100.000,00€ - Dépense : 12.500.000,00€. Il y a 1,6 million qui traîne, c'est bien et pas bien, car cela signifie qu'on a moins dépensé mais aussi ça veut dire qu'on peut encore mieux budgétiser.

Le quatrième élément, c'est la diminution des remboursements d'emprunts de 500.000,00€.

Nous sommes ainsi passés de 10.700.000,00€ à 10.200.000,00€.

Au niveau des recettes :

- les recettes de prestations sont moins élevées : 600.000,00€;

- les recettes de transferts sont également en diminution : 400.000,00€.

Le boni global est donc de 9,5 millions d'euros. Voilà le résumé pour le compte 2014.

En ce qui concerne la modification budgétaire 2015, la première de cette année, le boni de départ était de 128.000,00€. Notre budget a été réformé par la tutelle suite à l'arrivée des estimations à l'impôt des personnes physiques (IPP) par le Service public fédéral des finances. On passait de 19,6 millions à 20,5 millions.

Notre boni aujourd'hui est de 750.000,00€. La seule différence significative est la constitution d'une provision pour le paiement des cotisations ONSS APL. Voilà pour l'ordinaire.

Pour l'extraordinaire, je relèverai les masses financières les plus importantes attribuées au budget extraordinaire :

370.000,00€ => Sécurisation de la salle Lucas à la maison de la culture

300.000,00€ => Travaux de voirie (avenue des Peupliers (Tournai); rue du Bois de l'Allemont (Havinnnes); rampe du Pont de Fer (Tournai)

250.000,00€ => Achat d'un bus. On remet notre flotte à niveau et on va essayer de prévoir chaque année le renouvellement d'un bus.

80.000,00€ => Maison des associations

Voilà pour le résumé du compte et de la modification budgétaire."

Monsieur le Conseiller communal cdH, **Jean-Marie VANDENBERGHE**, prend ensuite la parole :

"Cette intervention a pour but de justifier notre vote. L'Echevine vient de rappeler les principaux éléments du compte. Nous en avons déjà parlé en commission. Je rappelle que nous avons accepté la présentation de ce point malgré les délais de réception des dossiers qui n'étaient pas admissibles. Nous l'avons accepté pour que la Ville puisse disposer d'un compte rapidement, même si les délais étaient un peu justes.

Les éléments à retenir sont la bonne progression du boni général et surtout la maîtrise des dépenses par rapport aux recettes. J'ai vérifié pour les deux dernières années. Ce n'est pas nouveau. Les finances communales sont toujours sujettes à des fluctuations, de prévision et de confirmation de recettes au niveau de l'IPP. D'une année à l'autre, cela peut varier de plusieurs millions d'euros. On constate que sur les deux années 2014 et 2013, globalement, les recettes sont de 189.400,00€ et les dépenses de 187.300,00€. Nous pouvons donc estimer que les dépenses sont bien maîtrisées par rapport aux recettes. On remarque également une évolution favorable du fonds des communes. C'est le résultat de la négociation qui a eu lieu il y a quelques années et qui, progressivement, amène son effet sur Tournai. Ça, c'est pour le compte que nous allons voter.

Par contre pour la modification budgétaire, nous sommes un peu mitigés. Une modification budgétaire tient toujours compte d'un budget de départ. Nous avons relevé dans cette modification 3 éléments positifs : une majoration des montants qui sont consacrés aux travaux de voirie, la sécurisation de la salle Lucas, qui nous tient particulièrement à coeur, ainsi que des investissements pour que l'on puisse installer les espaces verts dans des locaux et conditions décentes à Rumillies. Mais nous devons tenir compte de notre vote sur le budget initial. Je rappelle qu'il était négatif. Vu la décision d'augmenter radicalement la fiscalité comme on ne l'avait jamais connu à Tournai et dont on se demande toujours pourquoi, vu les chiffres actuels. Vous avez la chance d'avoir de bonnes nouvelles pour les recettes et une augmentation de la fiscalité qui va commencer à porter ses fruits en 2015.

Nous nous abstiendrons donc sur la modification budgétaire, car nous ne voulons pas non plus oublier ce que nous avons critiqué lors du débat sur le budget initial."

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Marie-Christine LEFEBVRE**, intervient à son tour :

"Pour le compte, c'est un vote dans le sens de la responsabilité. Nous sommes en situation budgétaire difficile. La Ville doit donc disposer d'un compte définitif le plus vite possible.

Au sujet de la modification budgétaire, une question me vient à l'esprit. Mon attention n'avait pas été attirée en commission par ce montant de 535.000,00€ inscrit en non-valeur pour 2014. Je réitère par ailleurs la question que j'ai posée en commission au sujet des 30.000,00€ de supplément pour l'asbl gestion centre-ville. J'ai lu cela dans le procès-verbal. Je voulais savoir en quoi cela consiste. J'ai eu la réponse aujourd'hui à ma question relative à l'augmentation de la cotisation d'IPALLE. Il s'agit en fait d'une indexation annuelle. Mes deux questions portent donc sur les 535.000,00€ de non-valeur et les 30.000,00€ d'augmentation des subsides à l'asbl gestion centre-ville."

Madame l'Echevine PS, **Ludivine DEDONDER**, lui répond au sujet de l'augmentation des subsides à la gestion centre-ville :

"Quelques explications à propos de ce montant de 30.000,00€. A la gestion centre-ville, nous avons 3 ouvriers urbains qui ont des contrats de premier emploi (CPE), subsidiés à 100%. Nous n'avons toujours pas reçu les subsides. On ne nous les annonce pas avant le mois de septembre. Nous avons dû demander cette somme à la Ville pour nous permettre de payer les salaires. Cet argent sera rendu à la Ville dès que nous aurons reçu les subsides. Lorsque l'on a discuté de la taxe sur les surfaces commerciales, il a été convenu que le produit de cette taxe reviendrait pour moitié à la gestion centre-ville et pour moitié à la Ville de Tournai. Le poste de la gestion centre-ville sera réduit de 30.000,00€.

Au sujet de l'indexation de la cotisation d'IPALLE, elle a été votée en décembre dernier dans le cadre du plan stratégique pour 3 ans. C'est une indexation qui sert à couvrir l'indexation du coût des fournisseurs, des frais d'exploitation, de la taxe de la Région wallonne. Après il y a des ristournes remises sous forme de dividendes. Le conseil d'administration du mois de décembre devra se prononcer. S'il y a une marge suffisante, la cotisation ne sera pas indexée. Quand je constate qu'on augmente encore les taxes au niveau de la Région wallonne, je doute qu'on puisse avoir la marge suffisante pour ne pas indexer. Mais j'espère toujours."

Madame l'Echevine PS des finances, **Laetitia LIENARD**, intervient à nouveau comme suit :

"Je remercie les deux chefs de groupe présents lors de la dernière commission d'avoir accepté de recevoir certaines informations inhérentes au compte, ce jour. Merci de leur collaboration et aussi de ne pas reporter le point et de respecter ainsi ce qui est prévu dans le Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

En ce qui concerne les non-valeurs, il s'agit simplement des dégrèvements suite à des faillites ou tout simplement des irrécouvrables au niveau des taxes. Il est vrai que le montant est assez important.

Si on analyse uniquement la situation financière de la Ville de Tournai, je peux comprendre la réflexion des Conseillers communaux Jean-Marie VANDENBERGHE et Marie-Christine LEFEBVRE. La semaine dernière, Madame la Conseillère communale ECOLO, Coralie LADAVI, avait relevé en commission que le boni de 4 millions d'euros était un résultat encourageant et confortable. Dire le contraire serait étonnant.

Je voudrais cependant souligner les variations des chiffres de l'impôt des personnes physiques.

Je rappelle qu'au compte 2013, nous étions en négatif de -2.390.000,00€.

En 2014 :

Le montant de 2013 : 19.676.000,00€

1ère estimation fédérale : 21.882.000,00€

2ème estimation : 23.960.000,00€

3ème estimation : 23.121.000,00€

Inscrit au compte 2014 (= montant perçu) : 23.674.000,00€

Pour le compte 2014 :

On avait : Budget 2014 (+19.000,00€) / Compte (+4.264.397,00€)

Quant à l'IPP pour le budget 2015 :

Inscription du montant 2013 (en attendant) : 19.676.000,00€

1ère estimation fédérale : 20.527.000,00€

Je vous rappelle que, pour le budget 2015, 19,6 millions d'euros étaient inscrits alors que normalement, si nous avons respecté la circulaire budgétaire, nous aurions dû prévoir le montant de 2014 de 23.600.000,00€. Nous serions dans l'embarras!

Ce boni ne doit pas pour autant nous conduire à danser la farandole! Nos règles comptables incluent, en effet, ce que l'on appelle les entités consolidées que sont la police, les régies, le CPAS et, depuis le 1er janvier 2015, la zone de secours de Wallonie picarde.

Au niveau de la police, je voudrais simplement dire que les moyens, qui sont alloués par l'Etat fédéral, ont été réduits de 2%. Hors, plus de 90% du budget de la zone servent à financer les salaires. Dès lors, les communes seront amenées à compenser cette perte.

Quant au CPAS, à l'heure actuelle, si sa situation est provisoirement stabilisée, il n'est pas définitivement tiré d'affaire pour autant. A ce jour, le 1er juin 2015, le CPAS est toujours en déficit de 1,5 million d'euros. Le CPAS doit toujours avoir recours à ses provisions qui sont de l'ordre de 3,3 millions cette année. Il prélèverait, selon les estimations, 1,3 million et l'année prochaine 2 millions d'euros. Dès 2017, les provisions ne permettront plus de présenter un budget à l'équilibre à l'exercice propre. Si on tient compte des exercices antérieurs, le déficit s'accroît.

Toujours pour le CPAS, un mot sur la prochaine rénovation du home "Le moulin à cailloux". Ce dossier est à l'examen du CPAS. Une réunion se déroulera courant de ce mois, avec les services compétents du SPW en vue d'envisager quel type de rénovation sera entamé afin que l'infrastructure soit aux normes wallonnes au plus tard en 2018.

De nos contacts avec le CRAC, il n'est pas envisageable de contracter des emprunts qui ne feraient qu'alourdir la charge au budget ordinaire. Le CPAS étudie dès lors la possibilité d'utiliser le produit de la vente de biens patrimoniaux afin de financer cette mise aux normes. Il restera donc à négocier avec le CRAC cette affectation qui, en principe, doit servir à rembourser les emprunts CRAC. Il faudra alors demander une dérogation.

A l'heure actuelle, nous n'avons aucune solution pour le paiement des cotisations ONSS APL du CPAS qui sont estimées à :

2015 : 2.100.000,00 €

2016 : 2.500.000,00 €

2017 : 2.800.000,00 €

2018 : 3.100.000,00 €

2019 : 3.500.000,00 €

2020 : 5.000.000,00 €

Compte tenu de l'importance de ces montants, une vérification a été demandée auprès de l'ONSS APL qui a confirmé ces chiffres. Cette situation n'est pas particulière à la Ville de Tournai. L'Union des villes et communes de Wallonie a tenu son assemblée générale vendredi dernier. Notre Echevin délégué à la fonction maïorale y a participé. L'Union des villes et communes de Wallonie estime que le surcoût cumulé pour les agents statutaires locaux atteindra 915 millions d'euros d'ici 2018!

En outre, il n'y a, à l'heure actuelle, aucune solution équilibrée pour subvenir à la problématique liée à l'insuffisance de la provision du surcoût du personnel mis à disposition du CHWAPI et ce, dès 2018. Celle-ci s'élève à 4,7 millions d'euros et devrait être épuisée vers 2018, puisque plus de 800.000,00 € y sont puisés chaque année, sans oublier la trésorerie avancée par la Ville, de l'ordre de 7 millions d'euros.

Nous devons y ajouter l'augmentation des revenus d'intégration sociale (RIS). Nous en connaissons l'ampleur à la fin de l'année.

Au vu de ce que je viens d'énoncer, vous comprendrez les difficultés auxquelles le CPAS doit faire face. Celui-ci aura bien besoin du soutien de la ville.

C'est dans ce contexte de responsabilité que je vous sou mets cette première modification budgétaire 2015."

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Marie-Christine LEFEBVRE**, remercie Madame l'Echevine des finances pour son honnêteté et sa transparence.

Elle souhaite disposer de la note d'intervention de Madame l'Echevine pour qu'il y ait une transparence complète.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Considérant les comptes annuels de l'exercice 2014 de la Ville de Tournai qui se clôturent avec les résultats budgétaires suivants (en euros) :

	Recettes (Droits nets)	Dépenses (Engagements)	Résultat budgétaire
Service Ordinaire	109.296.620,01	99.735.331,70	9.561.288,31
Service Extraordinaire	49.622.205,20	41.732.057,87	7.890.147,33

Considérant l'analyse de ces comptes annuels de l'exercice 2014:

Les comptes du défunt exercice affichent donc comme résultat budgétaire au service ordinaire la somme de **9.561.288,31 €** contre en 2013 : 6.708.350,61 € et en 2012 : 8.475.661,71 €.

Les crédits reportés s'élèvent à **3.057.072,97 €** contre **2.776.206,64 €** en 2013 (soit une hausse de 280.866,33 € (10,12 %)).

En 2008, le financement général des communes a connu une réforme en profondeur.

En effet, la Région wallonne a revu le décret COOLS de 1989, si bien que les dotations spécifiques et l'axe I du plan tonus communal, sont incorporés dorénavant dans la dotation communale principale. Le nouveau système de financement comprend aussi un mécanisme d'indexation du fonds.

Sous l'article 021/466-01, nous avons enregistré au Fonds des communes une recette de **19.227.391,03 €** contre 18.358.251,77 € en 2013 et 18.245.872,20 € en 2012 (soit une augmentation par rapport à la prévision budgétaire de 18.995.846,46 €).

Parmi les recettes de fonds, nous avons également reçu la mainmorte (157.437,00 €) et une compensation due à la forfaitisation des réductions du précompte immobilier à savoir 401.843,45 € (légère diminution).

La **fiscalité** locale a engendré des recettes pour un montant enrôlé ou non de 11.220.764,51 € pour des estimations budgétaires de 11.573.300,00 € (96,95 %). Un montant de 373.358,91 € a été passé en non-valeur au cours de l'exercice.

Les taxes additionnelles au nombre de 3 mais dont 2 sont versées par l'Etat fédéral s'élèvent globalement à 42.994.827,77 € (soit 99,51 % des prévisions budgétaires contre 95,77 % en 2013 et 93,94 % en 2012). Les frais de perception (1 %) se montent à 234.402,96€.

Les perceptions se présentent comme suit :

	Budget (en €)	Comptes (en €)	Taux de réalisation	€/habitant*
Précompte immobilier	19.137.316,41	18.758.728,27	98,02 %	268,59
I.P.P.	23.121.438,35	23.440.295,98	101,38 %	335,62
Autos	947.457,79	795.803,52	83,99 %	11,39
	43.206.212,55	42.994.827,77	99,51 %	615,60

(*) Nombre d'habitants au 1er janvier 2014 : 69.842

Grâce à la VIe réforme de l'Etat, les additionnels à la taxe automobile seront désormais perçus par la Direction générale opérationnelle (DGO) VII du Service Public Wallon.

Est venue s'ajouter, dans le cadre du Plan MARSHALL, une dotation régionale couvrant la compensation découlant de l'exonération du précompte immobilier d'un montant de 1.634.737,88 €.

En vertu des dispositions réglementaires qui nous permettent d'enrôler les taxes communales de l'exercice 2014 jusqu'au 30 juin 2015 (soit un montant de **451.706,41 €**), nous obtenons finalement les rendements suivants :

Libellé de la taxe	Budget 2014	Comptes 2014	Enrôlements 2015	Total enrôlé
Enlèvement et traitement des immondices	2.950.000,00	2.894.506,50	21.362,50	2.915.869,00
Force motrice	2.100.000,00	2.019.880,12	43.327,65	2.063.207,77
Panneaux publicitaires	335.000,00	299.142,75	116.035,50	415.178,25
Etablissements dangereux	48.000,00	79.200,00	1.650,00	80.850,00
Banques	45.000,00	41.700,00	2.100,00	43.800,00
Commerce de frites	23.300,00	38.700,00	35.925,00	74.625,00
Commerces de nuit	25.000,00	15.000,00	0,00	15.000,00
Pylônes de diffusion	50.000,00	50.000,00	0,00	50.000,00
Débites de boissons	30.000,00	24.256,25	5.037,50	29.293,75
Piscines	65.000,00	78.750,00	48.000,00	126.750,00
Terrains à bâtir non bâtis	15.000,00	35.255,59	1.575,00	36.830,59
Secondes résidences	68.000,00	56.887,50	8.275,00	65.162,50
Immeubles inoccupés	155.000,00	115.710,00	98.280,00	213.990,00
Ecrits publicitaires	670.000,00	699.629,04	53.000,85	752.629,89
Prestations hygiène publique	1.560.000,00	1.512.175,00	6.625,00	1.518.800,00
Spectacle cinématographique	115.000,00	88.768,78	15.549,91	104.318,69
Dancings	6.000,00	7.800,00	0,00	7.800,00

A noter que la recette de stationnement a rapporté 556.040,91 € (application de la TVA) pour une prévision de 630.000,00 €. Par contre, les droits d'emplacement pour les marchés locaux atteignent le chiffre de 129.352,20 € soit une augmentation par rapport à 2013 pour une recette budgétisée à 122.000,00 €.

Pour l'exercice, les recettes reprises sous le code 040 représentent donc 56.087.310,05 € soit 51,32 % des recettes totales (mais 56,54 % des recettes de l'exercice propre donc en hausse par rapport à 2013).

Les **recettes de dettes** (produits financiers bruts et dividendes) s'élèvent à 3.130.855,89 € et représentent donc **3,16 %** des recettes de l'exercice propre.

Le dividende de DEXIA via le HOLDING COMMUNAL n'est plus distribué.

Rappelons qu'en date du 12 décembre 2011, Dexia Banque a été nationalisée et est devenue la BELFIUS Banque sa.

Plus aucune ristourne commerciale de la Société wallonne des eaux (SWDE) ne sera versée dans le cadre de la reprise de la Régie communale des eaux.

Le dividende issu du secteur participation de l'agence intercommunale de développement (IDETA) s'élève à 1.494.991,74 €. Est venu s'ajouter aux recettes de dettes un dividende unique et exceptionnel récupéré auprès de l'asbl ORGA EXPO de 650.000,00 €.

La récupération des charges des emprunts-tiers auprès des Fabriques d'église s'élève à 26.448,86 €. A noter le versement d'un dividende par l'intercommunale de gestion de l'environnement (IPALLE) de 144.885,64 €.

Dans le cadre de la liquidation du Centre hospitalier régional de Tournai (CHRT), un dividende fut versé pour un montant de 699.996,00 € via le liquidateur. Ce montant fut mis en réserve comme sollicité par le Centre régional d'aide aux communes (CRAC).

La Ville de Tournai n'a plus bénéficié comme en 2010 et 2011 de la subvention fédérale via une convention de la Pré-zone opérationnelle du Hainaut occidental (P.Z.O) dont la gestion était intégrée dans notre comptabilité - la Prézone disposant dorénavant de ses propres organes de gestion et de sa trésorerie via un compte financier distinct.

*Les **dépenses** du service ordinaire se présentent comme suit à l'exercice propre :*

	Budget	%	Comptes	Taux de réalisation
Personnel	46.567.170,00 €	48.29 %	45.508.790,15 €	97.73 %
Fonctionnement	14.172.972,38 €	13.31 %	12.545.328,74 €	88.52 %
Transfert	30.557.110,18 €	27,49 %	25.905.662,64 €	84.78 %
Dettes	10.774.744,00 €	10,91 %	10.276.938,54 €	95.38 %
TOTAL	102.071.996,56 €	100,00 %	94.236.938.54 €	92,32 %

Relevons un prélèvement à l'ordinaire de 1.000.000,00 € pour alimenter le fonds de réserve extraordinaire.

La dotation à la zone de police s'est élevée à **10.422.961,25 €** et pour le Centre public d'action sociale, un montant de **9.239.276,00 €** a été versé.

Quant à I P A L L E, les cotisations versées pour l'incinération s'élèvent à 1.013.824,00 € et pour les parcs à conteneurs à 1.055.488,00 € soit un total de 2.069.312,00 €.

Rappelons qu'au niveau des traitements, aucune indexation n'a été appliquée au 1er janvier de l'exercice 2014.

Les diverses Fabriques d'église ont perçu 858.626,75 € en plusieurs tranches tandis que la Maison de la laïcité recevait 26.000,00 €.

Des subsides ont été distribués à toute une série d'association de fait ou non, sportives, culturelles, d'aide sociale,... pour un montant de 859.563,00 € (code 332-02 et 332-03).

Etant donné les problèmes de trésorerie rencontrés dans le courant du second semestre de l'année, il a été demandé auprès de BELFIUS plusieurs crédits à terme fixe hebdomadaires dont le coût en intérêts débiteurs s'élève à **14.421,92 €** (contre 4.209,66 € en 2013). Nous avons pu bénéficier de taux très bas.

Des non-valeurs ont été émises pour annuler des droits constatés non perçus d'exercices antérieurs pour un montant de 132.500,84 € (principalement pour les deux taxes couvrant les prestations d'hygiène publique) soit un montant beaucoup moindre qu'en 2013.

Le compte budgétaire du service extraordinaire se présente comme suit :

* au niveau des recettes (exercice propre) :

- recettes de transferts 3.671.485,76 €
- recettes d'investissements 0,00 €
- recettes de dettes (emprunts) 4.175.200,00 €

7.846.685,76 €

A noter d'emblée **aucune réalisation de patrimoine** au cours de l'année écoulée.

Des prélèvements sur le fonds de réserves extraordinaire ont été constatés pour un montant de 2.249.890,77 €.

Des dédommagements ont été perçus pour un montant de 89.102,55 € via ETHIAS pour l'incendie du Hall communal dit des Mouettes, de 595.501,77 € du service public fédéral (SPF) Finances administration de la TVA pour le parking souterrain de la rue Perdue et 180.560,00 € à titre de participation privée dans les travaux des façades.

La ville de TOURNAI a emprunté, pour l'exercice propre, un montant de 4.120.000,00 € auprès de BELFIUS Banque et accordé une avance de trésorerie pour le préfinancement du spectacle mapping sous forme d'un prêt remboursé fin d'année au Royal syndicat d'initiative communal Les Amis de TOURNAI asbl pour un montant de 55.000,00 €. Précisons que la Ville de TOURNAI a emprunté globalement **4.756.560,00 €** dont 636.360,00 € pour les exercices antérieurs.

* au niveau des dépenses (exercice propre) :

- dépenses de transferts 636.243,59 €
- dépenses d'investissements 8.337.991,46 €
- dépenses de dettes 272.831,09 €

9.247.066,14 €

Rappelons, pour les dépenses de **dettes**, qu'une avance de trésorerie sous forme de prêt remboursable a été accordée pour un montant de 55.000,00 € aux Amis de TOURNAI à laquelle il faut ajouter une prise de participations dans IPALLE pour 215.976,09 € contre 152.984,89 € en 2013 (via la Société publique de gestion de l'eau (SPGE) pour le financement des travaux d'égouttage) et une prise de participation dans la capital de l'Intercommunale de mutualisation informatique et organisationnelle (IMIO) pour 1.855,00 €.

En matière de dépenses de **transferts** (montant de 636.243,59 €), la mise en non-valeur de subsides en capital non perçus s'est comptabilisée à un montant de 413.275,34 €.

La Ville de TOURNAI a octroyé deux subsides à savoir l'un pour la restauration de la cathédrale (31.600,00 €) et l'autre à diverses fabriques d'église (150.000,00 €).

Exceptionnellement, un subside a été remboursé dans le cadre du programme Plan de Lutte Intégré Contre les Inondations (PLICI) pour un montant de 41.368,25 € pour programme non réalisé.

Quant aux dépenses d'**investissements**, les engagements les plus conséquents des 8.337.991,46 € sont :

- Administration centrale - informatique 611.645,16 €
- Travaux de voiries et autres 3.463.176,09 € (dont le nouveau Plan d'investissement pluriannuel : 1.228.700,00 €)
- Ecoles communales + maintenance Académie des Beaux-Arts 560.675,43 € + 95.000,00 €
- Infrastructures sportives dont Hall CET et piscines + musées 836.626,32 €
- Travaux études endoscopiques et entretien fossés 100.000,00 €
- Cimetière 186.057,50 €
- Cœur de ville + PLICI 1.862.655,18 €

De la comptabilité générale, nous obtenons le compte de résultats suivant pour un total de:

- recettes d'exploitation : 117.673.708,13 €

- charges d'exploitation : 109.578.482,84€

d'où se dégagent . un résultat courant de (boni) : 4.543.247,85 €

. un résultat d'exploitation de (boni) : 8.681.186,72 €

. un résultat exceptionnel (mali) : - 585.961,43 €

. un résultat de l'exercice : **8.095.225,29 €**

Contrairement à l'exercice 2013, le compte présente un boni courant et un résultat exceptionnel négatif.

Schématiquement, nous pouvons présenter le compte de résultats sous les classes principales 6 et 7 (en €) comme suit :

Classe 60 3.666.924,12 Classe 70 54.558.468,18

Classe 61 8.700.339,70 Classe 71 5.663.560,21

Classe 62 46.293.158,59 Classe 72/73 33.931.303,49

Classe 63 25.894.208,18

Classe 64 6.484.225,65 Classe 74 20.384,19

Classe 65 3.795.499,16 Classe 75 5.203.887,18

Classe 66 10.789.211,41 Classe 76 14.927.150,28

Classe 67 185.275,58 Classe 77 1.119.063,83

Classe 68 3.769.640,45 Classe 78 2.249.890,77

Total 109.578.482,84 Total 117.673.708,13

Classe 69 8.095.225,29 € (Boni de l'exercice)

Le bilan présente une masse tant au passif qu'à l'actif de **518.112.807,07 €**.

La dette communale présente un solde restant dû de 98.331.116,14 € qui se décompose comme suit :

Emprunts	Montant	€ / habitant*
Emprunts communaux (710)	80.255.634,80 € + TEC 29.265,00 €	1.149,52 €
Emprunts Etat (714)	185.136,85 €	2.65 €
Emprunts tiers (721)	214.374,63 €	3,07 €
Emprunts CRAC (715)	19.231.115,43 €	275.35 €

(*) Population au 1er janvier 2014 : 69.842 habitants

Rappelons qu'en 2007, la Région wallonne a repris les dettes comprenant tous les emprunts C.R.A.C c'est-à-dire les emprunts d'aide extraordinaire (Axe II, pensions communales, déficit hospitalier - code 715) sauf celui contracté pour financer la construction du nouveau commissariat (n° 3827 – code 710).

Les charges de ces emprunts sont toujours comptabilisées mais sans impact budgétaire.

L'intervention du Centre public d'action sociale (C.P.A.S.) dans un emprunt n'est plus réclamée et une écriture comptable correspondant à l'intervention communale dans les prêts et leurs charges financières est inscrite suivant la circulaire de la Région Wallonne du 6 novembre 2008.

Reste toutefois à notre charge l'emprunt contracté pour l'augmentation du capital du Holding communal à hauteur de 2.893.168,64 € en 10 ans auprès du CRAC (N° 4131 - code 710 - échéance 2019).

Sous l'article 00075/211-05, nous retrouvons un montant de 349.798,43 € à titre de charges annuelles (intérêts + amortissements)

La valeur comptable de la dette communale (solde restant dû) a donc évolué comme suit au cours de ces dernières années :

2006 : 96.610.317,37 €

2007 : 94.885.105,47 €

2008 : 95.837.469,85 €

2009 : 97.712.448,69 €

2010 : 102.171.055,50 €

2011 : 110.598.025,72 €

2012 : 102.860.799,26 €

2013 : 100.930.206,53 €

2014 : 98.358.357,83 €

Grâce au remboursement anticipé en 2012 de certains emprunts CRAC (n° 3601,3937,3944,4013 (partie)) via le goodwill de la reprise de la caisse d'épargne locale, la Ville a obtenu de la Région wallonne une ristourne de **1.096.668,96 €** inscrite, au service ordinaire, sous les articles 00020 /464-01(179.780,52 €) et 00071 /464-01 du compte (916.888,44 €).

Les actifs immobilisés (hors incorporel) passent de 409.483.384,49 € à 419.885.619,14 €.

Les immobilisations en cours d'exécution sont passées de 25.539.687,28 € à 17.277.342,95 €.

Les créances à un an au plus se chiffrent à 32.241.053,09 €.

La classe 5 reprenant tous les comptes financiers présente un solde de 14.733.829,16 €.

Les dettes à un an au plus connaissent une hausse et passent de 14.403.237,97 € à 16.380.682,08 €.

Schématiquement, nous obtenons le bilan suivant :

ACTIF PASSIF

Classe 2 464.026.939,44 € Classe 1 496.178.202,14 €

Classe 4 32.241.053,09 € Classe 4 16.380.682,08 €

Classe 5 14.733.829,16 € Classe 48/49 5.553.922,85 €

Classe 48/49 7.110.985,08 €

Total : 518.202.807,07 € Total : 518.202.807,07 €;

Considérant que le Collège communal est invité à arrêter provisoirement les comptes annuels 2014 aux chiffres présentés et à les soumettre pour approbation aux autorités de tutelle régionale sachant que les comptes communaux techniques ont été examinés par le comité de direction en date du 2 mars 2015;

Considérant qu'une nouvelle obligation est venue s'ajouter au travers du décret du 27 mars 2014 modifiant certaines dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et visant à améliorer le dialogue social;

Considérant que le compte doit être transmis pour le 15 juin au plus tard à la cellule e-Comptes de la Région wallonne pour les statistiques d'EUROSTAT dans le cadre du pacte européen de stabilité des finances publiques;

A l'unanimité;

ARRETE:

aux chiffres présentés les comptes annuels de l'exercice 2014 de la Ville de Tournai (comptes budgétaires, bilan, compte de résultats et la synthèse analytique) (en euros) :

Compte budgétaire

	Recettes (Droits nets)	Dépenses (Engagements)	Résultat budgétaire
--	-----------------------------------	-----------------------------------	----------------------------

Service ordinaire	109.296.620,01	99.735.331,70	9.561.288,31
Service extraordinaire	49.622.205,20	41.732.057,87	7.890.147,33
	Recettes (Droits nets)	Dépenses (Imputations)	Résultat comptable
Service ordinaire	109.296.620,01	96.678.258,73	12.618.361,28
Service extraordinaire	49.622.205,20	18.604.631,12	31.017.574,08

Compte de résultats

	Produits	Charges	Boni/mali
Résultat d'exploitation	114.304.753,53	105.623.566,81	8.681.186,72
Résultat exceptionnel	3.368.954,60	3.954.916,03	- 585.961,43
Résultat de l'exercice	117.673.708,13	109.578.482,84	8.095.225,29

* Total **actif/passif** 518.112.807,07

* **Résultats** globalisés 65.333.914,80

* **Réserves** 6.015.263,04

42. Finances communales. Subsidés 2015. Octroi de subsides aux associations locales (2ème partie). Approbation.

Madame la Conseillère communale **L. BARBAIX** sort de séance.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que les communes disposent de la possibilité d'accorder une subvention à des associations locales en vue de les soutenir dans le développement de leurs initiatives conformément à la loi du 14 novembre 1983 et au Code de la démocratie locale et de la décentralisation (troisième partie, livre IV, chapitre unique – modifié par le décret du 31 janvier 2013) relatifs à l'octroi et au contrôle des subventions octroyées par [notamment] les communes;

Considérant qu'il a été décidé de revoir globalement la politique d'octroi des subsides [procédure et modalités d'octroi (critères objectifs,...)] dans le cadre du budget 2015;

Considérant la délibération du Conseil communal du 10 novembre 2014 instaurant un règlement sur l'octroi et le contrôle de l'octroi de subventions aux associations locales;

Considérant que plusieurs demandes d'aide financière ont été introduites fin 2014 et depuis le 1er janvier 2015 par des associations locales;

Considérant la délibération du Conseil communal du 16 septembre 2013 par laquelle il a décidé de déléguer au Collège communal, pour la durée de la législature, la compétence d'octroyer les subventions :

- qui figurent nominativement au budget, dans les limites des crédits qui y sont inscrits à cet effet et approuvés par l'autorité de tutelle

- en nature

- motivées par l'urgence ou en raison de circonstances impérieuses et imprévues;

Considérant pour rappel qu'il faut distinguer les subsides **nominativement inscrits au budget**, des **crédits à répartir** entre différentes associations;

Considérant que les **subsidés nominatifs** n'ayant pas encore fait l'objet d'une décision lors du Conseil communal du 27 avril 2015 sont inscrits au budget 2015, comme suit :

Article	Libellé	Budget 2015 (€)
104/332-02	Subside à la fédération des secrétaires communaux	250,00
1041/332-02	Subside à la fédération des receveurs communaux	250,00
421/332-02	Subside ASBL A.P.P.E.R.	2.000,00
5611/332-02	Subside aux amis de Tournai ASBL	85.000,00
5612/332-02	Subside à Tournai Commerces ASBL	7.100,00
6205/332-02	Subvention service de remplacement agricole	2.500,00
7222/332-02	Enseignement primaire - subventions fédération sportive de l'enseignement communal	4.400,00
76203/332-02	Subside à l'ASBL Ramdam	20.000,00
76204/332-02	Subside fondation Roger de le Pasture	2.500,00
7621/332-02	Subside pour la piste aux espoirs ASBL	15.000,00
7623/332-03	Subside à l'ASBL centre culturel transfrontalier - Maison de la Culture	220.000,00
7625/332-02	Subside à Infor Jeunes ASBL	16.500,00
7627/332-03	Subside au centre de la marionnette ASBL	15.000,00
76301/332-02	Subside à Carnaval de Tournai ASBL	18.000,00
76302/332-02	Subside à l'accordéon, moi j'aime ASBL	3.000,00
7632/332-02	Subside ASBL fondation Auschwitz	620,00
7645/332-02	Subside aux Tournaisiades	10.000,00
80101/332-02	Subside à Veeweyde Tournai ASBL	17.110,00
871/332-02	Subside à la Croix-Rouge de Belgique - section locale de Tournai	2.500,00
878/332-02	Subside à la commission de sauvegarde du patrimoine funéraire	2.500,00

Considérant que les **crédits à répartir** sont inscrits au budget 2015 comme suit :

Article	Libellé	Crédit initial	Solde à répartir
---------	---------	----------------	------------------

161/332-02	Subsides pour l'aide au développement	20.000,00	20.000,00
5211/321-01	Primes aux lauréats du marché aux fleurs	600,00	600,00
6204/332-02	Subvention associations d'éleveurs, d'agriculteurs	1.000,00	1.000,00
652/332-02	Subvention aux cercles de pêche	250,00	250,00
7601/331-01	Subside d'encouragement aux artistes	2.000,00	2.000,00
761/332-02	Subside aux associations de jeunesse	10.000,00	4.300,00
762/332-02	Subside aux associations culturelles et de loisirs	9.500,00	7.000,00
76201/332-02	Subside aux associations - Chorales	2.700,00	2.700,00
76202/332-02	Subside aux associations - Fanfares	4.500,00	4.500,00
763/331-01	Subsides et primes accordés aux ménages	300,00	300,00
763/332-02	Subside pour fêtes et cérémonies	38.000,00	27.500,00
7631/332-02	Subside aux sociétés patriotiques	4.000,00	4.000,00
764/331-01	Subside	2.800,00	2.800,00

	d'encouragement aux sportifs		
764/332-02	Subsides aux associations sportives	63.000,00	61.000,00
766/331-01	Primes concours "Façades fleuries"	1.500,00	1.500,00
775/331-01	Prix artistique	3.500,00	3.500,00
801/332-02	Subside à diverses associations - Aide sociale	23.750,00	23.750,00
80105/332-02	Subsides aux associations protectrices des animaux	2.500,00	2.500,00
930/331-01	Primes à la restauration de façades non classées	12.400,00	12.400,00
TOTAL		202.300,00	181.600,00

Considérant que les demandes suivantes ont été introduites par des associations qui satisfont à différents points de l'article 11 du Règlement communal sur l'octroi et le contrôle de l'octroi des subsides qui dispose:

"L'objet de la demande de subvention s'inscrira :

- dans les objectifs stratégiques et opérationnels définis dans le Programme de politique générale 2012-2018 et le Programme stratégique transversal 2013-2018, comme suit :

- * agir pour créer de l'activité économique et de l'emploi
- * agir pour garantir la cohésion sociale, la solidarité
- * agir pour s'affirmer comme une région de qualité : enseignement, culture, sport
- * agir pour atteindre l'excellence environnementale
- * agir pour relever le défi de l'attractivité urbaine et rurale
- * agir pour valoriser notre situation géographique
- * agir pour remporter l'enjeu de la gouvernance et de la participation.

- dans les valeurs arrêtées dans la Charte des valeurs :

- * respect – Etre respecté et être respectueux
- * qualité – Donner le meilleur de soi
- * honnêteté – Etre intègre
- * bien-être – Qualité de la vie
- * écoute – Entendre, s'entendre et être entendu
- * solidarité – Etre plus forts ensemble
- * service public – Etre un vrai service public local "

Article 763/332-02. Subsidés pour fêtes et cérémonies. Crédit Initial : 38.000,00€ - solde disponible : 27.500,00€		
Association	Motif de la demande	Décision Collège 30/04/2015
Centre culturel d'Ere	Soutien à l'organisation du festival "Les gens d'Ere"	4.000,00€
Anim'associés	Soutien à l'organisation du festival itinérant "D'zours en ballade"	1.000,00€
Fédération de jeu de fer du Tournaisis	Organisation de la fête du jeu de fer	250,00€
TOTAL : 5.250,00€		
Article 764/332-02 "Subsidés aux associations sportives". Crédit initial : 63.000,00€ - solde disponible : 61.000,00€		
La Transfrontalière Tournai/Villeneuve d'Ascq	Soutien aux rencontres sportives internationales	2.000,00€
Vautour Tennis club	Soutien au fonctionnement de l'association	4.000,00€
FC Vaulx	Soutien pour travaux d'éclairage et de sécurisation	3.000,00€
TOTAL : 9.000,00€		
Article 762/332-02 "Subsidés aux associations culturelles et de loisirs". Crédit initial : 9.500,00€ - solde disponible : 7.000,00€		
Cercle d'histoire Vallée du rieu de Barges ASBL	Soutien au fonctionnement de l'association	250,00€
Royale Cécilia d'Ere	Organisation du 32ème camp musical	400,00€
Association tournaissienne d'improvisation ASBL	Organisation des rencontres européennes d'impro à la halle-aux-draps	1.000,00€
TOTAL : 1.650,00€		
Article 801/332-02 "Subsidés à diverses associations. Aide sociale". Crédit initial : 23.750,00€ - solde disponible : 23.750,00€		
Empathicclown ASBL	Fonctionnement de l'association d'aide aux personnes fragilisées	1.000,00€
TOTAL : 1.000,00€		
Article 761/332-02 "Subsidés aux associations de jeunesse". Crédit initial : 10.000,00€ - solde disponible : 4.300,00€		
Infor-jeunes	Organisation du welcome week	2.000,00€
TOTAL : 2.000,00€		
TOTAL OCTROYE DANS LES ARTICLES GENERAUX : 18.900,00€		

Considérant que les associations suivantes, bénéficiaires d'un **subside nominatif**, ont complété le formulaire prévu par le Règlement communal relatif à l'octroi et au contrôle de l'octroi des subventions ou sont liées à la Ville par une convention :

ARTICLE	ASSOCIATION	MONTANT
7632/332-02	Mémoire d'Auschwitz ASBL	620,00€
80101/332-02	VEEWEYDE ASBL	17.110,00€
421/332-02	APPER Hainaut ASBL	2.000,00€
7222/332-02	Fédération sportive de l'enseignement communal	4.400,00€
76204/332-02	Fondation Roger de le Pasture ASBL	2.500,00€
76302/332-02	Accordéon, moi j'aime. ASBL	3.000,00€
6205/332-02	Service de remplacement agricole du Tournaisis	2.500,00€
5612/332-02	Association générale des commerçants de l'entité tournaissienne ASBL	7.100,00€
7627/332-03	Centre de la marionnette de la Communauté française de Belgique. Convention bâtiment + festival découvertes et images	10.000,00€ 5.000,00€
7625/332-02	Infor-jeunes ASBL	16.500,00€
	TOTAL	70.730,00€

Considérant que, selon leurs déclarations dans le formulaire officiel de demande, les associations suivantes répondent ou pas aux prescrits de l'article 12 du règlement communal sur l'octroi et le contrôle de l'octroi des subsides comme suit :

<p>Article 12 (règlement communal sur l'octroi et le contrôle de l'octroi des subventions) : pour pouvoir introduire une demande de subside, l'association doit remplir les conditions suivantes :</p> <p>a) se prévaloir d'une existence de minimum 1 an précédant l'année de la demande</p> <p>b) avoir son siège social sur le territoire de l'entité et intéresser un nombre significatif d'habitants de la Ville de Tournai</p> <p>c) à défaut de répondre au point "b", justifier d'activités régulières ou d'un impact significatif envers la population de l'entité</p> <p>d) disposer d'un compte ouvert au nom de l'association</p> <p>e) disposer de statuts conformes à la loi du 2 mai 2002 et/ou d'un règlement d'ordre intérieur actualisé (si existant)</p> <p>f) promouvoir des activités :</p> <ul style="list-style-type: none"> * basées sur un calendrier * qui s'inscrivent dans une politique d'ouverture au public * qui font l'objet d'une publicité. <p>g) ne pas avoir d'activités contraires aux principes de la déclaration universelle des droits de l'homme ni se prévaloir de publications ou d'activités à caractère raciste, xénophobe ou sexiste.</p> <p>Date out/date in = date d'envoi du formulaire de demande et date de réception à l'administration.</p>								
Demandeur	Critère A	Critère B	Critère C	Critère D	Critère E	Critère F	Critère G	Date out/in

Centre culturel d'Ere	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	24/03 24/04
Anim'associés	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	21/01 31/03
Fédération de jeu de fer	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	19/02 09/04
Transfrontalière	OK	NON	OK	OK	OK	OK	OK	02/04 23/04
Vautour tennis club	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	23/04 24/04
FC Vaulx	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	23/04 24/04
Cercle d'histoire vallée du rieu de Barges	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	18/03 01/04
Royale Cécilia Ere	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	21/04 23/04
Association tournaisienne d'improvisation	OK	NON	OK	OK	OK	OK	OK	17/04 23/04
EmpathicLown	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	21/01 25/03
Infor-Jeunes	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	18/03 10/04
Mémoire Auschwitz	OK	NON	OK	OK	OK	OK	OK	18/03 24/03
Veeweyde Tournai	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	18/03 02/04
APPER Hainaut	OK	NON	OK	OK	OK	OK	OK	18/03 08/04
Fédération sportive enseignement communal	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	18/03 01/04
Fondation de le Pasture	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	18/03 02/04
L'accordé	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	18/03

on, moi j'aime								09/04
Remplacement agricole du Tournaisiens	OK	NON	OK	OK	OK	OK	OK	18/03 20/04
Tournai Commerces	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	18/03 21/04
Centre de la marionnette	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	21/03 22/03

Considérant que les subsides repris dans la présente délibération sont accordés pour promouvoir des activités réalisées par les diverses associations bénéficiaires animant culturellement, sportivement, voire économiquement la cité, et utiles à l'intérêt général;

Considérant qu'il est de bonne administration de les soutenir financièrement par l'octroi d'une subvention destinée à permettre la poursuite des activités, et plus particulièrement de faire face au paiement d'une partie de leurs dépenses de fonctionnement;

Considérant que les subsides sont octroyés exclusivement dans la limite des crédits ordinaires disponibles et dans le respect du Règlement communal relatif à l'octroi et au contrôle de l'octroi des subventions;

Considérant que les subsides repris dans la présente décision sont constitués par un ou des versement(s) en numéraire sur le compte de l'association bénéficiaire;

Considérant que les subsides seront liquidés conformément aux dispositions du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation;

Considérant qu'il est proposé d'examiner les dossiers introduits par les associations locales sur base de l'octroi des subsides lors de l'exercice 2014, et ainsi de limiter l'impact budgétaire;

Considérant les délibérations du Conseil communal des 31 mars 2014, 28 avril 2014, 30 juin 2014, 22 septembre 2014, 10 novembre 2014, 16 décembre 2014 relatives à l'octroi de subsides pour l'exercice 2014;

Considérant la délibération du Conseil communal du 27 avril 2015 relative à l'octroi de subsides pour l'exercice 2015;

Vu l'avis positif du directeur financier du 27 avril 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

A l'unanimité

DECIDE

1/ d'approuver les subsides repris au service ordinaire comme suit :

ARTICLE	ASSOCIATION	MONTANT
7632/332-02	Mémoire d'Auschwitz ASBL	620,00€
80101/332-02	Veeweyde ASBL	17.110,00€
421/332-02	APPER Hainaut ASBL	2.000,00€
7222/332-02	Fédération sportive de l'enseignement communal	4.400,00€
76204/332-02	Fondation Roger de le Pasture ASBL	2.500,00€

ARTICLE	ASSOCIATION	MONTANT
76302/332-02	L'accordéon, moi j'aime. ASBL	3.000,00€
6205/332-02	Service de remplacement agricole du Tournaisis	2.500,00€
5612/332-02	Association générale des commerçants de l'entité tournaissienne ASBL	7.100,00€
7627/332-03	Centre de la marionnette de la Communauté française de Belgique. Convention bâtiment + festival découvertes et images	10.000,00€ 5.000,00€
7625/332-02	Infor Jeunes ASBL	16.500,00€
	TOTAL	70.730,00€

2/ d'examiner les demandes d'aide financière adressées par les associations et d'octroyer les subsides (2ème partie) repris au service ordinaire comme suit :

Article 763/332-02. Subsides pour fêtes et cérémonies. Crédit Initial : 38.000,00€ - solde disponible : 27.500,00€		
Association	Motif de la demande	MONTANT 2015
Centre culturel d'Ere	Soutien à l'organisation du festival "Les gens d'Ere"	4.000,00€
Anim'associés	Soutien à l'organisation du festival itinérant "D'zours en ballade"	1.000,00€
Fédération de jeu de fer du Tournaisis	Organisation de la fête du jeu de fer	250,00€
TOTAL : 5.250,00€		
Article 764/332-02 "Subsides aux associations sportives". Crédit initial : 63.000,00€ - solde disponible : 61.000,00€		
La Transfrontalière Tournai/Villeneuve d'Ascq	Soutien aux rencontres sportives internationales	2.000,00€
Vautour Tennis club	Soutien au fonctionnement de l'association	4.000,00€
FC Vaulx	Soutien pour travaux d'éclairage et de sécurisation	3.000,00€
TOTAL : 9.000,00€		
Article 762/332-02 "Subsides aux associations culturelles et de loisirs". Crédit initial : 9.500,00€ - solde disponible : 7.000,00€		
Cercle d'histoire Vallée du rieu de Barges ASBL	Soutien au fonctionnement de l'association	250,00€
Royale Cécilia d'Ere	Organisation du 32ème camp musical	400,00€
Association tournaissienne d'improvisation ASBL	Organisation des rencontres européennes d'impro à la halle-aux-draps	1.000,00€

Article 763/332-02. Subsidés pour fêtes et cérémonies. Crédit Initial : 38.000,00€ - solde disponible : 27.500,00€		
Association	Motif de la demande	MONTANT 2015
TOTAL : 1.650,00€		
Article 801/332-02 "Subsidés à diverses associations. Aide sociale". Crédit initial : 23.750,00€ - solde disponible : 23.750,00€		
Empathicclown ASBL	Fonctionnement de l'association d'aide aux personnes fragilisées	1.000,00€
TOTAL : 1.000,00€		
Article 761/332-02 "Subsidés aux associations de jeunesse". Crédit initial : 10.000,00€ - solde disponible : 4.300,00€		
Infor-jeunes	Organisation du welcome week	2.000,00€
TOTAL : 2.000,00€		
TOTAL OCTROYE DANS LES ARTICLES GENERAUX : 18.900,00€		

3/ que les crédits, ou le solde de ceux-ci, feront l'objet d'une décision ultérieure comme suit :

Article	Libellé	Crédit initial	Solde disponible	Solde après nouveaux octrois
161/332-02	Subsidés pour l'aide au développement	20.000,00€	20.000,00€	20.000,00€
5211/321-01	Primes aux lauréats du marché aux fleurs	600,00€	600,00€	600,00€
6204/332-02	Subvention associations d'éleveurs, d'agriculteurs	1.000,00€	1.000,00€	1.000,00€
652/332-02	Subvention aux cercles de pêche	250,00€	250,00€	250,00€
7601/331-01	Subside d'encouragement aux artistes	2.000,00€	2.000,00€	2.000,00€
761/332-02	Subside aux associations de jeunesse	10.000,00€	4.300,00€	2.300,00€
762/332-02	Subside aux associations culturelles et de loisirs	9.500,00€	7.000,00€	5.350,00€
76201/332-02	Subside aux associations - chorales	2.700,00€	2.700,00€	2.700,00€
76202/332-02	Subside aux associations - Fanfares	4.500,00€	4.500,00€	4.500,00€

763/331-01	Subsides et primes accordés aux ménages	300,00€	300,00€	300,00€
763/332-02	Subside pour fêtes et cérémonies	38.000,00€	27.500,00€	22.250,00€
7631/332-02	Subside aux sociétés patriotiques	4.000,00€	4.000,00€	4.000,00€
764/331-01	Subside d'encouragement aux sportifs	2.800,00€	2.800,00€	2.800,00€
764/332-02	Subsides aux associations sportives	63.000,00€	61.000,00€	52.000,00€
766/331-01	Primes concours "Façades fleuries"	1.500,00€	1.500,00€	1.500,00€
775/331-01	Prix artistique	3.500,00€	3.500,00€	3.500,00€
801/332-02	Subside à diverses associations - Aide sociale	23.750,00€	23.750,00€	22.750,00€
80105/332-02	Subsides aux associations protectrices des animaux	2.500,00€	2.500,00€	2.500,00€
930/331-01	Primes à la restauration de façades non classées	12.400,00€	12.400,00€	12.400,00€
TOTAL		202.300,00€	181.600,00€	162.700,00€

**43. Finances communales. Dotation communale 2015 à la zone de police du Tournaisis.
Révision. Approbation.**

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Considérant la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police Intégré (S.P.I.) structuré en deux niveaux;

Considérant l'arrêté royal du 5 septembre 2001 portant sur le règlement général de la comptabilité de la police locale;

Considérant le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant qu'il revient à chaque Conseil communal de déterminer sa contribution à la zone de police pluricommunale, conformément à l'article 40, alinéa 3 de la loi organisant un service de police Intégrée;

Considérant que la zone de police du Tournaisis a revu ses calculs suite à la non-indexation certaine des salaires en 2015 et a diminué le montant des dotations communales;

Considérant qu'il convient ainsi de diminuer la dotation principale de 207.683,24€ et de la fixer à 10.384.161,79€;

Considérant que la dépense est adaptée en modification budgétaire, exercice 2015, sous l'article 330/435-01;

Considérant qu'en vertu de l'article 71 de la loi organisant un service de police intégré, la délibération sera envoyée pour approbation au Gouverneur;
Sur proposition du Collège communal;
A l'unanimité,

DECIDE

de revoir, pour l'exercice 2015, la dotation communale principale au montant de 10.384.161,79€ (article 330/435-01) à laquelle s'ajoute 311.235,49€ de dotation complémentaire inchangée (article 33001/435-01), soit un total de 10.695.397,28€ au bénéfice du service ordinaire du budget de la zone de police du Tournaisis (Antoing Brunehaut-Rumes-Tournai/Zone de police 5316).

44. Finances communales. Exercice 2015. Modifications budgétaires n°1.

Madame la Conseillère **L. BARBAIX** rentre en séance.

Par 27 voix pour et 6 abstentions, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, A. PESIN, G. LECLERCQ, J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, D. SMETTE, B. MAT, J. DEVRAY, B. LAVALLEE, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISSET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSSSENS, MM. L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, A. MELLOUK, M. R. DELVIGNE, Mme L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM V. BRAECKELAERE, A. BOITE, M. P.-O. DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale et M. R. DEMOTTE, Président d'assemblée.

Se sont abstenus : M. J.-M. VANDENBERGHE, Mmes M.-C. LEFEBVRE, M. WILLOCQ, H. CLEMENT-COUPLET, M. X. DECALUWE, Mme C. LADAVID.

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant qu'il convient d'adapter certains crédits du budget ordinaire (déficit et dividendes du Centre hospitalier régional de Tournai (C.H.R.T.), dotations à la zone de secours et à la zone de police,...) et du budget extraordinaire (divers avenants, dépassement de quantités présumées, travaux urgents,...);

Considérant le vote en même séance du compte communal 2014;

Considérant l'article 10 du Règlement Général de la Comptabilité Communale qui stipule : "Aussitôt que le compte budgétaire de l'exercice antérieur est arrêté par le Conseil communal, l'excédent ou le déficit estimé qui a été porté au budget est remplacé par celui résultant du compte ainsi arrêté, par voie de modification budgétaire."

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-23, L1122-26, L1122-30, et Première partie, livre III;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2007 portant le règlement général de la comptabilité communale, en exécution de l'article L1315-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu le rapport favorable de la Commission visée à l'article 12 du Règlement général de la comptabilité communale;

Attendu que le Collège veillera au respect des formalités de publication prescrites par l'article L1313-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Attendu que le Collège veillera également, en application de l'article L1122-23, § 2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, à la communication de la présente modification budgétaire, dans les cinq jours de son adoption, aux organisations syndicales représentatives ainsi qu'à l'organisation, sur demande desdites organisations syndicales et avant la transmission de la

présente modification budgétaire aux autorités de tutelle, d'une séance d'information présentant et expliquant la présente modification budgétaire;
Vu l'avis positif du directeur financier du 7 mai 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;
Sur proposition du Collège communal;
Par 27 voix pour et 6 abstentions;

DECIDE

d'approuver, comme suit, la modification budgétaire n°1 de l'exercice 2015 :

	Service ordinaire	Service extraordinaire
Recettes exercice proprement dit	104.299.111,34 €	18.185.169,24 €
Dépenses exercice proprement dit	103.548.858,93 €	20.920.183,60 €
Boni/mali exercice proprement dit	+ 750.252,41 €	- 2.735.014,36 €
Recettes exercices antérieurs	10.101.747,41 €	11.962.810,33 €
Dépenses exercices antérieurs	1.584.065,19 €	1.027.191,37 €
Prélèvements en recettes	0,00 €	3.171.480,73 €
Prélèvements en dépenses	1.500.000,00 €	5.481.938,00 €
Recettes globales	114.400.858,75 €	33.319.460,30 €
Dépenses globales	106.632.924,12 €	27.429.312,97 €
Boni	7.767.934,63 €	5.890.147,33 €

45. Intercommunale de mutualisation en matière informatique et organisationnelle (IMIO). Assemblée générale. Ordre du jour. Approbation.

Madame la Conseillère communale **L. BARBAIX** sort de séance.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;
Vu le programme de politique générale (déclaration de politique communale 2012-2018) adopté par le Conseil communal du 18 décembre 2012 prévoyant, notamment, la mise en place d'une e-administration, d'un e-collège et e-conseil comme priorité en s'investissant dans une structure de mutualisation informatique intercommunale (page 54 de la déclaration de politique communale);
Considérant l'affiliation, en date du 30 juin 2014, de la Ville de Tournai à l'intercommunale de mutualisation en matière informatique et organisationnelle (IMIO);
Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et, notamment, ses articles L1523-6 et L1523-11 à L1523-14;
Considérant les points portés à l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire de l'intercommunale précitée, qui se tiendra le jeudi 4 juin 2015, à 18 heures 30, à l'hôtel Charleroi Airport, chaussée de Courcelles, 115 à 6041 Gosselies;
Sur proposition du Collège communal;
A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1: d'approuver l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire de l'intercommunale IMIO (4 juin 2015), qui est constitué de huit points:

1. présentation du rapport de gestion du conseil d'administration
2. présentation du rapport du collège des contrôleurs aux comptes
3. présentation et approbation des comptes 2014
4. décharge aux administrateurs
5. décharge aux membres du collège des contrôleurs aux comptes
6. évaluation du plan stratégique
7. désignation d'administrateurs
8. désignation d'un collège de deux réviseurs. Attribution.

Article 2: de charger les délégués de la Ville de se conformer à la volonté exprimée par le Conseil communal.

La présente délibération sera communiquée:

- à l'intercommunale IMIO;
- aux représentants de la Ville;
- au gouvernement provincial;
- au ministre régional de tutelle sur les intercommunales.

46. Intercommunale d'oeuvres médico-sociales des arrondissements de Tournai-Ath-Mouscron et des cantons limitrophes (I.M.S.T.A.M.). Assemblée générale ordinaire. Ordre du jour. Approbation.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant l'affiliation de la Ville de Tournai à l'intercommunale d'oeuvres médico-sociales des arrondissements de Tournai-Ath-Mouscron et des cantons limitrophes (I.M.S.T.A.M.);

Considérant le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et, notamment, ses articles L1523-6 et L1523-11 à L1523-14;

Considérant les points portés à l'ordre du jour de l'assemblée générale de l'intercommunale précitée qui se tiendra le jeudi 4 juin 2015, à 19 heures, à l'athénée provincial de Leuze-en-Hainaut;

Considérant que la délibération sera communiquée :

- à l'I.M.S.T.A.M.
- aux représentants de la ville
- au gouvernement provincial
- au ministre régional de tutelle sur les intercommunales;

A l'unanimité;

DECIDE

d'approuver les sept points de l'ordre du jour de l'assemblée générale de l'I.M.S.T.A.M. qui aura lieu le jeudi 4 juin 2015 :

1. Approbation du procès-verbal de l'assemblée générale du 9 décembre 2014;
2. Compte de résultats et rapport de gestion 2014;
3. Rapport du réviseur;
4. Décharge aux administrateurs;
5. Décharge au réviseur;
6. Désignation d'un commissaire réviseur - mandat 2015-2017;
7. Affiliation de la commune et C.P.A.S. de Frasnes.

**47. Association intercommunale d'étude et d'exploitation d'électricité et de gaz (A.I.E.G.).
Assemblée générale ordinaire. Ordre du jour. Approbation.**

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant l'affiliation de la Ville de Tournai à l'association intercommunale d'étude et d'exploitation d'électricité et de gaz (A.I.E.G.);

Considérant le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment ses articles L1523-6 et L1523-11 à L1523-14;

Considérant les points portés à l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire de l'intercommunale précitée qui se tiendra le mercredi 17 juin 2015, à 17 heures 30, au n°11 rue des Marais à 5300 Andenne;

Considérant que la délibération sera communiquée :

- à l'A.I.E.G.
- aux représentants de la ville
- au gouvernement provincial
- au ministre régional de tutelle sur les intercommunales;

A l'unanimité;

DECIDE

d'approuver les sept points de l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire de l'A.I.E.G. qui aura lieu le mercredi 17 juin 2015 :

1. Prélèvement exceptionnel sur les réserves disponibles
2. Approbation du rapport de gestion présenté par le conseil d'administration
3. Rapport du commissaire réviseur
4. Approbation du bilan et des comptes de résultats au 31 décembre 2014
5. Répartition statutaire du trop-perçu et date de mise en paiement des dividendes
6. Décharge à donner aux administrateurs
7. Décharge à donner au commissaire réviseur.

**48. Association intercommunale d'étude et d'exploitation d'électricité et de gaz (A.I.E.G.).
Assemblée générale extraordinaire. Ordre du jour. Approbation.**

Madame la Conseillère communale **L. BARBAIX** rentre en séance.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant l'affiliation de la Ville de Tournai à l'association intercommunale d'étude et d'exploitation d'électricité et de gaz (A.I.E.G.);

Considérant le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment ses articles L1523-6 et L1523-11 à L1523-14;

Considérant les points portés à l'ordre du jour de l'assemblée générale extraordinaire de l'intercommunale précitée qui se tiendra le mercredi 17 juin 2015, à 17 heures 30, au n°11 rue des Marais à 5300 Andenne :

1. Approbation du rapport présenté par le conseil d'administration concernant la modification statutaire.
2. Rapport spécial du commissaire réviseur concernant la modification des statuts.
3. Modification des statuts : Modification de l'objet social de l'Intercommunale, par la création d'un

secteur spécifique relatif à l'éclairage public, et suppression de la mutualisation de la redevance d'occupation de voirie.

4. Approbation du rapport présenté par le CA concernant l'apport en nature «Capital E».

5. Rapport spécial du commissaire réviseur concernant l'apport en nature «Capital E».

6. 1ère augmentation de capital (part variable - «Capital E») par incorporation de l'apport en nature au Capital E :

6.1 : 1ère résolution : augmentation de capital par la création du capital social «E»

(part variable) à concurrence de 2.583.500,00 €, pour le porter à 2.583.500,00 €, par la création de 25.835 parts sociales d'une valeur nominale de 100,00 € identiques nouvelles «E».

6.2 : 2ème résolution : Il est décidé d'émettre en représentation de l'augmentation de capital 25.835 parts sociales de type E, ayant la même valeur nominale.

Ces nouvelles parts sociales seront émises, entièrement libérées et attribuées aux associés en rémunération de l'apport de la pleine propriété de l'ensemble des points d'éclairage public situés sur leur territoire communal.

6.3 : Constatation de l'augmentation de capital.

7. seconde augmentation de capital (part variable- capital «E») par incorporation de réserves disponibles au Capital E :

7.1 : 1ère résolution : augmentation du capital social (part variable- capital E) à concurrence de 2.500.000,00 € pour le porter à 5.083.500,00 €, par incorporation au capital d'une somme de 2.500.000,00 € à prélever sur les réserves de la société, avec émission de 25.000 parts sociales.

7.2 : 2ème résolution : Il est décidé d'émettre en représentation de l'augmentation de capital 25.000 parts sociales de type E, ayant la même valeur nominale.

Elles sont attribuées aux associés sur base de la délibération établie par le Conseil d'administration en séance du 16 décembre 2010 et intégralement libérées.

7.3 : Constatation de l'augmentation de capital.

8. Disposition transitoire : prise d'effets des présentes résolutions : au 1er janvier 2015.

9. Conditions suspensives : les présentes résolutions sont conditionnées à l'approbation par le Gouvernement wallon des délibérations des conseils communaux intéressés quant à la délégation octroyée par les communes en matière d'éclairage public et quant aux prises de participation des communes ainsi que quant à la modification de ses statuts dans le chef de l'intercommunale.

10. Pouvoirs : l'assemblée confère au conseil d'administration tous pouvoirs aux fins d'exécution des résolutions qui précèdent, en ce compris la constatation par acte authentique de la réalisation des conditions stipulées ci-avant (approbation de tutelle) et pour remplir les formalités subséquentes aux augmentations de capital.

Considérant que l'attention est attirée sur le point 6.2: *2ème résolution : Il est décidé d'émettre en représentation de l'augmentation de capital 25.835 parts sociales de type E, ayant la même valeur nominale.*

Ces nouvelles parts sociales seront émises, entièrement libérées et attribuées aux associés en rémunération de l'apport de la pleine propriété de l'ensemble des points d'éclairage public situés sur leur territoire communal.”;

Considérant que, par courrier électronique (en annexe), la responsable administrative de l'AIEG a signalé que cette partie 2 du point 6 relative à la vente des points d'éclairage public des communes à l'AIEG ne concerne pas la Ville de Tournai, dont le gestionnaire de réseau est l'Opérateur des réseaux gaz et électricité (ORES) Assets :

"Faisant suite à notre conversation téléphonique, je vous confirme que la Ville de Tournai n'est pas concernée par la vente de points d'éclairage public, que seules sont concernées les communes ayant pour gestionnaire de réseaux de distribution l'AIEG, et que dès lors le point 6.2, qui pourrait être sujet à interprétation, peut ne pas être soumis à l'approbation par la Ville de Tournai."

Considérant que l'ordre du jour arrêté par le conseil d'administration de l'AIEG ne peut plus être modifié et que la responsable administrative de l'intercommunale préconise d'approuver l'ordre du jour à l'exception du point 6.2. : *2ème résolution : Il est décidé d'émettre en représentation de l'augmentation de capital 25.835 parts sociales de type E, ayant la même valeur nominale;*
Considérant que ces nouvelles parts sociales seront émises, entièrement libérées et attribuées aux associés en rémunération de l'apport de la pleine propriété de l'ensemble des points d'éclairage public situés sur leur territoire communal;

Considérant que la délibération sera communiquée:

- à l'A.I.E.G.
- aux représentants de la ville
- au gouvernement provincial
- au ministre régional de tutelle sur les intercommunales;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

d'approuver les points inscrits à l'ordre du jour de l'assemblée générale extraordinaire de l'association intercommunale d'étude et d'exploitation d'électricité et de gaz (A.I.E.G.), **à l'exception du point 6.2** qui ne concerne pas la Ville de Tournai :

1. Approbation du rapport présenté par le conseil d'administration concernant la modification statutaire.
2. Rapport spécial du commissaire réviseur concernant la modification des statuts.
3. Modification des statuts : Modification de l'objet social de l'Intercommunale, par la création d'un secteur spécifique relatif à l'éclairage public, et suppression de la mutualisation de la redevance d'occupation de voirie.
4. Approbation du rapport présenté par le CA concernant l'apport en nature «Capital E».
5. Rapport spécial du commissaire réviseur concernant l'apport en nature «Capital E».
6. 1ère augmentation de capital (part variable- «Capital E») par incorporation de l'apport en nature au Capital E :
 - 6.1 : 1ère résolution : augmentation de capital par la création du capital social «E» (part variable) à concurrence de 2.583.500,00 €, pour le porter à 2.583.500,00 €, par la création de 25.835 parts sociales d'une valeur nominale de 100,00 € identiques nouvelles «E».
 - 6.2 : **2ème résolution : Il est décidé d'émettre en représentation de l'augmentation de capital 25.835 parts sociales de type E, ayant la même valeur nominale.**
Ces nouvelles parts sociales seront émises, entièrement libérées et attribuées aux associés en rémunération de l'apport de la pleine propriété de l'ensemble des points d'éclairage public situés sur leur territoire communal.
 - 6.3 : Constatation de l'augmentation de capital.
7. seconde augmentation de capital (part variable- capital «E») par incorporation de réserves disponibles au Capital E :
 - 7.1 : 1ère résolution : augmentation du capital social (part variable- capital E) à concurrence de 2.500.000,00 € pour le porter à 5.083.500,00 €, par incorporation au capital d'une somme de 2.500.000,00 € à prélever sur les réserves de la société, avec émission de 25.000 parts sociales.
 - 7.2 : 2ème résolution : Il est décidé d'émettre en représentation de l'augmentation de capital 25.000 parts sociales de type E, ayant la même valeur nominale.
Elles sont attribuées aux associés sur base de la délibération établie par le Conseil d'administration en séance du 16 décembre 2010 et intégralement libérées.
 - 7.3 : Constatation de l'augmentation de capital.
8. Disposition transitoire : prise d'effets des présentes résolutions : au 1er janvier 2015.
9. Conditions suspensives : les présentes résolutions sont conditionnées à l'approbation par le Gouvernement wallon des délibérations des conseils communaux intéressés quant à la délégation

octroyée par les communes en matière d'éclairage public et quant aux prises de participation des communes ainsi que quant à la modification de ses statuts dans le chef de l'intercommunale.

10. Pouvoirs : l'assemblée confère au conseil d'administration tous pouvoirs aux fins d'exécution des résolutions qui précèdent, en ce compris la constatation par acte authentique de la réalisation des conditions stipulées ci-avant (approbation de tutelle) et pour remplir les formalités subséquentes aux augmentations de capital.

**49. Agence intercommunale de développement (IDETA). Assemblée générale ordinaire.
Ordre du jour. Approbation.**

Monsieur le Conseiller communal **J.-L. CLAUX** sort de séance.

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Marie-Christine LEFEBVRE**, intervient comme suit :

"Le comité de rémunération est constitué des présidents et vice-présidents. Est-ce normal ?

Quels sont les avantages extralégaux des membres du comité de direction et les mandats des membres de ce comité qui sont rémunérés ?

Une interrogation pour l'avenir : pourquoi des projets éoliens au sein d'une société anonyme dont les capitaux proviennent d'IDETA et d'IPALLE : les communes n'auraient-elles pas plus d'intérêt à entrer directement dans des projets éoliens sur le territoire de leur commune ?"

Je suis par ailleurs étonnée du montant du jeton de présence aux administrateurs, de 200,00€. C'est beaucoup par rapport au jeton de présence des conseillers communaux."

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale, **Paul-Olivier DELANNOIS**, intervient également comme suit à propos de l'intercommunale IDETA :

"J'ai lu attentivement l'ensemble du plan stratégique d'IDETA. Je n'y ai plus trouvé le projet de biométhanisation à 400.000 tonnes à Leuze. Je veux signaler aux dirigeants d'IDETA que je resterai attentif à ce projet. C'est un mauvais projet. Par contre, si des tonnages plus faibles sont envisagés, ce projet pourrait susciter un intérêt."

Le **Président** de séance précise que le montant de 200,00€ est un montant brut.

Par 28 voix pour et 4 abstentions pour les points 1, 2, 3, 4 et 5,

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, A. PESIN, J.-M.

VANDENBERGHE, G. LECLERCQ, Mme M. WILLOCQ, MM. D. SMETTE, B. MAT, Mme H.

CLEMENT-COUPLET, M. J. DEVRAY, B. LAVALLEE, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISSSET-LEMOINE, B.

DEWAELE, L. BARBAIX, D. CLAEYSSSENS, MM. X. DECALUWE, L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, A.

MELLOUK, M. R. DELVIGNE, Mme L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. V.

BRAECKELAERE, A. BOITE, M. P.-O. DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale et M. R.

DEMOTTE, Président d'assemblée.

Se sont abstenus : Mme M.-C. LEFEBVRE, M. J.-L. VIEREN, Mmes H. LELEU, C. LADAVID.

Par 27 voix pour et 5 abstentions pour le point 6,

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, A. PESIN, J.-M.

VANDENBERGHE, G. LECLERCQ, Mme M. WILLOCQ, MM. D. SMETTE, B. MAT, Mme H.

CLEMENT-COUPLET, M. J. DEVRAY, B. LAVALLEE, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISSSET-LEMOINE, B.

DEWAELE, L. BARBAIX, D. CLAEYSSSENS, MM. X. DECALUWE, L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, A.

MELLOUK, M. R. DELVIGNE, Mme L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. V.

BRAECKELAERE, A. BOITE et M. R. DEMOTTE, Président d'assemblée.

Se sont abstenus : Mme M.-C. LEFEBVRE, M. J.-L. VIEREN, Mmes H. LELEU, C. LADAVID, M. P.-O.

DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale.

le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant l'affiliation de la Ville de Tournai à l'agence intercommunale de développement (IDETA);

Considérant le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et, notamment, ses articles L1523-6 et L1523-11 à L1523-14;

Considérant les points portés à l'ordre du jour de l'assemblée générale de l'intercommunale précitée qui se tiendra le vendredi 26 juin 2015, à 12 heures, à l'hôpital Notre-Dame à la Rose de Lessines;

Considérant que la délibération sera communiquée :

- à IDETA

- aux représentants de la ville

- au gouvernement provincial

- au ministre régional de tutelle sur les intercommunales;

Par 28 voix pour et 4 abstentions pour les points 1, 2, 3, 4 et 5;

Par 27 voix pour et 5 abstentions pour le point 6;

DECIDE

d'approuver les six points de l'ordre du jour de l'assemblée générale d'IDETA qui aura lieu le vendredi 26 juin 2015 :

1. rapport de gestion 2014

2. comptes 2014 et affectation des résultats

3. rapport du commissaire-réviseur

4. décharge au commissaire-réviseur

5. décharge aux administrateurs

6. prise de participation en collaboration avec IPALLE - exploitation du parc éolien "moulin Saint-Roch" sis sur les territoires des communes de Péruwelz et de Beloeil.

**50. Intercommunale de gestion de l'environnement (IPALLE). Assemblée générale ordinaire.
Ordre du jour. Approbation.**

D'emblée, Madame la Conseillère communale ECOLO, **Marie-Christine LEFEBVRE**, intervient comme suit :

"Pour les points relatifs à IPALLE et à IDETA, les communes n'auraient pas intérêt à entrer elles-mêmes dans le capital d'une société pour avoir des dividendes de projet éolien ?

On n'aura pas la réponse aujourd'hui mais j'aimerais avoir quelques éléments à l'avenir.

Par rapport à IPALLE, je répercute un constat que j'ai exprimé lors de la réunion d'information. Nous avons l'impression d'être à un sommet par rapport à la diminution des déchets ménagers. Je voulais savoir comment on allait faire pour diminuer encore ces déchets.

Je voudrais, par ailleurs, expliquer le vote d'abstention d'ECOLO, sur les ordres du jour d'IDETA et d'IPALLE. Je sais qu'au sein des conseils d'administration, nos administrateurs ne se sont pas opposés ou se sont abstenus. Mais nous, nous votons en tant que conseillers communaux. Je déplore que les réunions d'information aient lieu après le Conseil communal comme à IDETA. La réunion d'IPALLE aussi a eu lieu un peu tard, deux heures avant le Conseil communal. Ce qu'il faut, c'est une coordination entre les autorités des intercommunales et des communes. L'objectif que ces points soient soumis au Conseil communal, comme on le sait, est qu'il y ait un débat public. C'est dommage que ces débats publics aient lieu alors que les réunions d'information pour poser nos questions se déroulent après coup. C'est un manque de respect. Ceci justifie notre abstention dans les deux cas."

Madame l'Echevine PS, **Ludivine DEDONDER**, lui répond :

"Au sujet de la réunion d'information pour l'intercommunale IPALLE, j'ai le sentiment de me répéter. Cette réunion était fixée le 1er juin. Vous aviez envoyé une note à l'attention des conseillers communaux. J'ai répondu immédiatement. La réunion d'IPALLE avait lieu à 17 heures. Une permanence téléphonique était mise en place à partir de 16 heures. J'avais répondu que je me tenais ainsi que l'ensemble des directeurs à disposition de tous les conseillers communaux, sur nos téléphones portables. Nous n'avons pas reçu d'appel. Par contre, je me réjouis que vous soyez venue cette fois-ci à la réunion d'information. En règle générale, pour l'ensemble des communes affiliées à IPALLE, à chaque réunion d'information, un seul conseiller communal participe. C'est Monsieur Jacques DEVRAY. Je l'en félicite.

A IPALLE, la réunion d'information était fixée à 17 heures. Cela permettait largement d'avoir terminé pour 19 heures 30, sachant que toute autre question pouvait être posée à tout moment. Pour les déchets ménagers, IPALLE travaille pour réduire la quantité de déchets ménagers, comme vous l'avez constaté dans le rapport. Au niveau des parcs à conteneurs, on a de plus en plus de valorisation. L'incinérateur de Thumaide est très performant. Mais la politique d'IPALLE n'a jamais été de tout incinérer. Au contraire, de moins en moins de déchets partent à l'incinération. De plus en plus sont valorisés. On peut citer par exemple les projets "bois", le projet "mâche-fer". C'est un travail continu. Au niveau du compostage, c'est la même chose. Une étude concernant les matières organiques va être prochainement présentée au comité pour toutes les matières organiques des grands centres de production comme les écoles, les homes, les centres hospitaliers. L'étude sera proposée et on verra en comité ce qu'on va décider à ce sujet. Nous essayons d'éviter les fausses bonnes idées. Nous réfléchissons et nous travaillons en continu. Tout ne finit pas à l'incinérateur. Au niveau de l'éolien, tout cela a été décidé avant que je ne sois présidente. L'ancien président s'était abstenu. La filiale IDETA Elsa a été créée auparavant également. IPALLE entre dans cette société avec des conditions très précises. Si elles ne sont pas remplies par IDETA, tout sera remis en cause. Il y a un engagement d'IDETA à ce sujet. Si pas, nous discuterons de l'ensemble de la convention. Il me semble d'ailleurs que c'est davantage une mission d'IPALLE que d'IDETA. L'environnement, l'énergie sont des missions d'IPALLE. On dit souvent qu'IPALLE c'est le déchet, c'est l'incinération. Mais IPALLE, c'est bien plus que ça. Vous le constatez dans le rapport annuel. Pour ce qui concerne la participation des communes, je rappelle que les bénéfices des intercommunales, associations de communes sont toujours redistribués aux communes."

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale, **Paul-Olivier DELANNOIS**, intervient à son tour :
"Je maintiens mon abstention au niveau du point sur l'éolien. Mais nous n'avons pas les mêmes raisons de nous abstenir. A l'époque, les administrateurs d'IPALLE voulaient que ce point soit examiné par le conseil d'administration. Je n'ai pas voulu bloquer le dossier, même si tout le monde n'est pas d'accord sur l'éolien. Car les seules qui auraient pu être pénalisées, c'étaient les intercommunales et donc nos propres communes. C'est plus le rôle d'une intercommunale comme IPALLE de s'occuper de l'éolien plutôt qu'IDETA. Un projet commun entre les deux intercommunales ne me semble pas une mauvaise chose."

Le **Président** de séance rappelle l'historique de l'investissement de l'intercommunale IDETA dans l'éolien :

"Lorsqu'IDETA est entrée dans l'éolien, c'était à l'époque où l'intercommunale gérât un portefeuille de participation dans le domaine énergétique. Donc le domaine énergétique relève d'IDETA. Après la cession du courant faible IGEHO, plutôt que de recéder l'argent de cette revente aux communes, il a été proposé de réaliser des investissements rentables en développement durable. Ceux-ci ont rapporté des dividendes très intéressants aux communes depuis lors et ils ont permis au secteur de participation de se diversifier. Je trouve qu'opposer une intercommunale à une autre serait une erreur. Je me réjouis de la collaboration entre les deux intercommunales."

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Marie-Christine LEFEBVRE**, intervient à nouveau :

"Je connais l'origine de l'intervention d'IDETA dans des projets éoliens. Mais il y a déjà une société qui existe, Elsa. On va en créer une autre. C'est une société anonyme qui existe et qui a comme objectif de faire des projets de développement durable."

Le **Président** de séance lui répond :

"Elsa est une filiale pure d'IDETA. Dès lors que vous avez une autre société avec une structure juridique, en l'occurrence IPALLE, qui entre en jeu, il faut mettre en place une autre structure. La volonté n'est donc pas de démultiplier les structures mais, juridiquement, c'est le seul moyen possible. On ne pouvait pas faire entrer IPALLE dans une filiale pure d'IDETA."

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Marie-Christine LEFEBVRE**, poursuit son argumentation au sujet des séances d'information, lesquelles justifient l'abstention de son groupe politique :

"A propos de votre vote d'abstention, j'ai bien compris les arguments. Si je suis venue à IPALLE, c'est que nous nous sommes réparti les tâches et que moi, j'allais toujours aux réunions d'IDETA. Quand on téléphone ou qu'on envoie un mail à la Ville, on a aussi des réponses techniques. Mais si nous avons un débat aujourd'hui, c'est que parfois, lorsque nous sommes en réunion et que nous posons des questions, nous demandons à avoir des réponses. Le téléphone suffit pour des questions de détail. Mais ce n'est pas comme ça qu'on peut se documenter correctement et amorcer un débat au Conseil communal. C'est en ayant des vraies réunions d'information."

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale, **Paul-Olivier DELANNOIS**, intervient une dernière fois :

"Pendant des années, j'ai organisé ce genre de réunion. Parmi les conseillers communaux de toutes les communes, moins de cinq personnes participaient. Le seul qui était toujours présent, c'est le Conseiller communal Jacques DEVRAY."

Par 30 voix pour et 2 abstentions pour les points I et II,

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, A. PESIN, J.-M.

VANDENBERGHE, G. LECLERCQ, Mme M. WILLOCOQ, MM. J.-L. VIEREN, D. SMETTE, B. MAT, Mme H.

CLEMENT-COUPLET, MM. J. DEVRAY, B. LAVALLEE, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISET-LEMOINE, B.

DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSSENS, MM. X. DECALUWE, L.-D. CASTERMAN, L.

COUSAERT, A. MELLOUK, M. R. DELVIGNE, Mme L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM

V. BRAECKELAERE, A. BOITE, M. P.-O. DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale et M. R.

DEMOTTE, Président d'assemblée.

Se sont abstenues : Mmes M.-C. LEFEBVRE, C. LADAVID.

Par 29 voix pour et 3 abstentions pour le point III,

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, A. PESIN, J.-M.

VANDENBERGHE, G. LECLERCQ, Mme M. WILLOCOQ, MM. J.-L. VIEREN, D. SMETTE, B. MAT, Mme H.

CLEMENT-COUPLET, MM. J. DEVRAY, B. LAVALLEE, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISET-LEMOINE, B.

DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSSENS, MM. X. DECALUWE, L.-D. CASTERMAN, L.

COUSAERT, A. MELLOUK, M. R. DELVIGNE, Mme L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM

V. BRAECKELAERE, A. BOITE, et M. R. DEMOTTE, Président d'assemblée.

Se sont abstenus : Mmes M.-C. LEFEBVRE, C. LADAVID et M. P.-O. DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale

le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant l'affiliation de la Ville de Tournai à l'intercommunale de gestion de l'environnement (IPALLE);

Considérant le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et, notamment, ses articles L1523-6 et L1523-11 à L1523-14;

Considérant les points portés à l'ordre du jour de l'assemblée générale de l'intercommunale précitée qui se tiendra le mercredi 24 juin 2015, à 10 heures, au stade Luc Varenne à Kain;

Considérant que la délibération sera communiquée :

- à IPALLE
- aux représentants de la ville
- au gouvernement provincial
- au ministre régional de tutelle sur les intercommunales;

Par 30 voix pour et 2 abstentions pour les points I et II;

Par 29 voix pour et 3 abstentions pour le point III;

DECIDE:

d'approuver l'ordre du jour de l'assemblée générale d'IPALLE qui aura lieu le mercredi 24 juin 2015 :

I. Approbation des comptes et décharges au 31 décembre 2014 de la SCRL Ipalle :

1. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2014 de la SCRL Ipalle :

1.1. Présentation des comptes analytiques par secteur d'activité, des comptes annuels de la SCRL Ipalle et de l'affectation des résultats

1.2. Rapport du conseil d'administration à l'assemblée générale

1.3. Rapport du commissaire (réviseur d'entreprises)

1.4. Approbation des comptes annuels et de l'affectation du résultat

2. Décharge aux administrateurs

3. Décharge au commissaire (réviseur d'entreprises)

II. Résultats 2014 - Droits de tirage - Secteur service d'aide aux communes: approbation des associés

III. Projet éolien "Moulins Saint-Roch". Constitution d'une société de projet filiale des intercommunales Ipalle et Ideta.

**51. Intercommunale pure de financement du Hainaut (IPFH). Assemblée générale ordinaire.
Ordre du jour. Approbation.**

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant l'affiliation de la Ville de Tournai à l'intercommunale pure de financement du Hainaut (IPFH);

Considérant le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et, notamment, ses articles L1523-6 et L1523-11 à L1523-14;

Considérant les points portés à l'ordre du jour de l'assemblée générale de l'intercommunale précitée qui se tiendra le jeudi 25 juin 2015, à (heure), à (lieu);

Considérant que la délibération sera communiquée :

- à l'IPFH
- aux représentants de la ville
- au gouvernement provincial
- au ministre régional de tutelle sur les intercommunales;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE:

d'approuver les cinq points de l'ordre du jour de l'assemblée générale de l'IPFH qui aura lieu le jeudi 25 juin 2015 :

1. Rapport du Conseil d'administration et du Collège des contrôleurs aux comptes ;
2. Comptes annuels consolidés arrêtés au 31 décembre 2014 - Approbation ;
3. Décharge à donner aux membres du Conseil d'administration pour l'exercice de leur mandat au cours de l'année 2014 ;
4. Décharge à donner aux membres du Collège des Contrôleurs aux comptes pour l'exercice de leur mandat au cours de l'année 2014 ;
5. Nominations statutaires.

52. Intercommunale pour la gestion et la réalisation d'études techniques et économiques (IGRETEC). Assemblée générale ordinaire. Ordre du jour. Approbation.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant l'affiliation de la Ville de Tournai à l'intercommunale pour la gestion et la réalisation d'études techniques et économiques (IGRETEC);

Considérant le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et, notamment, ses articles L1523-6 et L1523-11 à L1523-14;

Considérant les points portés à l'ordre du jour de l'assemblée générale de l'intercommunale précitée qui se tiendra le jeudi 25 juin 2015, à (heure), à (lieu);

Considérant que la délibération sera communiquée :

- à l'IGRETEC
- aux représentants de la ville
- au gouvernement provincial
- au ministre régional de tutelle sur les intercommunales;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE:

d'approuver les sept points de l'ordre du jour de l'assemblée générale de l'IGRETEC qui aura lieu le jeudi 25 juin 2015 :

1. Affiliations/Administrateurs;
2. Modifications statutaires;
3. Comptes annuels consolidés arrêtés au 31 décembre 2014 - Rapport de gestion du Conseil d'administration - rapport du Collège des Contrôleurs aux Comptes;
4. Approbation des comptes annuels consolidés arrêtés au 31 décembre 2014;
5. Décharge à donner aux membres du Conseil d'administration;
6. Décharge à donner aux membres du Collège des Contrôleurs aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au cours de l'exercice 2014;
7. In House : modifications.

53. Intercommunale ORES Assets. Assemblée générale ordinaire. Ordre du jour. Approbation.
--

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant l'affiliation de la Ville de Tournai à l'intercommunale opérateur des réseaux gaz et électricité (ORES) Assets;

Considérant le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et, notamment, ses articles L1523-6 et L1523-11 à L1523-14;

Considérant les points portés à l'ordre du jour de l'assemblée générale de l'intercommunale précitée qui se tiendra le jeudi 25 juin 2015, à (heure), à (lieu);

Considérant que la délibération sera communiquée :

- à l'intercommunale ORES Assets
- aux représentants de la ville
- au gouvernement provincial
- au ministre régional de tutelle sur les intercommunales;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE:

d'approuver les dix points de l'ordre du jour de l'assemblée générale de l'intercommunale ORES Assets qui aura lieu le jeudi 25 juin 2015 :

1. Modifications statutaires
2. Comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2014
 - *Présentation des comptes
 - *Présentation du rapport du réviseur et du collège des commissaires
 - *Approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2014 et affectation du résultat
3. Décharge aux administrateurs pour l'année 2014
4. Décharge aux commissaires pour l'année 2014 et pour le 1er semestre 2015 dans le cadre de leur fin de mandat au 30 juin 2015
5. Décharge aux réviseurs pour l'année 2014
6. Rapport annuel 2014
7. Actualisation de l'annexe 1 des statuts - Liste des associés
8. Remboursement des parts R
9. Nomination statutaires.
10. Rémunération des mandats en ORES Assets

119. Approbation du procès-verbal de la séance précédente. Clôture de la séance publique.
--

Moyennant la prise en compte de la demande de complément formulée par Monsieur le Conseiller communal cdH, Xavier DECALUWE, aucune autre observation n'ayant été formulée en cours de séance, le procès-verbal de la séance publique du 27 avril 2015 est adopté conformément à l'article L1122-16 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Le Président de séance clôture la séance publique à 21 heures 31 après avoir rappelé que le prochain Conseil communal aura lieu le 29 juin 2015.

Par le Conseil :

Le Directeur général adjoint,

Thierry LESPLINGART

L'Echevin délégué à la fonction maïorale,

Paul-Olivier DELANNOIS